



LÉGISLATIVES
DU 2 JUILLET

FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

L'infraction se paie cash !

Fini le temps des dons intéressés, et les « cadeaux empoisonnés » pour soudoyer un élu, ou pour acheter des voix. La loi punit sévèrement (jusqu'à cinq ans de prison) toute personne ayant financé ou bénéficié d'un financement occulte.

► LOGISTIQUE ÉLECTORALE

L'administration poursuit les préparatifs

LIRE EN PAGE 3

CONTRÔLE DES PRODUITS IMPORTÉS

Vers un système national intégré aux frontières

Une réunion du Conseil interministériel consacrée à la mise en place du système national intégré de contrôle des marchandises aux frontières a été présidée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb

LIRE EN PAGE 4



Ph : DR

IL A APPELÉ À GRACIER LE JOURNALISTE FRANÇAIS DÉTENU EN ALGÉRIE

Quelle mouche a piqué Infantino ?

P 24

HYDROCARBURES ET MINES

Diversification des échanges vers l'Asie

P 2

INAUGURATION DE LA « CHAIRE ÉMIR ABDELKADER » ET DE LA « SALLE DE L'ALGÉRIE »

Notre pays rayonne à Oxford

P 4

ÉQUIPE NATIONALE

Une dernière répétition réussie

P 11

HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER, CET APRÈS-MIDI À 16H00

Harab d'Hem a tout pour plaire

P 21

L'ÉDITO

Aujourd'hui, 5^{ème} jour de la campagne électorale des législatives du 2 juillet prochain. Que font les candidats pour convaincre les électeurs ? Ils sont à la télé tous les jours, d'autres sillonnent le pays et tiennent des meetings. D'autres se contentent de discussions de proximité avec les citoyens. Chacun selon ses moyens. Financiers et d'ancrage populaire. Il y a plus important. Il y a ceux qui promettent : « la priorité est d'apporter des solutions aux attentes de la population », « la future Assemblée populaire nationale doit être une force de proposition ». Un autre a mis en avant ses candidats « compétents, capables de porter les préoccupations des citoyens et de les défendre ». Un autre a présenté le programme de son parti « qui tend à passer de la gestion quotidienne des préoccupations des citoyens à l'élaboration de visions et de stratégies nationales » ainsi que « la nécessité de renforcer la sensibilisation et de soutenir les efforts de l'État dans la lutte contre le fléau de la drogue ». Avec ces éléments de langage creux et « réchauffés », ils pensent que les électeurs

Les clés de la participation

vont se bousculer le jour du vote. Dans le même style, un autre a soutenu que les candidats de son parti sont « au service de la population et le resteront également une fois élus ». Bref, tous ont servi le même discours depuis la 1^{ère} législature. Alors qu'ils savent tous que la seule manière d'attirer les électeurs est d'obtenir sa confiance. Une confiance abimée qu'il faudra, au préalable, restaurer. Oui mais comment ? Une partie de la solution se trouve dans la loi électorale. Celle de mars 2021 modifiée et complétée par celle d'avril 2026. Grâce à quoi près d'un tiers (30%) des candidatures ont été rejetées par l'Autorité Nationale Indépendante des Élections (ANIE). Pour différents motifs qui vont de la corruption à la dette fis-

cale en passant par des antécédents judiciaires ou des irrégularités dans la collecte des signatures. Un véritable changement positif dans les mœurs politiques que les Algériens attendent. Aujourd'hui que l'État a exaucé, pour sa part, leurs vœux, il revient aux partis et aux candidats de souligner, dans leurs discours, cet aspect pour espérer regagner la confiance des électeurs. L'autre partie de la solution revient à la classe politique qui doit prendre des engagements fermes pour honorer les attentes des électeurs. Avec des canaux à mettre en place : permanences, sorties régulières pour prises de contacts et recevoir les doléances des citoyens, garantir leurs prises en charge. S'engager par écrit contre l'absentéisme. Faire de l'obligation de la déclaration du patrimoine des élus avant et après la législature, un engagement formel. Comme pour la charte éthique. Le verbiage creux, les appels en l'air et autres incantations, c'était hier. Le changement est favorisé par les réformes entreprises par l'État. Il (le changement) n'attend plus que la part de la classe politique. Il n'y a que l'électeur qui n'a pas changé. Il espère toujours de la classe politique clarté et exemplarité !

Zouhir Mebarki

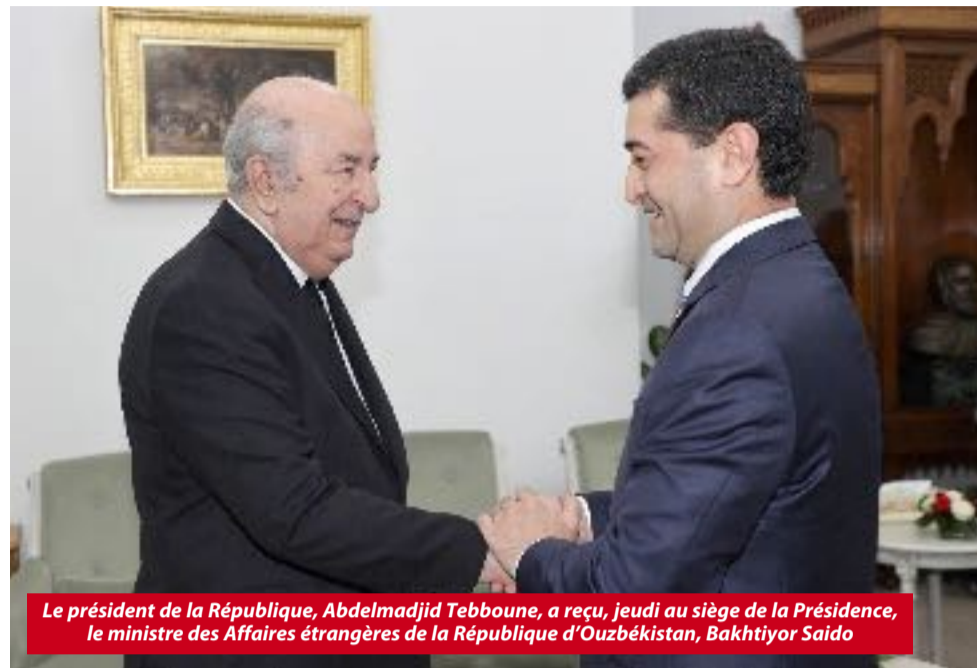
HYDROCARBURES ET MINES

Diversification des échanges vers l'Asie

L'orientation des relations économiques vers l'Asie – Oman, Inde et Ouzbékistan, en l'occurrence – dans le cadre de la politique de diversification des partenaires menée par l'Algérie depuis quelques années, a été confirmée ce jeudi par les échanges qu'ont eus, à Alger, le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre des Mines et de l'industrie minière, Mourad Hanifi.

Le premier, Mohamed Arkab, a reçu successivement le président du Conseil d'administration du groupe omanais Suhail Bahwan Holding, Cheikh Saad Suhail Bahwan, et le Directeur exécutif de la société indienne Sterling Oil Exploration & Energy Production Co (SEEPCO), Mohit Barot. Avec Cheikh Saad Suhail Bahwan, qu'il a rencontré en présence de l'ambassadeur du Sultanat d'Oman auprès de l'Algérie, Saïf Rashid Al-Badaai, et de cadres du ministère, Mohamed Arkab a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines des hydrocarbures et de la pétrochimie et d'élargir les investissements conjoints.

Il a été question des relations de coopération entre les groupes Sonatrach et Suhail Bahwan Holding et des perspectives de leur développement, notamment dans les projets de production d'engrais, en particulier l'ammoniac et l'urée, précise le communiqué du ministère qui donne l'information. Par ailleurs, les entretiens entre M. Arkab et l'ambassadeur omanais ont porté sur le niveau de coopération entre le groupe Sonatrach et la société Abraj energy services, particulièrement dans le cadre du protocole d'entente relatif à l'étude des opportunités de coopération dans les domaines du forage, de la maintenance des puits et des services pétroliers spécialisés. Avec Mohit Barot, directeur exécutif de la société indienne Sterling oil exploration & energy production Co (SEEPCO), Mohamed Arkab examiné les opportunités de renforcement de la coopération et de l'investissement avec le groupe Sonatrach dans l'in-



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi au siège de la Présidence, le ministre des Affaires étrangères de la République d'Ouzbékistan, Bakhtiyor Saidov

dustrie pétrolière et gazière, indique un communiqué du ministère. Selon un communiqué du ministère, la rencontre, tenue en présence de cadres du ministère, a été consacrée à l'examen des perspectives de partenariat entre Sonatrach et la société indienne dans les domaines de la recherche, de l'exploration, du développement et de la production de pétrole et de gaz, ainsi qu'à l'étude des opportunités d'investissement conjoint en Algérie et à l'extérieur, notamment en Afrique. Lors de cette rencontre, Mohamed Arkab a présenté un exposé sur la stratégie nationale de développement du secteur des hydrocarbures. De son côté, le directeur exécutif de SEEPCO a indiqué que l'entreprise souhaite renforcer sa présence en Algérie et développer ses partenariats avec Sonatrach. Quant au ministre des Mines et de l'industrie minière, Mourad Hanifi, il a reçu jeudi en audience le ministre des Affaires étrangères de la République d'Ouzbékistan, Bakhtiyor Odilovich Saidov.

Les deux parties ont examiné les perspectives de coopération bilatérale dans le domaine minier, et notamment dans les aspects technique et académique, ainsi que

dans la mise en œuvre de programmes conjoints de cartographie et de prospection minérale, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de la Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et de l'industrie minière, chargée des Mines, Karima Bakir, des cadres du secteur, ainsi que de la délégation ouzbèke, a permis à Mourad Hanifi d'exposer la feuille de route stratégique du secteur conformément aux orientations du président Abdelmadjid Tebboune, qui accorde un intérêt de première importance à l'inclusion du secteur minier comme levier de diversification de l'économie nationale, précise la même source.

L'audience a permis d'évoquer les opportunités de coopération dans la transformation industrielle via des projets communs pour la valorisation locale du cuivre, du plomb/zinc, de l'or, de l'uranium, du tungstène et du lithium. La formation spécialisée d'ingénieurs, ainsi que le renforcement des capacités des cadres du secteur avec l'apport des institutions ouzbèkes spécialisées, en coordination avec "Sonarem-Ettakwine" ont été aussi examinés.

M'hamed Rebah

ROUTE TRANSSAHARIENNE

Vers le parachèvement des tronçons au Tchad

Des entreprises algériennes lanceront prochainement les travaux de parachèvement des tronçons restants de la Route transsaharienne en République du Tchad, ce qui devrait contribuer à faire de cet axe une véritable artère économique continentale favorisant le développement au niveau des pays traversés selon une vision d'intégration, a indiqué un responsable au ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. S'exprimant lors de son passage à la Radio nationale, le Directeur général des infrastructures des travaux publics au ministère, Smaïl Rabehi a précisé que « plusieurs entreprises algériennes opérant dans le domaine des travaux publics entameront, au cours des prochains jours, les travaux de réalisation des deux tronçons restants de la Route transsaharienne au

Tchad, et ce, en concrétisant des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les échanges commerciaux et économiques entre les deux pays ». Le même responsable a rappelé, dans ce cadre, que « les deux tronçons routiers s'étendent sur des distances respectives de 97 km et 85 km », soulignant, par ailleurs, que « l'Algérie, la Tunisie et le Nigeria ont entièrement achevé leurs tronçons respectifs, tandis que les travaux de réalisation de cette voie continentale se poursuivent au Mali, au Tchad et au Niger ». M. Rabehi a également indiqué que « plusieurs tronçons de cette route font actuellement l'objet de travaux d'entretien et de modernisation dans le Grand Sud, sur une distance de 727 km ». L'expérience et l'expertise des entreprises algériennes dans la réalisation

de tels grands projets, que ce soit en Algérie ou dans plusieurs pays africains, les qualifient aujourd'hui pour parachever les deux tronçons restants de la Route transsaharienne sur le territoire tchadien, a-t-il ajouté. La Route transsaharienne qui s'étend sur plus de 10.000 km (Algérie-Lagos) connaît un taux d'avancement de plus de 90%, constituée d'un axe principal de 4500 km reliant Alger à Lagos et de ramifications : Ghardaïa-Tunis (2000 km), Bamako-Tamanrasset (2500 km) et Zinder-N'Djamena (2200 km). Pour rappel, l'Algérie avait abrité lundi et mardi derniers les travaux de la 77e session du Comité de liaison de la Route transsaharienne (CLRT), portant sur les perspectives de transformation de cette route africaine en un corridor économique contribuant au développement et à l'intégration économique des

six pays qu'elle traverse. La session a été une occasion pour affirmer « le rôle de premier plan que joue l'Algérie dans ce projet continental » et réitérer son engagement à « poursuivre son soutien à ce projet continental stratégique et à renforcer son rôle en tant que principal vecteur d'intégration et de développement en Afrique ». Les participants sont convenus de tenir la 78e session des réunions du CLRT à N'Djamena durant l'année en cours et les recommandations ont porté essentiellement sur le renforcement de la coordination et l'action commune entre les Etats membres, permettant ainsi le parachèvement des projets et programmes liés à cette infrastructure continentale stratégique, au service des objectifs de développement et d'intégration régionale.

L. Zeggane

EN VISITE EN ALGÉRIE

Le président reçoit le MAE ouzbek

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi au siège de la Présidence, le ministre des Affaires étrangères de la République d'Ouzbékistan, Bakhtiyor Saidov, en visite officielle en Algérie, accompagné d'une délégation de haut niveau. Cette audience s'est déroulée en présence de plusieurs hauts responsables, dont le ministre d'État, chargé de l'Inspection générale des services de l'État et des Collectivités locales, Brahim Merad, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, ainsi que le conseiller du président de la République chargé des affaires diplomatiques, Amar Abba. Dans une seconde étape, Ahmed Attaf a également reçu, au siège du ministère, son homologue ouzbek, Bakhtiyor Saidov. Les entretiens, d'abord en tête-à-tête puis élargis aux membres des deux délégations, ont permis de passer en revue l'état des relations bilatérales et d'examiner les perspectives de leur renforcement. Les deux parties ont souligné la nécessité de donner un nouvel élan aux relations entre l'Algérie et l'Ouzbékistan, à travers la mise en place de mécanismes structurants de coopération, notamment la création d'une commission mixte et d'un conseil d'hommes d'affaires. Plusieurs secteurs prioritaires ont été identifiés, parmi lesquels les mines, l'énergie, l'agriculture, le commerce et la culture. Les discussions ont également porté sur le renforcement du cadre juridique encadrant la coopération bilatérale, considéré comme un levier essentiel pour approfondir les échanges entre les deux pays. Sur le plan multilatéral, les deux ministres ont échangé leurs analyses sur des questions régionales et internationales d'intérêt commun. L'Ouzbékistan devant assurer prochainement la présidence du Mouvement des non-alignés, les deux parties ont mis en avant l'importance de consolider la concertation au sein de ce cadre. Les entretiens ont enfin abordé les perspectives de coopération entre l'Afrique et l'Asie centrale, dans une dynamique de rapprochement entre les deux régions.

La rencontre s'est conclue par la signature de deux instruments de coopération : un accord d'exemption de visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques, ainsi qu'un mémorandum d'entente entre l'Institut diplomatique et des relations internationales (IDRI) d'Alger et l'Université de l'économie mondiale et de la diplomatie (UWED) d'Ouzbékistan.

M. Seghilani

LÉGISLATIVES
DU 2 JUILLET

FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

L'infraction se paie cash !

Fini le temps des dons intéressés, et les « cadeaux empoisonnés » pour soudoyer un élu, ou pour acheter des voix. La loi punit sévèrement (jusqu'à cinq ans de prison) toute personne ayant financé ou bénéficié d'un financement occulte.

Pour mettre les Institutions à l'abri de l'argent sale qui avait vicié, par le passé, le travail des Assemblées élues et jeté le discrédit sur elles, l'Algérie s'est dotée d'un arsenal juridique à même de lui permettre de constituer un barrage devant tous les véreux avides de puissance par une élection qui leur donnerait une impunité ; voire feraient d'eux des intouchables. Le dispositif de la loi (Loi organique du 4 avril 2026 modifiant et complétant l'ordonnance de la loi organique relative au régime électoral du 10 mars 2021), définit les voies et moyens pour un financement légal de la campagne électorale et énumère les infractions relatives aux financements occultes et issus de la corruption. Conformément à ces dispositions de loi, l'Autorité nationale indépendante des élections a appelé, avant le début de la campagne électorale, les listes électorales à désigner un trésorier et à ouvrir un compte bancaire. Cela confèrera de la légalité au processus de financement et permettra de mettre en place un moyen permettant de vérifier la traçabilité des fonds ayant servi au financement. Fini le temps des dons intéressés, et les « cadeaux empoisonnés » pour soudoyer un élu, ou pour acheter des voix. La loi définit aujourd'hui un cadre qui ne permet plus les égarements constatés du temps de la « Issaba ».



nique du 4 avril 2026 affirme que : « nonobstant les dispositions de la loi relative à la prévention et la lutte contre la corruption et les dispositions du code pénal, est puni d'emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de (40 000 DA) à (200 000 DA) toute personne ayant financé ou bénéficié d'un financement en violation des dispositions de la présente loi organique. Elle rappelle, dans son article 289 que l'utilisation des biens ou moyens de l'administration ou des biens publics au profit d'un parti politique, d'un candidat ou liste de candidats, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 6 000 DA à 60 000 DA. Cela met un terme aux agissements de certains élus, devenus candidats qui utilisaient les biens et moyens des communes pour les besoins de leur campagne électorale.

LA LOI ORGANIQUE POUR LUTTER CONTRE LE PRODUIT DE LA CORRUPTION

Pour sa part l'article 292 affirme que : « est puni d'une amende de 100 000 DA à 500 000 DA quiconque aura procédé à l'utilisation d'un procédé publicitaire commer-

cial à des fins de propagande durant la période de la campagne électorale. Cela contraindra les candidats et les listes engagées dans une campagne électorale à s'interdire l'usage de procédés qui ne sont pas autorisés par la loi organique du 4 avril 2026. Concernant le financement occulte ou intéressé, l'article 300 de la présente loi est explicite dans le sens où il affirme que : « quiconque, par dons ou promesses de dons en argent ou en nature, par des promesses de faveurs d'emplois publics ou privés ou d'autres avantages particuliers faits en vue d'influencer le vote d'un ou de plusieurs électeurs, aura obtenu ou tenté d'obtenir leur suffrage, soit directement, soit par l'entreprise d'un tiers ou aura par les mêmes moyens, déterminé ou tenté de déterminer un ou plusieurs d'entre eux à s'abstenir, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux à dix ans et d'une amende de 200 000 DA à 1 000 000 DA. Est puni des mêmes peines, quiconque aura accepté ou sollicité les mêmes dons ou promesses. Toutefois, est exempté de cette peine, quiconque ayant commis ou participé aux faits prévus au pré-

sent article et qui aura informé les autorités administratives ou judiciaires avant l'engagement de la procédure des poursuites. La peine est réduite de moitié si les autorités concernées ont été informées après l'engagement des poursuites ».

À propos de l'origine et la traçabilité des fonds engagés dans le financement de la campagne, l'article 311 rappelle que : « est puni d'une amende de 400 000 DA à 800 000 DA et de l'interdiction du droit de vote et d'être éligible pendant cinq ans, au plus, tout candidat ou liste de candidats n'ayant pas présenté de compte de campagne ou dont le compte a été rejeté par la commission de contrôle du financement de la campagne électorale.

LE MONTANT DES DONS ET CONTRIBUTIONS PLAFONNÉ À 400 000 DA

Pour mettre en œuvre ces dispositions de la loi, l'ANIE a rappelé, dans un communiqué, les modalités pratiques relatives aux procédures de financement de la campagne électorale pour les élections législatives du 2 juillet prochain. Dans un communiqué rendu public jeudi dernier, elle a indiqué que : « en vertu du décret présidentiel 26-145 du 16 Chaoual 1447 correspondant au 4 avril 2026 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale le jeudi 2 juillet, et conformément aux dispositions de l'ordonnance 21-01 du 26 Rajab 1442 correspondant au 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée, la commission de contrôle du financement de la campagne électorale informe les candidats que, dans le but de garantir la légalité et la transparence du financement de la campagne électorale, de faciliter l'examen et le contrôle des

dépenses électorales et d'assurer un contrôle précis et efficace, il convient de rappeler une série de règles et de dispositions légales devant être respectées et prises en compte par les candidats concernant les sources de financement de la campagne ainsi que les obligations qui en découlent ».

Le communiqué souligne que « le trésorier désigné par le candidat mandaté joue un rôle important dans la gestion financière et matérielle de la campagne et son contrôle ». Il doit à ce titre, "ouvrir un compte bancaire unique et tenir un compte de campagne électorale", précise le communiqué, ajoutant que "chaque candidat mandaté est également tenu de désigner un trésorier de la campagne électorale qui doit transmettre les coordonnées du compte bancaire à la commission de contrôle des financements des campagnes électorales".

L'Autorité a également souligné que "tous les fonds, recettes ou dépenses, doivent s'effectuer exclusivement via le compte bancaire unique, qui retrace toutes les recettes et les dépenses liées à la campagne".

L'ANIE a, en outre, précisé que "les ressources financières de la liste de candidats proviennent des contributions des partis politiques, des apports personnels des candidats, ou des dons en numéraire ou en nature provenant des citoyens personnes physiques, ceux-ci étant plafonnés à quatre cent mille dinars.

C'est un véritable arsenal juridique qui va permettre d'une part, de mettre les Institutions élues à l'abri de l'argent sale et, d'autre part, de garantir, une équité entre les différentes listes engagées puisqu'il plafonne les contributions et dons de quelques natures qu'ils soient, des partis politiques ou des citoyens à 400.000 Dinars.

Slimane B.

PARTICIPATION, RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS ET DÉVELOPPEMENT

Les partis passent à l'offensive

Depuis le coup d'envoi le 9 juin dernier de la campagne électorale pour les législatives du 2 juillet, les chefs de partis multiplient les meetings et les activités de proximité à travers plusieurs wilayas du pays. Les interventions ont porté durant les derniers quatre jours sur des thèmes récurrents tels que le renforcement des institutions, la participation citoyenne, notamment celle des jeunes, l'emploi, le développement économique, la lutte contre la drogue, la confiance dans les élus ainsi que la nécessité de choisir des candidats compétents capables de porter les préoccupations des citoyens. Si chaque formation a défendu ses propres priorités, toutes ont insisté sur l'importance de la mobilisation électorale et du rôle que devra jouer la future Assemblée populaire nationale dans l'accompagnement des réformes et des attentes de la société.

RND : « LES JEUNES AU CŒUR DE L'ACTION POLITIQUE »

Depuis Tlemcen, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Moulder Bouden, a souligné l'importance d'une forte participation des jeunes au scrutin. Il a salué les avancées introduites par la loi électorale en matière de transparence et d'égalité des chances, tout en mettant en avant les opportunités offertes par la nouvelle politique d'investissement pour favoriser l'emploi et l'initiative privée. Il a également appelé à une mobilisation collective contre le fléau de la drogue.

FFS : « RENFORCER LES INSTITUTIONS ET PROPOSER DES ALTERNATIVES »

Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aou-

chiche, a affirmé durant ses interventions que son parti participe à ces élections avec un programme « ambitieux » visant à renforcer les institutions et à consolider le processus démocratique. Réitérant l'attachement du FFS à une « opposition constructive », il a appelé à intensifier le travail de proximité afin de convaincre les électeurs et de leur présenter les propositions du parti.

FEM : « UNE ASSEMBLÉE FORCE DE PROPOSITION »

À Médéa, le président du Front El Moustakbal (FEM) Fateh Boutbig, a défendu l'idée d'un futur Parlement capable d'être une véritable force de proposition. Selon lui, la prochaine Assemblée populaire nationale devra prendre des initiatives répondant aux attentes de la population et contribuer activement au développement du pays.

SAWT ECHAAB : « RESTAURER LA CONFIANCE ENTRE CITOYENS ET ÉLUS »

De son côté, le président de Sawt Echaab, Lamine Osmani, a mis l'accent sur la nécessité d'ancrer une action politique responsable et de renforcer la confiance des citoyens envers les institutions élues. Il a plaidé pour une plus grande proximité avec les citoyens et pour l'émergence d'une classe politique capable de défendre efficacement leurs préoccupations.

MOUVEMENT ENNAHDA : « DES ÉLUS À LA HAUTEUR DES ATTENTES »

Enfin, à Skikda, le secrétaire général du Mouvement Ennahda, Mohamed Douibi, a insisté sur l'importance de voter pour des candidats compétents, capables de défendre les préoccupations des citoyens et d'améliorer

la performance parlementaire. Il a souligné que le député doit constituer un véritable lien entre les citoyens et les pouvoirs publics.

TAJ : « MISER SUR LES COMPÉTENCES »

À Batna, la présidente de Tajamou Amel El Djazaïr (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, a exhorté les électeurs à choisir des candidats compétents et qualifiés, aptes à transmettre fidèlement les préoccupations des citoyens aux autorités locales et centrales. Elle a également insisté sur l'importance de la participation à ce rendez-vous électoral.

MSP : « CONSOLIDER LA CONFIANCE ET PRÉSERVER L'UNITÉ NATIONALE »

À Adrar, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelali Hassani Cherif, a réaffirmé l'engagement de son parti

dans tous les rendez-vous nationaux. Il a présenté le MSP comme un mouvement de « confiance », de modération et d'unité, défendant un programme destiné à renforcer la confiance dans les institutions et dans les capacités du pays.

EL-KARAMA : « VOTER POUR SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT »

Le président du Parti El Karama, Mohamed Daoui, a estimé, à Bouira, que le vote constitue un acte citoyen permettant de soutenir la dynamique de développement engagée ces dernières années. Il a appelé les électeurs à participer massivement au scrutin afin de renforcer les institutions élues et de faire face aux défis nationaux dans un contexte régional et international marqué par l'incertitude.

Ania Nait Chlal

LOGISTIQUE ÉLECTORALE

L'administration poursuit les préparatifs

Le déploiement de commissions centrales d'inspection dans les wilayas se poursuit, dans le cadre du suivi des préparatifs logistiques liés aux élections législatives du 2 juillet prochain. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports ; ces missions d'inspection, ayant concerné les wilayas d'Oum El-Bouaghi, Bouira, Tamanrasset, Sétif, Bordj Bou-Arréridj, Tébessa, Khenchela et In Salah, ont permis de s'enquérir sur le terrain du niveau de mise en œuvre de différentes mesures prises pour cet important rendez-vous national. Dans ce cadre, des réunions de coordination ont été tenues avec les autorités locales et les cadres de l'administration locale, en présence des représentants des délégations de wilayas de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), afin de « s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs et d'évaluer le niveau de préparation logistique, en vue de garantir le bon déroulement de cette échéance nationale ». Les visites de terrain ont également porté sur l'inspection des locaux et salles de stockage des documents et du matériel électoral, ainsi que des espaces aménagés pour accueillir les activités liées à la campagne électorale.

A. Nch

CONTRÔLE DES PRODUITS IMPORTÉS

Vers un système national intégré aux frontières

Une réunion du conseil interministériel consacrée à la mise en place du système national intégré de contrôle des marchandises aux frontières a été présidée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et ce dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors du Conseil des ministres du 7 juin, portant sur le renforcement des mécanismes de contrôle des produits destinés à la consommation et la consolidation des capacités des laboratoires au niveau des passages frontaliers terrestres, maritimes et aériens, a indiqué un communiqué des Services du Premier ministre.

À cet effet, un groupe de travail technique a été mis en place, sous l'égide du ministère de la Santé et du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, chargé de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour la mutualisation et la rationalisation de l'utilisation des ressources matérielles et humaines des laboratoires d'analyse et de contrôle de conformité au niveau national, et de l'élaboration et la mise en œuvre de normes algériennes des produits importés destinés à la consommation locale, a précisé la même source.

LA COORDINATION

INTERMINISTÉRIELLE RENFORCÉE

Dans ce cadre, et en parallèle, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme



Amel Abdellatif, a tenu une séance de travail conjointe avec le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudène, et le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives au renforcement des mécanismes de contrôle de la conformité des produits importés au niveau des passages frontaliers terrestres, maritimes et aériens.

Cette réunion, tenue en présence de représentants des établissements et organismes nationaux concernés, ainsi que de cadres et d'experts spécialisés, a vu l'ins-

tallation d'un groupe de travail technique regroupant les organismes concernés, chargé de mettre en place l'ensemble des dispositions et mesures nécessaires à la mise en œuvre des orientations données lors de la réunion du Conseil des ministres, a indiqué un communiqué du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. La rencontre a également permis d'adopter une méthodologie de travail commune en vue de la création de laboratoires de contrôle de la conformité des produits importés, dotés d'équipements scientifiques modernes de haute précision, selon la même source.

L. Zeggane

INAUGURATION DE LA « CHAIRE ÉMIR ABDELKADER » ET DE LA « SALLE DE L'ALGÉRIE »

Notre pays rayonne à Oxford

Sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une délégation officielle conduite par le ministre d'État, recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maamoun Al Kacimi Al-Hoceini, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, effectuent une visite au Royaume-Uni. Cette mission s'inscrit dans le cadre de la cérémonie de lancement de la « Chaire Emir Abdelkader », prévue au Centre d'études islamiques d'Oxford, l'une des institutions académiques les plus prestigieuses au monde. À cette occasion, il sera également procédé à l'inauguration de la « Salle de l'Algérie », dédiée à la présence scientifique et culturelle algérienne au sein de cette institution. Le lancement de cette chaire est présenté comme une étape scientifique et culturelle majeure visant à promouvoir l'héritage de Emir Abdelkader. Elle ambitionne de mettre en lumière ses contributions intellectuelles, humanitaires et civilisationnelles, notamment dans les domaines de la gouvernance, du savoir et du dialogue interculturel. Selon le communiqué du recteur de Djamaâ El-Djazaïr, ce projet s'inscrit également dans une dynamique de renforcement de la coopération académique et scientifique entre l'Algérie et le Royaume-Uni, à travers le développement de partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche des deux pays. L'inauguration de la « Salle de l'Algérie » au Centre d'Oxford vient ainsi consacrer la place de l'Algérie dans cet espace académique international, tout en renforçant sa visibilité culturelle et scientifique. Un programme scientifique et académique accompagnera cet événement, réunissant des chercheurs et professeurs algériens et britanniques autour de l'héritage de l'Émir Abdelkader et des perspectives de coopération en matière d'enseignement supérieur, de recherche scientifique et d'innovation, au service des relations d'amitié entre Alger et Londres.

M. Seghilani

SECTEUR DES HYDROCARBURES

L'Algérie promet, au Canada, l'attractivité de son climat d'investissement

Une délégation du secteur des hydrocarbures a pris part, du mardi au jeudi derniers, aux travaux de l'Exposition et de la Conférence mondiale de l'énergie « Global Energy Show Canada 2026 », tenue à Calgary (Canada), un événement figurant parmi les plus importantes manifestations internationales dans le domaine de l'énergie, a indiqué un communiqué du ministère. La délégation algérienne, composée du directeur de la coopération internationale au ministère des Hydrocarbures, du directeur de la division Exploration du groupe Sonatrach ainsi que de cadres de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), a participé à l'ouverture officielle de l'exposition et de la conférence. La délégation algérienne a pris part aux activités d'ouverture officielle de l'exposition et de la conférence, et tenu une série de rencontres et de réunions avec des responsables de plusieurs compagnies internationales et institutions gouvernementales. Les échanges ont porté sur les opportunités de coopération, de partenariat et d'investissement dans les différents domaines de l'industrie pétrolière et gazière, notamment le développement des champs pétroliers et gaziers, la pétrochimie, les technologies de réduction des émissions, les projets de captage et de stockage du carbone, la protection de l'environnement ainsi que la réduction de l'empreinte carbone de l'industrie énergétique, a ajouté le communiqué. Lors de ces rencontres, les membres de la délégation algérienne ont passé en revue les réformes engagées par l'Algérie pour améliorer le climat des affaires et renforcer l'attractivité du secteur des hydrocarbures, mettant en avant les avantages offerts par la loi sur les hydrocarbures en termes de trans-

parence, de stabilité juridique et d'incitations destinées aux partenaires et investisseurs, a noté la même source. Ils ont, en outre, présenté un exposé sur les opportunités d'investissement disponibles en Algérie, notamment dans le cadre de l'appel d'offres international « Algeria Bid Round 2026 » lancé par l'ALNAFT, lequel comprend sept périmètres d'exploration prometteurs recelant d'importantes ressources pétrolières et gazières, et disposant d'atouts de développement compétitifs grâce à leur proximité avec les installations de traitement et les réseaux de transport. Cette manifestation internationale a été également l'occasion de projeter la lumière sur les projets énergétiques stratégiques auxquels l'Algérie participe aux niveaux régional et continental, à leur tête, le projet du gazoduc transsaharien

(TSGP), qui représente l'un des plus grands projets de l'infrastructure énergétique en Afrique, selon la même source.

LE TSGP VISIBLE À L'INTERNATIONAL

Dans ce cadre, la séance d'ouverture a été ponctuée par la participation du ministre d'État des Ressources pétrolières (Gaz) de la République fédérale du Nigéria, Ekperikpe Ekpo, qui a passé en revue les efforts d'investissements déployés par son pays pour renforcer la production du gaz naturel, soulignant au passage, l'importance stratégique du projet TSGP, étant un projet énergétique central reliant le Nigéria à l'Algérie via le Niger. « Ce projet stratégique permettra d'acheminer le gaz naturel nigérian vers les marchés internationaux, notamment européens, via l'Algérie », a-t-il indiqué, avant

d'affirmer qu'« il représente un pilier essentiel, afin de renforcer la complémentarité énergétique africaine et de soutenir la sécurité énergétique aux niveaux régional et international ». La participation de la délégation algérienne à cet événement international intervient dans le cadre des démarches visant à renforcer la présence de l'Algérie dans les rendez-vous énergétiques mondiaux, à promouvoir les opportunités d'investissements offertes par le secteur des hydrocarbures, à sceller des partenariats avec les grandes entreprises internationales, à même de soutenir les efforts de développement économique national et de renforcer la place de l'Algérie, en tant que partenaire fiable sur le marché mondial de l'énergie.

L. Z.

EN VISITE EN BELGIQUE

Chaïb à l'écoute des membres de la diaspora

Le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, a tenu une rencontre à Mons, en Belgique, avec des membres de la communauté nationale établis dans cette ville ainsi que dans les régions avoisinantes, en plus de ressortissants venus du Grand-Duché de Luxembourg.

Cette rencontre s'est déroulée au terme de la visite de travail effectuée par le responsable algérien au Royaume de Belgique, en présence de l'ambassadeur d'Algérie en Belgique et du consul général d'Algérie à Bruxelles. Elle s'inscrit dans la continuité des efforts des hautes autorités du pays visant à renforcer la communication directe avec la diaspora, à prendre en charge ses préoccupations et à consolider ses liens avec la mère patrie. Lors de cet échange, Chaïb a présenté les principales mesures engagées par l'État en faveur de la communauté nationale à l'étranger, notamment la modernisation des services consulaires, la numérisation des procé-

dures administratives, ainsi que la simplification des démarches au profit des citoyens. Il a également évoqué les initiatives destinées à renforcer l'attachement des jeunes générations à leur identité nationale et à encourager la participation de la diaspora à la vie publique nationale. La rencontre a donné lieu à un dialogue direct et interactif avec les membres de la communauté, permettant d'aborder plusieurs préoccupations et propositions relatives à l'amélioration des services et à la prise en charge de leurs attentes. Cette visite a été précédée par une inspection du consulat général d'Algérie à Bruxelles, dans la ville de Brussels, au cours de laquelle le secrétaire d'État s'est enquis du fonctionnement des services consulaires, des conditions d'accueil des citoyens et de la qualité de la prise en charge de leurs démarches. Il a également échangé avec plusieurs ressortissants venus effectuer des formalités administratives, conclut le communiqué.

M. S.

PROTECTION DE L'ENFANCE

L'Algérie réaffirme son engagement

À l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, célébrée le 12 juin de chaque année, les ministres du Travail, de l'emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saïhi, et de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, ont coprésidé, à Alger, une cérémonie placée sous le slogan : « Carton rouge au travail des enfants : une enfance protégée, un travail décent pour les adultes ».

Dans une allocution prononcée lors de cette cérémonie, tenue en présence de la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, et de représentants de différents secteurs, d'instances nationales et d'organisations internationales, M. Saïhi a mis en avant « les efforts continus de l'État en matière de protection et de promotion des droits de l'enfant », soulignant que « la protection de l'enfance est un choix souverain et un pilier fondamental du projet national visant à bâtir une Algérie forte et prospère ». Il a également souligné que « l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la protection et à la promotion de l'enfance traduit une volonté politique d'ancrer un État social juste, garantissant l'égalité des chances à tous les enfants sans discrimination », et « reflète l'attachement de l'Algérie à honorer ses engagements internationaux en matière de protection des droits de l'enfant, à travers la poursuite de l'adaptation de sa législation nationale aux conventions internationales pertinentes ». Présentant le bilan d'activité de l'Inspection du travail, du 1er janvier au 31 mai 2026, le ministre a indiqué que celle-ci n'a relevé que « deux cas d'emploi d'enfants n'ayant pas atteint l'âge légal pour travailler après avoir contrôlé plus de 72.000 entreprises privées employant plus de 676.000 travailleurs ». Ces résultats sont « le fruit d'un travail de terrain continu en matière d'application de la loi, d'intensification des contrôles et de renforcement des programmes de sensibilisation », a-t-il dit.

À cet égard, le ministre a réaffirmé la posi-



PH: DR

tion « constante et solidaire de l'Algérie envers les enfants de Palestine confrontés quotidiennement aux tragédies de la guerre et de l'occupation », estimant que « la protection des enfants dans le monde, notamment les enfants palestiniens, est une responsabilité morale et juridique qui incombe à la communauté internationale ».

MOULOUJJI MET EN AVANT LES DISPOSITIFS DE PRISE EN CHARGE

Pour sa part, Mme Mouloudji a affirmé que « la protection de l'enfance constitue l'un des piliers fondamentaux des politiques publiques mises en œuvre par l'État, dans le cadre de ses engagements constitutionnels envers les générations montantes ». Elle a rappelé que « l'Algérie, sous la conduite éclairée du président de la République, poursuit le renforcement du système de protection sociale, notamment à travers des programmes et mécanismes intégrés garantissant une prise en charge efficace de l'enfant et de la famille ».

Évoquant les actions de son secteur, la ministre a précisé que celui-ci œuvre, dans le cadre d'une « approche préventive et d'une protection intégrée, à garantir la couverture sociale et la protection nécessaires à tout enfant en situation de danger ou de vulnérabilité, à travers un réseau de 50 établissements spécialisés dans la protection de l'enfance, offrant des services d'accompagnement et de prise en charge au profit de cette catégorie ». Mme Mouloudji s'est, en outre, arrêtée sur les programmes d'accompagnement et de soutien économique destinés aux familles à faibles revenus, dans le cadre d'une approche alliant développement et solidarité, évoquant également « la mise en œuvre de programmes de solidarité périodiques en faveur des enfants scolarisés et d'initiatives visant à alléger les charges financières des familles et à favoriser une meilleure intégration des enfants dans leur milieu scolaire et social ».

De son côté, la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, a souligné que « la célébration de cette Journée constitue une occasion pour mettre en lumière les acquis réalisés et les progrès majeurs accomplis par l'Algérie dans le domaine de la protection et de la promotion de l'enfance », tout en rappelant que son instance poursuit, en coordination avec les différents secteurs concernés, ses efforts en faveur de la consolidation des mécanismes d'accompagnement et de protection de l'enfance, a-t-elle conclu.

L. Zeggane

FORUM SUR LA GOUVERNANCE MONDIALE DES DROITS DE L'HOMME

Le CNDH prend part au rendez-vous à Pékin

La présidente du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Maya Sahli-Fadel, participe au Forum sur la gouvernance mondiale des droits de l'Homme, qui se tient à Pékin, en République populaire de Chine, a indiqué jeudi un communiqué de l'institution.

Cette participation s'inscrit dans le cadre du renforcement de la présence de l'Algérie dans les fora internationaux consacrés aux droits de l'Homme. Le forum, qui se déroule sur deux jours, constitue un espace de dialogue et d'échange d'expériences entre responsables, experts et représentants d'institutions nationales et internationales issus de différentes régions du monde. Selon le communiqué du CNDH, cette rencontre internationale permet d'aborder les questions liées aux droits de l'Homme et au développement, dans une perspective visant à promouvoir la coopération internationale et à encourager un dialogue constructif entre les différentes parties prenantes. La participation de l'Algérie à ce

forum traduit également son engagement en faveur du renforcement de la coopération internationale et de l'échange d'expertises dans les domaines du développement ainsi que de la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels.

Cette approche vise à contribuer aux efforts collectifs pour la réalisation d'un développement plus équitable et durable. Le

CNDH réaffirme, à travers cette présence, son attachement à la promotion du droit au développement et au renforcement de la jouissance effective des droits économiques, sociaux et culturels, considérés comme des piliers essentiels pour garantir la dignité humaine et consolider les principes de justice et de progrès social. Dans le cadre de cette participation, la présidente

du CNDH présentera une intervention portant sur les principales réformes et acquis réalisés par l'Algérie dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que sur les expériences nationales visant à promouvoir un développement inclusif fondé sur une approche centrée sur les droits de l'Homme.

M. Seghilani

ALGÉRIE TÉLÉCOM MARQUE LA JOURNÉE MONDIALE DU DONNEUR DE SANG « La vie d'autrui coule dans tes veines »

À l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang, célébrée, le 14 juin de chaque année, Algérie Télécom, en partenariat avec l'Agence nationale du sang ainsi que les structures sanitaires locales, a organisé cette semaine une grande campagne nationale de don de sang sous le slogan : « La vie d'autrui coule dans tes veines ». Cette initiative a connu une forte mobilisation des employés de l'entreprise, aussi bien au niveau de la Direction générale à Alger que dans plusieurs Directions opérationnelles des télécommunications (DOT) à travers différentes wilayas du pays. Cette action humanitaire a pour objectif principal de renforcer les stocks des banques de sang et de répondre aux besoins croissants des établissements hospitaliers. Elle vise également à promouvoir la culture du don volontaire, considéré comme un véri-

table devoir citoyen et une expression concrète des valeurs d'entraide et de solidarité. Pour cette édition, la campagne a été déployée dans de nombreuses wilayas, notamment Tlemcen, Mascara, Bouira, Tiaret, Béjaïa, Constantine, El Tarf, Aïn Defla, Sétif, Tindouf, Tissemsilt, Oran, Biskra, Aïn Témouchent, Ghardaïa, Tipasa, Chlef, El Oued et Sidi Bel-Abbès. À travers cette initiative inscrite dans son programme de responsabilité sociétale d'entreprise, Algérie Télécom réaffirme son engagement durable en faveur des actions humanitaires et du renforcement des valeurs citoyennes.

L'entreprise continue ainsi de sensibiliser ses employés et, plus largement, la société à l'importance vitale du don de sang, un geste simple qui sauve des vies au quotidien.

L. Z.

ORGANISATION DU BAC 2026 Saâdaoui dresse un bilan positif

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohammed Seghir Saâdaoui, a affirmé que les épreuves du baccalauréat (session juin 2026) se sont déroulées dans de « bonnes conditions », soulignant que les corrections s'effectuèrent selon des critères garantissant l'objectivité et l'équité pour l'ensemble des candidats. Dans une déclaration à la presse à l'issue de la cérémonie marquant la sortie des inspecteurs ayant élaboré les sujets des épreuves du baccalauréat, après plus de 40 jours d'isolement au niveau de l'Office national des examens et concours (ONEC), Saâdaoui a précisé que cet examen national s'est déroulé dans de « bonnes conditions » d'organisation. Concernant la correction des copies en cours, le ministre a indiqué que son département communiquera toutes les informations relatives aux résultats sur sa page officielle.

Il a, à cet effet, appelé les élèves et leurs parents à « ne pas se fier aux rumeurs circulant sur les réseaux sociaux durant cette période », assurant que les corrections « s'effectueront selon des critères garantissant l'objectivité et l'équité pour l'ensemble des candidats ». Par la même occasion, Saâdaoui s'est félicité de la qualité des sujets d'examen élaborés par les inspecteurs qui ont privilégié « l'analyse et le raisonnement », tout en saluant « les différents secteurs ministériels et instances publiques concernés pour leur contribution à la réussite de cet examen ». Le ministre a également salué « les élèves et les enseignants pour leur contribution à l'intégrité de l'examen », faisant observer que cette session « n'a enregistré que quelques cas isolés de tentatives de fraude, en net recul par rapport aux années précédentes ». Cette évolution positive est également le résultat des « mesures et dispositifs techniques mis en place par le ministère de l'Éducation nationale », a-t-il souligné, appelant la communauté éducative, les élèves et les parents à « poursuivre leur mobilisation afin d'éradiquer le phénomène de la fraude aux examens ».

A. Nait Chalal

IRAN — ÉTATS-UNIS

Un accord imminent pour mettre fin à la guerre ?

Des informations ont circulé hier, avec insistance, à propos d'un projet d'accord entre l'Iran et les États-Unis visant à établir un cadre pour mettre fin à la guerre sur tous les fronts, y compris au Liban.

L'agence de presse iranienne Mehr a rapporté que le projet d'accord accorde à Téhéran et Washington un délai de 60 jours pour parvenir à un accord nucléaire et lever les sanctions. Selon l'agence, le projet prévoit le déblocage de 24 milliards de dollars d'avoirs iraniens gelés, dont la moitié, soit 12 milliards de dollars, serait mise à la disposition de l'Iran avant le début des négociations. D'autre part, des sources bien informées ont indiqué à l'agence de presse iranienne Tasnim que l'Iran n'a pas cédé aux pressions militaires et diplomatiques américaines visant à modifier le texte en quatorze articles proposé initialement par les négociateurs iraniens. Les mêmes sources ont rappelé que le président américain Donald Trump a récemment tenté, vainement, de faire changer la position de Téhéran par une action militaire et des pressions exercées à travers le médiateur qatari et visant à imposer des amendements au texte.

Le président américain avait menacé, avant d'y renoncer, de s'emparer de l'île iranienne de Kharg dans sa série d'options plus agressives les unes que les autres confirmant l'incohérence et les contradictions qui marquent ses déclarations. Les sources iraniennes ont rapporté que les États-Unis ont informé Téhéran, par l'intermédiaire du médiateur qatari, qu'il n'était plus nécessaire d'intégrer ces amendements américains. Pour sa part, l'agence de presse iranienne IRNA a rapporté que le texte de l'accord potentiel a été préparé « avec le plus grand soin et la plus grande précision », ne laissant aucune place à une interprétation arbitraire ou à un manquement aux obligations de



l'une ou l'autre des parties. Selon l'agence, le mémorandum d'entente vise principalement à mettre fin à la guerre sur différents fronts dans la région, les États-Unis s'engageant à contraindre l'occupation israélienne à mettre fin à la guerre au Liban. L'agence a noté que l'expression « prolongation du cessez-le-feu » n'apparaît pas dans le texte du mémorandum. Elle a précisé que le mémorandum actuel n'inclut pas la conclusion d'un accord sur la question nucléaire et n'impose aucune nouvelle obligation à l'Iran.

Les négociations nucléaires doivent commencer dans les 60 jours suivant sa signature. Durant cette période, les négociations se limiteront à trois points : la poursuite du programme nucléaire pacifique iranien, la levée des sanctions unilatérales américaines et le mécanisme de compensation. Aucun autre sujet, notamment les capacités balistiques de l'Iran, ne sera abordé. S'agissant du détroit d'Ormuz, l'agence a confirmé que l'Iran ne s'était engagé à aucun transfert de son administration. Elle a précisé que la future gestion du détroit serait discutée au niveau régional, dans le cadre d'un dialogue

et d'une prise de décision conjoints entre Téhéran et le sultanat d'Oman.

RIEN N'EST ENCORE DÉCIDÉ

Cependant, la télévision d'État iranienne, se référant au porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ismail Baghaei, a précisé vendredi que l'éventuel accord entre l'Iran et les États-Unis est toujours en phase d'évaluation interne et qu'aucune décision définitive n'a encore été prise.

La télévision iranienne a ajouté que l'annonce officielle de tout accord dépend d'un résultat final et sera faite dès que celui-ci sera trouvé. Ismail Baghaei a également indiqué que le processus décisionnel en Iran est parfaitement clair, les autorités compétentes devant s'entendre sur les détails du texte et de tout accord potentiel. Ces propos démentent le président Trump qui a affirmé être parvenu à un « accord fantastique » pour « mettre fin à la guerre avec l'Iran ». L'entité sioniste considère le projet d'accord irano-américain, tel qu'il a été révélé par diverses sources médiatiques, comme un échec des dirigeants sionistes.

M. R.

FACE AUX ASSAULTS SIONISTES INCESSANT La Cisjordanie résiste

Les activités de la résistance palestinienne se sont poursuivies au cours des 48 dernières heures dans plusieurs régions de la Cisjordanie occupée, enregistrant 16 actions de résistances, comprenant des affrontements, des jets de pierres, des opérations de confrontation avec des colons et une explosion d'engin explosif improvisé, selon les données publiées par le centre d'information palestinien.

Ces actions se sont réparties entre 11 affrontements directs accompagnés de jets de pierres, 4 interventions visant à repousser des attaques de colons sionistes, ainsi qu'une opération de détonation d'une bombe artisanale. L'épisode le plus marquant a été enregistré à Jenin, où un officier et un soldat de l'armée israélienne ont été grièvement blessés après l'explosion d'un engin explosif visant une force militaire dans le quartier de Jabaryat, en périphérie de la ville de Jenin. Dans la région de Ramallah et Al-Bireh, des affrontements ont éclaté dans les localités de Ras Karkar et Ni'lin, marqués par des jets de pierres. D'autres tensions ont été signalées dans les villages de Deir

Abu Mashal, Silwad et Turmus Ayya, lors d'affrontements liés à des attaques menées par des colons. Dans le gouvernorat de Qalqilya, des confrontations ont été rapportées dans la ville de Azzun, tandis qu'au sud de Bethléem, des affrontements et des jets de pierres ont eu lieu dans la localité de Al-Khader contre les forces sionistes. Les tensions se sont également étendues au gouvernorat de Salfit, où des affrontements ont éclaté dans la ville, ainsi qu'au gouvernorat d'El-khalil, notamment dans la localité de Beit Ummar et au camp de Fawwar refugee camp, théâtre d'échanges de confrontations avec les forces sionistes. Parallèlement, les violences attribuées à des groupes de colons se sont intensifiées au cours des dernières 24 heures dans plusieurs zones de Cisjordanie. Des colons ont notamment pris d'assaut un site archéologique dans la localité de Atara, intercepté des véhicules dans la zone de Wadi al-Sha'er entre Al-Lubban ash-Sharqya et Salfit, et détruit des cultures agricoles dans la région de Sinjil. Dans le nord-ouest de Naplouse, des colons ont également fait irruption dans une

maison du village de Beit Imrin, en forçant la porte et en menaçant son propriétaire. Par ailleurs, la mosquée Al-Aqsa a été le théâtre de nouvelles incursions de colons, qui ont accompli des rituels talmudiques dans ses cours, dans un contexte de tensions persistantes autour du site sacré d'Al-Aqsa Mosquée.

Dans le sud de la Cisjordanie, des colons ont coupé des arbres centenaires dans la zone de Khirbet Hamsa, au sud d'El-Khalil, et contaminé des puits d'eau dans la région de Hamrush, à l'est de Sa'ir. Dans le nord de la vallée du Jourdain, ils ont poursuivi leurs actions de saisie de terres en clôturant des parcelles palestiniennes et en menant des incursions dans la zone de Yarza.

Dans un nouvel épisode d'escalade, des colons ont incendié une maison dans le village de Burqa, illustrant la montée continue des violences visant les biens et les populations palestiniennes à travers la Cisjordanie occupée. Enfin, les forces sionistes ont mené, au cours de la nuit et jusqu'à l'aube de ce vendredi, une série de raids dans plusieurs villes et villages de Cis-

jordanie occupée, accompagnés d'arrestations et de tensions sur le terrain. À Jenin, des incursions ont été signalées dans les localités de Ya'bad et Al-Yamun, où un jeune homme, Wael Mazen Sammar, a été arrêté. Une force spéciale sioniste a également encerclé un bâtiment situé entre l'Université arabe américaine et la ville de Zababdeh.

À Naplouse, des tensions ont éclaté dans la rue Sufian, au centre-ville, après l'infiltration d'une unité spéciale sioniste. Des sources locales ont rapporté des actes de violence à l'encontre de plusieurs jeunes lors de l'opération, tandis qu'un homme, identifié comme Ayman al-Khatib, a été arrêté après une incursion au cœur de la ville.

Dans le gouvernorat d'El-Khalil, des forces sionistes ont également effectué une descente dans une maison du village de Ash-Shuyukh. Ces opérations s'inscrivent dans un contexte de forte escalade des tensions dans les territoires palestiniens occupés, marqué par une intensification continue des affrontements, des raids militaires et des violences de colons.

M. Seghilani

GRUPE DE HACKERS IRANIENS « Handala » cible des systèmes de drones du FBI

Le groupe de hackers « Handala » affirme avoir mené une cyberattaque visant des infrastructures hydrauliques aux États-Unis, ainsi que des systèmes de drones liés au Bureau fédéral d'investigation (FBI), selon des déclarations relayées par l'agence de presse iranienne « Fars ».

Dans un communiqué, le groupe a indiqué avoir réussi à s'introduire dans des installations de distribution d'eau situées dans l'État de Californie. Cette opération serait, selon lui, une réponse aux « attaques américaines contre des civils et des infrastructures hydrauliques en Iran ». Les hackers ont toutefois précisé, malgré l'accès obtenu à plusieurs systèmes sensibles, ne pas avoir perturbé l'approvisionnement en eau des villes concernées. Ils affirment que cette action constitue avant tout un « message d'avertissement » adressé à Washington. Le groupe « Handala » a également affirmé avoir infiltré des systèmes de drones appartenant au FBI, soutenant avoir extrait des données qualifiées de sensibles et obtenu un accès prolongé à des images et informations collectées par ces appareils. Selon ces mêmes déclarations, les données récupérées incluraient des informations liées à des agents et membres du FBI. Le groupe affirme par ailleurs être en mesure de surveiller certaines activités dans des bases militaires américaines situées à Bahreïn, notamment via des drones MQ-9 exploités par l'armée américaine.

M. S.

FRAPPES DANS LE SUD DU LIBAN Six civils tués dans une nouvelle escalade

Six Libanais ont été martyrisés hier lors de frappes aériennes attribuées à l'armée sioniste dans le sud du Liban, selon l'Agence nationale d'information libanaise (ANI).

D'après la même source, quatre victimes ont été recensées dans la localité d'Abbassiyé, tandis que deux autres personnes ont perdu la vie à Deir Qanoun El-Nahr à la suite de bombardements ciblés. Par ailleurs, un drone a visé une moto circulant sur la route principale reliant Wadi Jilo à Jouya. Dans le même temps, l'aviation israélienne a mené deux frappes supplémentaires contre les localités de Majdal et Majdal Zoun, toujours dans le sud du pays. Depuis le début de l'escalade militaire contre le Liban, le 2 mars dernier, les frappes ont fait 3.711 martyrs et 11.483 blessés, selon les autorités concernées. Ces nouvelles attaques surviennent dans un contexte de tensions persistantes et de violations répétées du cessez-le-feu entré en vigueur le 17, selon les mêmes sources.

M. S.

CARACTÉRISÉ PAR UNE BAISSÉ DES NAISSANCES ET UNE HAUSSE DES FAUSSES COUCHES

Déclin démographique à Ghaza

Le Centre de Ghaza pour les droits humains affirme que les dernières données officielles du ministère de la Santé à Ghaza, ainsi que des chiffres détaillés publiés par le journal Palestine, révèlent une chute importante et continue des naissances dans la bande de Ghaza depuis le début de l'offensive militaire sioniste en octobre 2023, accompagnée d'une hausse notable des fausses couches.



Selon l'organisation, ces évolutions dessineraient un phénomène qu'elle qualifie de « violence reproductive », qu'elle considère comme pouvant relever d'un crime distinct intégré dans la dynamique de génocide. D'après les données citées, la baisse des naissances vivantes s'est fortement accentuée au cours des derniers mois. En avril 2026, seulement 2 004 naissances ont été enregistrées, soit une baisse de 67 % par rapport à novembre 2025, qui comptait 6 076 naissances. Les chiffres montrent également 5 210 naissances en janvier 2026, 3 433 en février, 3 233 en mars,

puis 1 701 naissances en mai selon le ministère de l'Intérieur. À plus long terme, les naissances sont passées d'environ 57 000 en 2022 à 54 000 en 2023, puis à 38 000 en 2024, soit une baisse d'environ 38 % par rapport à la période d'avant-guerre.

En parallèle, les données sanitaires indiquent une augmentation marquée des fausses couches. En avril 2026, 921 cas ont été enregistrés, soit environ 460 pour 1 000 naissances vivantes, représentant près de 46 % des grossesses enregistrées selon les mêmes estimations. En 2025, environ 6 000 cas ont été recensés, tandis qu'en 2026 les chiffres mensuels oscilleraient entre 500 et 600 cas, soit une hausse estimée à 225 % par rapport aux niveaux d'avant le conflit. Le Centre de Ghaza pour les droits humains attribue cette situation à une combinaison de facteurs liés aux conditions de guerre, notam-

ment la destruction des hôpitaux, des maternités et des centres de fertilité, la pénurie de médicaments et de matériel médical, ainsi que l'arrestation ou la mort de personnel médical. Il évoque également la malnutrition sévère, les déplacements forcés, les conditions de vie précaires dans les zones d'abri, ainsi que le stress psychologique et les traumatismes répétés, tous considérés comme des éléments aggravant les risques liés à la grossesse.

L'organisation mentionne aussi des atteintes aux infrastructures de procréation assistée et la destruction présumée d'embryons congelés dans certaines installations. Sur le plan juridique, le centre rappelle que la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide inclut les mesures visant à empêcher les naissances au sein d'un groupe. Il estime que, dans le cas de Ghaza, les

conditions sanitaires et humanitaires actuelles pourraient entrer dans ce cadre, dans la mesure où elles affectent directement la capacité reproductive de la population. L'organisation appelle ainsi à l'ouverture d'une enquête internationale indépendante afin d'examiner l'impact des politiques et opérations militaires sur les indicateurs de santé reproductive. Elle demande également la restauration urgente des services de santé maternelle, l'acheminement de médicaments et d'aide alimentaire, ainsi que la protection des femmes enceintes et des nouveau-nés, en plus de la mise en cause des responsabilités liées à la dégradation du système de santé. Par ailleurs, des sources locales rapportent la poursuite des violations du cessez-le-feu par les forces sionistes, avec des bombardements, tirs et opérations de démolition dans plusieurs zones de la bande de Ghaza. Des tirs auraient notamment visé le quartier de Tuffah à l'est de Gaza, tandis que des frappes et opérations militaires ont été signalées à Khan Younés, Beit Lahia et Deir el-Balah. Selon les données sanitaires palestiniennes, depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en octobre 2025, 982 personnes auraient été tuées, 3 111 blessées et 783 corps récupérés. Depuis le 7 octobre 2023, le bilan global du conflit s'élèverait à 72 992 morts et 173 219 blessés, illustrant l'ampleur des pertes humaines dans la bande de Ghaza.

M. Seghilani

RÉFUGIÉS PALESTINIENS

Appel à la réintégration de 70 employés de l'UNRWA

La Commission conjointe des réfugiés palestiniens a exprimé sa profonde inquiétude et sa vive condamnation à la suite de la décision du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) de licencier 70 employés travaillant dans la bande de Ghaza.

Dans un communiqué publié vendredi, la Commission a indiqué que cette mesure repose sur des allégations et accusations émanant des autorités d'occupation sioniste, sans qu'aucun résultat d'enquête juridique indépendante et transparente n'ait été rendu public pour en confirmer la validité. Selon la Commission, cette décision constitue « un précédent dangereux » qui porte atteinte aux principes de justice et d'équité sur lesquels repose l'Organisation des Nations unies. Elle estime également qu'elle contredit un principe fondamental du droit et des droits humains, selon lequel toute personne est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit légalement établie. L'organisation a souligné que le fait de se baser sur les accusations sionistes pour prendre des décisions aussi lourdes de conséquences, sans preuves juridiques claires ni procédures transparentes, soulève de sérieuses interrogations quant à l'indépendance de l'institution internationale et à sa capacité à protéger son personnel contre les campagnes de diffamation et de ciblage politique. La Commission a averti que cette mesure ne porte pas seulement préjudice aux employés concernés et à leurs familles, mais qu'elle offre également à Israël une nouvelle occasion de poursuivre son objectif déclaré de fragiliser l'UNRWA, de ternir son image et de remettre en cause sa mission humanitaire et historique en tant que témoin international de la question des réfugiés palestiniens. Rappelant que l'UNRWA a été créée par une résolution des Nations unies pour servir les réfugiés palestiniens et défendre leurs droits, la Commission a insisté sur le fait que l'agence ne doit pas devenir un instrument soumis aux pressions de l'occupation ni se laisser influencer par des accusations politiques non vérifiées, susceptibles d'ouvrir la voie à de nouvelles mesures de répression contre ses employés à l'avenir. Dans son communiqué, la Commission a réaffirmé son rejet catégorique du licenciement des 70 employés sur la base d'accusations qu'elle considère comme non fondées juridiquement. Elle a appelé le Commissaire général de l'UNRWA à revenir immédiatement sur cette décision et à rouvrir les dossiers concernés dans le cadre de procédures légales équitables et transparentes garantissant pleinement les droits de la défense. La Commission a également exhorté les Nations unies et les pays donateurs à préserver l'indépendance de l'UNRWA et à empêcher toute politisation de ses décisions administratives. Elle a mis en garde contre les conséquences d'un alignement sur ce qu'elle qualifie de campagnes sionistes de dénigrement et d'incitation visant l'agence et son personnel, estimant que ces démarches s'inscrivent dans une stratégie destinée à mettre fin au rôle de l'UNRWA et à affaiblir le droit au retour des réfugiés palestiniens. Enfin, l'organisation a appelé l'ensemble des forces nationales palestiniennes, des institutions de défense des droits humains et des syndicats à faire front commun contre ces mesures, afin de défendre les principes de justice, les droits des employés concernés et la mission historique de l'UNRWA auprès des réfugiés palestiniens.

M. S.

PLUS DE 1 000 SPORTIFS PALESTINIENS TUÉS DEPUIS OCTOBRE 2023

La FIFA regarde ailleurs...

Alors que le monde célèbre l'ouverture de la Coupe du monde 2026 dans une ambiance festive marquée par les feux d'artifice, les stades pleins et l'enthousiasme des supporters, une autre réalité se déroule loin des projecteurs. À Ghaza, des sportifs palestiniens continuent de payer un lourd tribut à la guerre, dans un silence que de nombreuses organisations qualifient aujourd'hui d'inacceptable. Selon les données publiées par la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI), plus de 1 007 sportifs palestiniens ont été martyrisés depuis le début de la guerre contre la bande de Ghaza. Parmi eux figurent 566 footballeurs, soit l'équivalent de 25 équipes complètes décimées. À ces pertes humaines s'ajoute la destruction de 265 infrastructures sportives, privant toute une génération d'athlètes de ses espaces d'entraînement, de compétition et d'épanouissement. La PACBI dénonce avec force ce qu'elle qualifie de « silence total » de la Fédération internationale de football (FIFA) et des grandes institutions sportives mondiales face à la mort de centaines d'athlètes palestiniens et à la destruction systématique des infrastructures sportives à Ghaza. L'organisation estime que l'absence de sanctions, de condamnations officielles ou même de prises de position publiques soulève de sérieuses interrogations sur les critères appliqués par les instances internationales lorsqu'il s'agit de conflits armés. Pour les responsables de la campagne, le fait que des sportifs soient tués dans leurs maisons ou au cœur des hostilités sans réaction notable des organismes censés défendre les valeurs univer-

selles du sport constitue une forme d'abandon moral. Ils considèrent que cette absence de réponse officielle contribue à invisibiliser la souffrance des victimes et à accentuer la tragédie humaine vécue par les Palestiniens. Cette situation contraste fortement avec l'attention mondiale portée aux festivités du Mondial 2026. Alors que les images des cérémonies d'ouverture circulaient massivement sur les réseaux sociaux, des journalistes palestiniens diffusaient simultanément des scènes de destruction à Deir al-Balah et dans le camp de réfugiés d'Al-Maghazi, au centre de la bande de Ghaza. Des frappes sionistes ont visé des habitations civiles et des terres agricoles, provoquant de nouvelles vagues de peur et de destruction parmi les habitants. De nombreux journalistes, militants et observateurs ont souligné le contraste saisissant entre les célébrations sportives mondiales et les souffrances vécues quotidiennement à Ghaza. Le journaliste palestinien Mohammed Haniyeh a regretté que « l'enfer qui s'abat sur Ghaza ne suscite pratiquement aucune attention », affirmant que l'enclave palestinienne semble avoir été oubliée par une communauté internationale absorbée par d'autres événements. Dans ce contexte, le sort des sportifs palestiniens apparaît comme l'un des symboles les plus marquants de cette tragédie. Au-delà des athlètes tombés en martyrs, des milliers d'autres ont vu leurs carrières brisées par les blessures, les déplacements forcés et la destruction des installations sportives. Pourtant, malgré les épreuves, certains refusent d'abandonner leurs rêves. À Deir al-Balah, un groupe de jeunes Palestiniennes amputées poursuit

ses entraînements de football sur un terrain synthétique. Parmi elles figure Rozan Khaira, 24 ans, qui a perdu une jambe lors d'un bombardement ayant frappé la maison familiale à Ghaza en novembre 2023. Ancienne spécialiste de la course de vitesse, elle affirme que sa blessure n'a pas mis fin à ses ambitions sportives. « L'occupation pensait peut-être que l'amputation de ma jambe mettrait fin à mon parcours sportif, mais elle m'a donné davantage de détermination pour prouver que l'amputation n'est pas la fin de la vie ni des rêves », déclare-t-elle. Aujourd'hui membre d'une équipe féminine de football pour amputées, Rozan espère représenter un jour la Palestine dans des compétitions internationales. Toutefois, la guerre et les restrictions imposées à Ghaza continuent d'empêcher les sportives palestiniennes de participer aux événements internationaux auxquels elles aspirent. Selon les autorités sanitaires de Ghaza, près de 6 000 amputations ont été enregistrées au cours des deux dernières années. Dans le même temps, la quasi-totalité des infrastructures civiles et sportives du territoire a été gravement endommagée ou détruite. Alors que les stades du monde entier vibrent au rythme du football mondial, la question du sort des sportifs palestiniens demeure largement absente des débats internationaux. Pour les organisations de défense de la cause palestinienne, ce mutisme des institutions sportives constitue aujourd'hui l'une des dimensions les plus controversées de la crise, révélant un profond décalage entre les valeurs proclamées du sport universel et la réalité vécue par des centaines d'athlètes palestiniens devenus martyrs.

M. S.

ORAN. SALON INTERNATIONAL "ALGERIA RAIL EXPO"

Près de 2.500 visiteurs professionnels enregistrés

La deuxième édition du Salon international de l'industrie et des infrastructures ferroviaires (Algeria Rail Expo 2026), dont les travaux se sont achevés, jeudi soir au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, a enregistré près de 2.500 visiteurs professionnels.



Ph: DR

Le commissaire du salon, Mourad Chebboub, a indiqué dans une déclaration à l'APS que cette édition de trois jours a connu une forte affluence, principalement de professionnels, avec près de 2.500 visiteurs, soit une moyenne d'environ 800 visiteurs par jour. L'événement a permis la tenue de rencontres et d'échanges entre opérateurs nationaux (entreprises publiques et privées) et étrangers dans divers domaines liés au secteur ferroviaire, notamment la fabrication d'équipements, de câbles électriques et de systèmes de signalisation. Ces discussions devraient se concrétiser ultérieurement par la signature d'accords de

partenariat. Pour rappel, ce salon, organisé sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, a réuni près de 40 exposants issus d'entreprises publiques et privées nationales, telles que la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), le groupe Cosider et le groupe GEICA, ainsi que des exposants étrangers provenant de sept pays, dont l'Autriche, l'Allemagne, la Chine, l'Italie et l'Égypte. Le salon a rassemblé les différents métiers et principaux acteurs du secteur ferroviaire, couvrant notamment les infrastructures ferroviaires, le génie civil, les voies ferrées, le ballast, les

ouvrages d'art, les tunnels et les ponts, ainsi que les wagons, les systèmes de signalisation et de contrôle. D'autres domaines étaient également représentés, tels que l'industrie des équipements (câbles et systèmes intégrés), la logistique et le transport, la transformation numérique, les chemins de fer intelligents, ainsi que le financement et l'investissement.

Cette manifestation économique a offert aux professionnels l'opportunité de découvrir les dernières innovations et technologies dans le domaine ferroviaire et de prendre connaissance de nouvelles solutions destinées

au développement des infrastructures ferroviaires. En marge de l'événement, plusieurs conférences et interventions ont été organisées autour des enjeux stratégiques du secteur, notamment en matière de modernisation, d'innovation et de financement. Des communications ont également porté sur des thèmes tels que "La numérisation des infrastructures ferroviaires", "Le transport ferroviaire au service de la valorisation des ressources minières", "L'Algérie comme plateforme logistique entre l'Afrique et l'Europe" et "Le rôle du transport ferroviaire dans les services logistiques intégrés", entre autres.

SIDI BEL-ABBÈS. CAMPAGNE MOISSON BATTAGE

Prévisions d'une récolte céréalière de plus de 1,5 million de quintaux

La wilaya de Sidi Bel-Abbes prévoit une récolte céréalière dépassant 1,5 million de quintaux au titre de la campagne agricole 2025-2026, grâce notamment aux importantes superficies emblavées ainsi qu'aux moyens logistiques et de stockage mobilisés pour accompagner la campagne de moisson-battage en cours, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Dans le cadre du suivi de cette opération stratégique, le wali, Kamel Hadji, a présidé, au siège de la wilaya, une réunion de coordination consacrée à l'évaluation du bilan préliminaire de la campagne ainsi qu'à l'examen du niveau de préparation des différents intervenants, a indiqué la cellule de communication et d'information de la wilaya. Lors de cette réunion, le wali a insisté sur la nécessité d'assurer un accompagnement permanent des agri-

culteurs à travers les différentes communes, à travers notamment l'intensification des sorties de terrain, l'octroi de facilités administratives et techniques au niveau des centres de collecte et de stockage, ainsi que l'accélération des procédures de paiement au profit des producteurs.

L'accent a également été mis sur l'importance des mesures préventives destinées à protéger les récoltes contre les risques d'incendie, notamment à travers la réalisation de bandes de sécurité et le renforcement des moyens de première intervention. A ce titre, le wali a salué la coordination entre les services de la Gendarmerie nationale, de la Protection civile et de la Conservation des forêts. Selon la même source, la campagne de moisson-battage de cette année concerne une superficie globale emblavée estimée

à 82.645 hectares de différentes variétés de céréales, avec des prévisions de production dépassant les 1,5 million de quintaux.

Par ailleurs, la wilaya a renforcé, cette saison, ses capacités de stockage à plus de deux millions de quintaux grâce à la mise en service récente de dix nouveaux centres de stockage. Cette opération devrait permettre d'améliorer les capacités de réception, de conservation et d'acheminement de la récolte. Un dispositif d'intervention de terrain, comprenant divers équipements et matériels dédiés à la campagne, a également été mobilisé dans les zones de production afin d'assurer le bon déroulement de l'opération et de préserver la qualité des céréales collectées, conformément aux efforts nationaux visant à renforcer la sécurité alimentaire.

MILA. DÉVELOPPEMENT

310 millions de dinars pour la réalisation de plusieurs projets à Tadjenanet

Un montant de 310 millions de dinars a été alloué à la concrétisation de plusieurs projets de développement dans la commune de Tadjenanet (Mila), a indiqué, jeudi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Skander Guerâiche. Le même élu a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette enveloppe financera la réalisation de projets destinés à améliorer le cadre de vie des citoyens, à protéger

la santé publique, à améliorer les conditions de scolarité, à promouvoir le sport scolaire, à faciliter la circulation à l'intérieur de l'agglomération et à améliorer les déplacements des habitants des mechtas éloignées.

Pas moins de 21 projets sont programmés dans ce cadre, dont plusieurs ont trait à l'aménagement des réseaux d'assainissement dans les cités et les villages épars, ainsi qu'à l'amélioration urbaine.

Des projets seront également réalisés pour renforcer et entretenir des sections de routes et aménager les trottoirs et les rues au centre-ville de Tadjenanet, en plus de projets d'ouverture de chemins à travers certaines mechtas telles que Fessikh et Bouslam, d'aménagement de plusieurs écoles primaires et de construction d'aires de jeux. S'agissant du raccordement aux différents réseaux, des projets ont été program-

més liés au raccordement d'un certain nombre de villages au réseau d'alimentation en eau potable, en plus d'un projet de raccordement de la mechta d'El Marouana au réseau de distribution du gaz naturel a ajouté le même responsable. Le président de l'APC de Tadjenanet a conclu en affirmant que les travaux de réalisation de ces projets seront "bientôt" entamés afin d'être réceptionnés "avant la fin de l'année en cours".

CONSTANTINE. ALI MENDJELI

Près de 135 millions DA pour l'achèvement de la réalisation de 2 stations de pompage

Une enveloppe financière de près de 135 millions DA vient d'être dégagée pour l'achèvement des travaux de réalisation de 2 stations de pompage à la circonscription administrative Ali-Mendjeli (Constantine), a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Les deux stations de pompage sont situées à l'extension sud-ouest de la circonscription, selon la cellule de communication de la wilaya qui a mis l'accent sur l'importance de cette opération destinée à renforcer les infrastructures hydrauliques de la région. L'opération permettra l'amélioration de l'alimentation en eau potable au niveau de l'extension sud-ouest de ce grand pôle résidentiel, selon la même source. Le délai des travaux a été fixé à huit mois, a indiqué la même source qui a également fait état de l'impact de l'opération dans le renforcement de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable pour mieux répondre aux besoins croissants en la matière des habitants de la circonscription administrative Ali Mendjeli.

EL-MENIAË. EN PRÉVISION DE L'ÉTÉ

Réhabilitation de plus de 1.360 km de réseau électrique

Des opérations proactives de maintenance ont été effectuées sur plus de 1.360 km de réseau électrique dans la wilaya d'El-Meniaïa, en prévision de la saison estivale caractérisée par un pic de consommation électrique, a indiqué le directeur de distribution, Ahmed Abdedou. S'exprimant lors d'un point de presse, M. Abdedou a précisé que ces opérations, lancées au début de l'année en cours, ont concerné 763 km de lignes de moyenne tension (MT), 606 km de lignes de basse tension (BT), ainsi que 227 transformateurs électriques à travers la wilaya. Elles permettront d'améliorer la qualité d'approvisionnement électrique et de réduire les éventuelles coupures, a-t-il souligné.

TISSEMSILT. UNIVERSITÉ "AHMED BENYAHIA EL-WANCHARISSI"

Réception de cinq nouveaux laboratoires de recherche avant la fin de l'année en cours

L'Université "Ahmed Benyahia El-Wancharissi" de Tissemsilt sera dotée de cinq nouveaux laboratoires de recherche, avant la fin de l'année 2026, a indiqué, jeudi, le directeur de ce établissement universitaire. Dr Abdelghani Choucha a déclaré à l'APS que les travaux de réalisation de ces laboratoires "avancent à un rythme soutenu et affichent des taux d'avancement significatifs", en précisant que ce projet est financé par le ministère de tutelle pour une enveloppe financière dépassant 90 millions de dinars. Le même responsable a ajouté que la mise en service de ces laboratoires contribuera au renforcement des capacités de recherche de l'université, qui dispose actuellement de 13 laboratoires de recherche scientifique, ce qui, a-t-il souligné, "permettra aux étudiants et aux chercheurs de mener leurs travaux scientifiques dans de meilleures conditions". Il a également souligné que les plans de ces nouveaux laboratoires ont été réadaptés par les cadres de l'université afin de répondre au mieux aux besoins des chercheurs.

TIPASA. SAISON ESTIVALE

Une commission ministérielle évalue l'état de préparation des plages

Une commission du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, chargée de la préparation de la saison estivale 2026, effectue une visite des différentes plages de Tipasa afin d'évaluer leur niveau de préparation pour l'accueil des estivants, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.



Cette mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, au titre du suivi des préparatifs de la saison estivale 2026.

Accompagnée des membres de la commission sectorielle de wilaya, la délégation procède à des visites de terrain des 53 plages autorisées à la baignade et tient des réunions avec les responsables locaux concernés. A l'issue des visites de terrain effectuées sur l'ensemble des plages de la wilaya, le wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchaouli, a présidé jeudi une réunion d'évaluation en présence des

membres de la commission nationale. La rencontre a permis d'examiner les observations relevées concernant notamment la propreté, l'aménagement des plages, l'amélioration des accès, l'éclairage public, l'alimentation en eau potable (AEP) ainsi que les dispositifs de sécurité.

Les insuffisances consta-

tées ont également été recensées et des mesures correctives ont été arrêtées pour y remédier avant le début de la saison estivale. Le wali a insisté sur la mobilisation de l'ensemble des intervenants pour mettre en œuvre les recommandations de la commission et finaliser les préparatifs avant l'ouverture officielle de

la saison estivale. Pour rappel, la mission d'inspection a couvert l'ensemble du littoral de Tipasa, de Douaouda à l'est jusqu'à Damous à l'ouest, afin de vérifier l'état des infrastructures et la préparation des plages autorisées à la baignade en prévision du lancement officiel de la saison estivale, prévu à la fin du mois de juin.

GUELMA. COMMUNE D'HÉLIOPOLIS

Lancement prochain de la réalisation d'une nouvelle station de traitement des semences

Les travaux de réalisation d'une nouvelle station de traitement des semences seront prochainement lancés au niveau du centre de proximité intermédiaire de stockage de céréales de la commune d'Héliopolis (Guelma), a-t-on appris jeudi auprès de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de wilaya. Le projet de cette station de tri et de traitement des semences de blé dur et tendre ainsi que de l'orge s'inscrit dans le cadre du plan d'action 2026 de la CCLS, a précisé à l'APS le chargé de communication de la CCLS, Mohamed-Amine Hamdi.

Selon le même responsable, cette future station viendra consolider les deux stations actuellement actives au chef-lieu de wilaya et dans la commune de Tamlouka (extrême Ouest de la wilaya) qui assurent chaque saison le traitement et la remise aux agriculteurs de 100.000 quintaux de semences. Le projet s'inscrit également dans le cadre des objectifs nationaux de réduction des importations de semences, de maîtrise

de la qualité des semences et d'augmentation des capacités de wilaya de tri et de traitement des semences produits par les agriculteurs adhérents au programme d'intensification des semences. L'implantation de cette station à la commune d'Héliopolis a été décidée après des sorties de terrain effectuées par les inspecteurs de la direction générale de l'Office algérien interprofessionnel des céréales surtout que cette commune se situe près de plusieurs communes facilitant ainsi l'approvisionnement en semence des céréaliculteurs de l'Est et du Nord de la wilaya sans se déplacer à Tamlouka ou à Guelma, a indiqué la même source. Selon les données de la direction des services agricoles (DSA), une superficie de près de 7.000 hectares a été réservée durant l'actuelle saison agricole 2025-2026 à la production de céréales dont 5.000 hectares consacrés au blé dur, 2.000 hectares au blé tendre et 350 hectares à l'orge avec des prévisions de production de plus de 160.000 quintaux de semences.

SÉTIF. FORMATION PROFESSIONNELLE

Engouement des jeunes pour le programme "Sanaâ"

La direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Sétif a enregistré un engouement notable des jeunes pour le programme de formation "Sanaâ" lancé par le ministère de tutelle fin mai dernier, a-t-on appris jeudi auprès de cette direction.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de wilaya du secteur, Ahmed Belkamri, a affirmé que les services de la direction ont recensé, depuis l'ouverture le 31 mai passé des inscriptions sur la plateforme dédiée à ce programme, 5.221 inscrits âgés entre 15 et 27 ans, souhaitant bénéficier des sessions de formation leur per-

mettant d'acquérir des compétences pratiques les qualifiant pour intégrer le marché de l'emploi.

Cet engouement traduit la prise de conscience des jeunes sur l'importance de formation en tant que processus réel d'acquisition de compétences ouvrant des perspectives prometteuses pour l'intégration du monde du travail et de l'entrepreneuriat, a-t-il ajouté relevant que "le programme initie les stagiaires aux principes de base des métiers en de courtes périodes de formation basée sur la pratique et l'accompagnement de staffs spécialisés". Les services du secteur ont mobilisé les moyens matériels

et humains pour le succès de ce programme qui se dérouleront en deux sessions du 15 juin au 6 juillet et du 7 juillet au 31 juillet, selon le même cadre qui a indiqué que la répartition des stagiaires sur les centres a tenu compte des spécialités et des lieux de leur résidence.

Ce programme est une opportunité aux jeunes d'acquérir une formation pratique rapide et moderne basée sur le développement des compétences et la consécration de la culture des métiers artisanaux dans les six spécialités de peinture, d'électricité bâtiment, de plâtre, de la plomberie, de la soudure et du froid, a ajouté M. Bekamri.

OUM EL-BOUAGHI.

DIRECTION DE DISTRIBUTION DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Ouverture de 4 nouvelles agences avant fin 2026

La direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya d'Oum El Bouaghi ouvrira avant la fin de l'année en cours 2026 quatre nouvelles agences, a-t-on appris jeudi auprès de la responsable du service de communication de cette direction, Narimène Benzelikha. Dans une conférence de presse de présentation du bilan des activités tenue à la maison de la culture Nouar Boubakeur, la même cadre a indiqué qu'il est prévu dans les prochains jours l'ouverture d'une nouvelle agence commerciale dans la commune de Ksar Sbahi qui sera suivie de l'ouverture d'agences similaires dans les communes de F'kirina, de Dhalaa et de Sigus. Ces agences assureront des services pour près de 25.935 abonnés des communes de F'kirina, d'Oued Nini, de Dhalaa, d'El Djazia, de Ksar Sbahi, de Sigus et d'El Amiria dont l'approvisionnement en électricité est assuré par un réseau de 1.620,17 km (moyenne et basse tensions) et l'alimentation en gaz naturel avec un réseau de 479,2 km, a précisé Mme Benzelikha. Les agences commerciales à ouvrir contribueront à rapprocher aux citoyens les divers services dont la demande de raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz, les plaintes et le paiement des factures, selon la même source.

MOSTAGANEM. TOMATES INDUSTRIELLES

Une production de plus de 300.000 quintaux attendue

La wilaya de Mostaganem prévoit une production devant dépasser 300.000 quintaux de tomates industrielles au titre de la campagne agricole 2025-2026, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA). Le service de l'organisation de la production et de l'Appui technique de cette direction a indiqué que la superficie emblavée au cours de cette saison a atteint, à ce jour, 408 hectares sur un total de 650 hectares consacrés à cette culture stratégique. La campagne de récolte, qui débutera dans les prochaines semaines, et qui se poursuivra durant les mois de juillet et d'août, devra permettre d'atteindre une production de 326.400 quintaux, avec un rendement estimé à 800 quintaux par hectare, a-t-on souligné de même source. Dès le lancement des opérations de récolte, les agriculteurs bénéficiaires du soutien de l'Etat, ayant conclu des contrats avec des opérateurs économiques, orienteront leurs productions vers les unités de transformation industrielle situées dans les wilayas voisines et d'autres régions du pays, en raison de l'absence de telles unités de production dans la wilaya de Mostaganem. Cette production viendra s'ajouter à celle de la tomate de consommation, qu'elle soit cultivée sous serre (tomate protégée) ou en plein champ, dont la production saisonnière devrait dépasser cette année un million de quintaux, a-t-on fait savoir de même source. La production de tomates sous serre a atteint, jusqu'à présent, 115.000 quintaux après la récolte de 168 hectares sur les 554 hectares consacrés à cette culture. Les prévisions tablent sur une production finale de 440.000 quintaux à la fin de la campagne. Par ailleurs, les premières quantités de tomates de plein champ devraient bientôt affluer vers les marchés régionaux et nationaux, entre la mi-juin et la fin juillet.

BLIDA. TRANSPORT URBAIN

Des projets de nouvelles gares dans plusieurs communes

La wilaya de Blida a bénéficié, au titre de l'année 2026, de plusieurs projets de réalisation de gares de transport urbain destinés à accompagner l'extension urbaine en cours dans plusieurs communes, a-t-on appris jeudi de la direction du secteur. Ces projets concernent les communes de Blida, Meftah et Bouarfa, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Kessar Ben Saâd. A Blida, une nouvelle gare urbaine sera réalisée à proximité du marché "Mohamed Kassab". Le lancement des travaux est prévu dans les prochains mois, après l'achèvement des procédures administratives et techniques nécessaires. Une fois opérationnelle, cette infrastructure contribuera à l'organisation du transport urbain et suburbain, à l'amélioration de l'accueil des voyageurs et à l'allègement de la pression sur les stations actuellement exploitées. Le secteur a également bénéficié d'un projet portant sur la réalisation de trois (3) gares urbaines au niveau des nouveaux pôles urbains de "Safsaf" et "Haouch Errih" dans la commune de Meftah, ainsi qu'à la cité Deriouche de Bouarfa.



EUROPE

Mesures répressives visant les militants écologistes

L'Europe se réchauffe plus vite que le reste du monde. Les glaciers reculent, les rues se transforment parfois en torrents, les vagues de chaleur battent des records. Pourtant, ceux qui tentent d'alerter sur cette accélération du dérèglement climatique se retrouvent de plus en plus souvent poursuivis, surveillés ou intimidés.

À l'ouverture du premier Forum européen des défenseurs des droits humains liés à l'environnement, organisé jeudi 4 juin 2026 à Strasbourg, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a dressé un constat sévère : tandis que la crise écologique s'aggrave, les pressions exercées



contre les militants environnementaux se multiplient. « Notre planète peine à retenir notre attention face aux guerres, à la haine et à toutes sortes de distractions. Jusqu'à présent, elle perd ce combat », a-t-il déclaré dans la ville alsacienne, siège du Parlement européen. Le responsable de l'ONU en matière de droits humains dénonce la multiplication des poursuites, du harcèlement et des violences visant les défenseurs de l'environnement. Un paradoxe, selon lui, au moment où l'urgence climatique s'aggrave sur le continent européen. Le responsable onusien a rappelé l'ampleur de la dégradation environnementale sur le continent : 95 % des habitants des villes européennes respirent un air nocif pour la santé, tandis que plus de 80 % des habitats naturels sont dans un état médiocre ou dégradé. Chaque été, les phénomènes météorologiques extrêmes provoquent la mort de milliers de personnes. Face à cette réalité, les défenseurs de l'environnement occupent une position singulière. Qu'ils contestent un projet minier, protègent une rivière ou dénoncent des atteintes aux droits des populations locales, leur action dépasse, selon M. Türk, la seule préservation de la nature. Elle touche à la santé publique, à l'accès à l'eau, à l'alimentation, à l'emploi et, plus largement, au fonctionnement démocratique des sociétés. Mais cette mobilisation a un coût. Volker Türk a dénoncé la progression de mesures répressives visant les militants écologistes, y compris dans des pays qui affichent pourtant des ambitions élevées en matière climatique. « Il est choquant que des personnes qui défendent l'avenir de nos enfants soient poursuivies sur le fondement de lois conçues pour lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée », a-t-il affirmé. Le Haut-Commissaire a également pointé la

multiplication des « procédures-bâillons », ces actions judiciaires engagées moins pour obtenir réparation que pour décourager toute contestation. Plus de 1 300 affaires de ce type ont été recensées en Europe au cours des quinze dernières années, a-t-il rappelé. À cette pression judiciaire s'ajoutent les campagnes de harcèlement en ligne, la surveillance et diverses formes de représailles. Une étude récente montre que neuf défenseurs de l'environnement sur dix dans le monde ont déjà subi des violences ou du harcèlement sur Internet. Le responsable onusien voit dans cette confrontation bien davantage qu'un simple débat sur les politiques climatiques. « Le mouvement pour la justice environnementale constitue une puissante alliance en faveur des droits humains, réunissant la science, le droit, l'éthique, la philosophie et l'art », a-t-il estimé. Dans son discours, la défense de l'environnement apparaît comme l'un des nouveaux terrains où se joue l'équilibre entre libertés publiques, intérêts économiques et pouvoir politique. Les militants qui s'opposent à certains projets d'exploitation ou d'aménagement ne défendent pas seulement des écosystèmes ; ils deviennent aussi, aux yeux des institutions internationales, des acteurs de la transparence, de la lutte contre la corruption et du contrôle démocratique. C'est pourquoi Volker Türk a appelé les gouvernements à garantir leur sécurité et à poursuivre les auteurs de violences ou d'abus. En conclusion, Volker Türk a choisi une image simple pour résumer son message. « Lorsque notre planète – notre maison commune – est en feu, nous ne pouvons pas punir les pompiers qui tentent d'éteindre l'incendie. Nous devons leur donner les moyens d'agir et les soutenir grâce aux droits humains ».

IL RECOUVRE PLUS DE 70 % DE LA PLANÈTE L'océan est mis à rude épreuve

L'océan recouvre plus de 70 % de la planète ; il régule le climat, préserve la biodiversité et soutient les économies et les cultures du monde entier. Il constitue le fondement de la vie sur Terre. Toutefois, il est mis à rude épreuve depuis un certain temps et fait face à de multiples menaces qui compromettent gravement non seulement sa santé future, mais aussi l'avenir de l'humanité elle-même. Quelque 550 experts issus de 86 pays ont consacré près de cinq ans à l'élaboration d'un rapport d'évaluation de 1 600 pages détaillant les défis auxquels l'océan est confronté. Ce document scientifique fournit les connaissances nécessaires à l'humanité pour protéger et préserver la planète. Baptisé « World Ocean Assessment » (Évaluation mondiale des océans). Le rapport révèle les éléments suivants : l'océan façonne le quotidien de chacun, même pour ceux qui ne vivent pas dans des zones côtières ; il stabilise le climat en absorbant la majeure partie de l'excès de chaleur de la planète ainsi que les gaz à effet de serre nocifs. Sans son effet régulateur, il faut s'attendre à des phénomènes météorologiques plus extrêmes, menaçant les systèmes alimentaires, les chaînes d'approvisionnement et les marchés de l'assurance ; il constitue une source d'alimentation, lorsque les stocks de poissons s'effondrent ou que les chaînes d'approvisionnement sont rompues en raison des impacts climatiques ou de la pêche illégale, les prix augmentent — non seulement pour les produits de la mer, mais aussi pour de nombreux autres aliments dépendant du commerce mondial et des économies côtières ; il favorise la santé physique et mentale, fournit des médicaments et produit une part importante de l'oxygène que nous respirons ; l'océan soutient des milliers de milliards de dollars d'échanges commerciaux mondiaux, ainsi que le tourisme et l'emploi. L'économie océanique est évaluée à 1 500 milliards de dollars par an et devrait dépasser les 3 000 milliards de dollars d'ici à 2030. Le tourisme côtier et marin soutient 174 millions d'emplois. Des efforts sont déployés pour comprendre les répercussions continues et la viabilité de la production pétrolière et gazière en mer, ainsi que du transport maritime, qui assure plus de 80 % du commerce mondial et contribue aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. La coopération internationale en matière de gouvernance des océans prend de l'ampleur, mais la multiplicité des traités mondiaux relatifs à la protection des océans conduit à une approche fragmentée. Parvenir à une économie océanique durable exige de l'équité ainsi qu'une prise en compte significative des connaissances et des pratiques traditionnelles des communautés autochtones. Sans elles, il sera plus difficile d'assurer la santé des océans, le bien-être des communautés et un développement durable et équitable.

ECOSYSTÈMES MARINS

Pressions croissantes sur les océans

Les activités humaines transforment les écosystèmes marins. La population mondiale a atteint 8,2 milliards d'habitants en 2024, dont 37 % vivent à moins de 100 km des côtes. Inévitablement, ce phénomène a concentré les activités humaines et économiques dans des zones côtières vulnérables, intensifiant l'exploitation des ressources naturelles, le développement des infrastructures, les rejets de déchets et la dégradation des habitats. Parallèlement, les activités en mer s'intensifient : les parcs éoliens, les infrastructures pétrolières en eaux profondes ainsi que le déploiement croissant de câbles et de pipelines sous-marins modifient les habitats situés plus au large. Les données relatives au réchauffement des océans et à l'élévation du niveau de la mer sont alarmantes : le rythme d'élévation du niveau de la mer — dû à la fonte des calottes glaciaires et à la dilatation de l'eau sous l'effet de la hausse des températures — a doublé, passant d'un maximum de 1,9 mm/an avant 2015 à 4,3 mm/an en 2023 ; les températures en Arctique augmentent quatre fois plus vite que la moyenne mondiale ; les zones hypoxiques (ou « zones mortes »), où le taux d'oxygène est si faible que la majeure partie de la vie marine ne peut y survivre, couvrent désormais 4,5 millions de km² ; 16 % de l'augmentation totale de la température des océans enregistrée depuis 1955 a eu lieu après 2018. Des solutions existent, notamment les approches fondées sur la nature, la réduction des émissions et l'extension des zones marines protégées.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Chaque année, 52 millions de tonnes de déchets plastiques pénètrent dans l'océan, contribuant à la présence estimée de 24 000 milliards de particules de microplastiques qui affectent plus de 4 000 espèces marines. Plus de 4 000 composés issus de produits pharmaceutiques et de soins personnels ont été détectés dans les eaux marines.

POLLUTION MARINE

La biodiversité décline

Le recul d'environ 80 % des récifs coralliens des Caraïbes depuis les années 1970 est la preuve des fortes pressions, que la vie marine subit. Jusqu'à 90 % des récifs coralliens mondiaux pourraient disparaître si le réchauffement climatique dépasse 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Les écosystèmes côtiers essentiels, tels que les mangroves et les herbiers marins, continuent de régresser. Sous l'effet de la hausse des températures, les espèces — du plancton aux mammifères marins — migrent vers les pôles Nord et Sud, tandis que les espèces non indigènes se propagent plus aisément dans ces conditions environnementales modifiées. La pollution est généralisée et en hausse. La pollution marine s'intensifie. La bonne nouvelle ? Les niveaux de certains polluants persistants, comme le mercure, ont diminué dans quelques régions. Les systèmes alimentaires marins constituent une source vitale de nutrition et de moyens de subsistance, fournissant 20 % des protéines animales consommées par l'humanité. L'aquaculture marine poursuit son expansion et représente désormais une industrie mondiale pesant 90 milliards de dollars. Par ailleurs, 121 millions de personnes pratiquent la pêche de loisir en mer, contribuant ainsi aux économies locales et au bien-être.

Repéré pour vous

À Strasbourg (France), le premier Forum européen consacré aux défenseurs de l'environnement s'est ouvert, jeudi 4 juin, sur une question devenue centrale : les démocraties européennes peuvent-elles se réclamer de l'ambition climatique tout en restreignant l'espace de celles et ceux qui la défendent ?

APRÈS ALGÉRIE – BOLIVIE

Une dernière répétition réussie avant le grand rendez-vous mondial

L'équipe nationale algérienne a conclu sa préparation pour la Coupe du monde de la meilleure des manières en s'imposant largement face à la Bolivie (4-0), lors de son ultime rencontre amicale avant son entrée en lice dans la compétition prévue le 17 juin face à l'Argentine.

Comme cela a souvent été le cas depuis l'arrivée de Vladimir Petković à la tête des Verts, la sélection algérienne a affiché deux visages au cours de cette rencontre. Dominateurs mais parfois en manque de rythme et de précision dans le dernier geste durant la première période, les coéquipiers de Riyad Mahrez ont dû attendre la 39e minute pour trouver la faille grâce à leur défenseur central Aïssa Mandi, auteur de l'unique but du premier acte.

Au retour des vestiaires, le sélectionneur national a procédé à plusieurs changements qui ont apporté davantage de fraîcheur et de dynamisme au jeu algérien. Plus entreprenants et plus efficaces dans les transitions offensives, les Verts ont rapidement pris l'ascendant sur leur adversaire.

Cette montée en puissance s'est traduite au tableau d'affichage avec trois nouvelles réalisations. L'attaquant Amine Gouiri s'est illustré en inscrivant un doublé, confirmant son excellente forme du moment, tandis qu'Anis Hadj Moussa a participé à la fête en ajoutant un quatrième but, scellant ainsi une victoire nette et sans appel.

Au-delà du résultat, ce dernier test a permis au staff technique de tirer plusieurs enseignements avant le début de la compétition. Des satisfactions sont à retenir, notamment sur le plan offensif, avec une équipe capable d'accélérer le rythme et de faire la différence lorsque les espaces se présentent. La solidité défensive affichée tout au long de la rencontre



constitue également un signal positif à quelques jours d'affronter l'un des favoris du tournoi.

Cependant, certaines séquences de jeu ont également mis en lumière des aspects perfectibles, notamment dans la gestion de certaines phases de possession et dans l'intensité affichée en première période. Des détails que Vladimir Petković et son staff ne manqueront pas d'analyser afin de présenter la meilleure version possible

de l'équipe face à l'Argentine. Cette victoire face à la Bolivie vient surtout confirmer la dynamique positive de l'ère Petković. Avec ce nouveau succès, le sélectionneur porte son bilan à 22 victoires en 29 matchs à la tête des Verts, pour seulement trois défaites, tout en ayant transformé l'Algérie en une équipe redoutablement efficace offensivement et de plus en plus solide défensivement.

Hakim S.

CERTAINES INDIVIDUALITÉS MONTENT EN PUISSANCE

Des chiffres marquants après le large succès face à la Bolivie

La victoire de l'Algérie face à la Bolivie (4-0) a été marquée par plusieurs performances individuelles notables, confirmant la montée en puissance de certains cadres et l'apport grandissant de plusieurs joueurs dans le dispositif de Vladimir Petković.

Auteur de l'ouverture du score, Aïssa Mandi a inscrit son septième but sous les couleurs nationales en 119 sélections. Fait remarquable, quatre de ces réalisations ont été inscrites depuis l'arrivée de Vladimir Petković, preuve de l'importance croissante du défenseur central dans les phases offensives sur coups de pied arrêtés.

Même s'il n'a pas trouvé le chemin des filets, Mohamed Amine Amoura a une nouvelle fois contribué au succès des Verts grâce à une passe décisive. L'attaquant algérien reste muet depuis huit rencontres internationales, mais il a compensé cette disette par trois offrandes durant cette période. Son bilan atteint désormais neuf passes décisives en 47 apparitions sous le maillot national.

De son côté, Amine Gouiri a poursuivi son excellente dynamique en signant un doublé,



portant son total à dix buts internationaux en seulement 23 matchs. Il s'agit de sa deuxième

réalisation doublée avec les Verts après celle réussie face au Guatemala, confirmant son sta-

tut de principal atout offensif de la sélection.

Anis Hadj Moussa a également profité de cette rencontre pour enrichir ses statistiques personnelles.

Le joueur a inscrit son deuxième but international à l'occasion de sa 15e sélection seulement. Un chiffre d'autant plus intéressant qu'il n'a débuté que deux rencontres comme titulaire depuis ses débuts avec l'équipe nationale.

Entré en cours de jeu, Adil Boulbina s'est illustré en délivrant la première passe décisive de sa carrière internationale. Le jeune joueur atteint cette performance dès sa sixième apparition avec les Verts, alors qu'il n'avait encore jamais été aligné dans le onze de départ.

Enfin, Ramiz Zerrouki a confirmé son regain de forme en enregistrant sa sixième passe décisive en 53 sélections. Le milieu de terrain s'est particulièrement distingué ces derniers mois puisqu'il a délivré trois passes décisives lors des six dernières rencontres de l'équipe nationale, illustrant son influence croissante dans l'animation offensive des Verts.

H. S.

**S
T
R
O
P
S**



Les Verts partagent un après-midi de convivialité avec leur public

Plus de 300 spectateurs ont assisté à la séance d'entraînement de l'équipe nationale effectuée, au Rock Chalk Park de Lawrence (Université du Kansas), au lendemain de leur large succès face à la Bolivie (4-0) en match amical de préparation, a indiqué la fédération algérienne de football (FAF) dans un communiqué. Cette séance de reprise s'est déroulée dans une atmosphère détendue et sous un soleil agréable. Tous les joueurs ont pris part au travail collectif, à l'exception de Ramy Bensebaini, soumis à des soins en marge du groupe. Ouverte au public, la séance a attiré plus de 300 spectateurs. De nombreux supporters algériens établis aux Etats-Unis ont fait le déplacement pour encourager les Verts, mais aussi de nombreuses familles américaines venues découvrir de près la sélection algérienne. Les enfants étaient particulièrement nombreux à garnir les tribunes, a ajouté l'instance fédérale. A l'issue de l'entraînement, les coéquipiers de Luca Zidane ont pris le temps d'aller à la rencontre du public. Signatures d'autographes, séances photos et échanges chaleureux ont rythmé ces instants de proximité très appréciés par les supporters. Une initiative qui a permis à de nombreux fans, notamment les plus jeunes, de repartir avec des souvenirs inoubliables auprès de leurs idoles. A la fin de l'entraînement, les Verts ont ensuite participé à la campagne "Be Active" de la FIFA. Lancée en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cette initiative vise à promouvoir l'activité physique chez les enfants et à les sensibiliser à l'importance d'un mode de vie sain. Plus de soixante enfants ont ainsi pris part à différentes activités organisées sur le terrain en compagnie des joueurs. Au programme : exercices ludiques, petits matches et moments de partage dans une ambiance conviviale. Les jeunes participants ont également eu l'occasion de prendre des photos avec les joueurs et de récolter de précieux autographes. A travers cette campagne, la FIFA et l'OMS rappellent l'importance pour les enfants de pratiquer quotidiennement une activité physique afin de favoriser leur bien-être, leur santé et leur épanouissement. Une belle action à laquelle les Verts ont apporté leur contribution avec enthousiasme, pour le plus grand bonheur des jeunes présents.

Journée de détente pour les joueurs de l'équipe nationale à l'université du Kansas

Les joueurs de l'équipe nationale de football ont bénéficié, jeudi, d'une agréable parenthèse de détente à l'invitation de l'Université du Kansas, au lendemain de la large victoire de la sélection face à la Bolivie (4-0), pour son dernier match amical de préparation à la Coupe du Monde de la FIFA 2026, a indiqué la FAF dans un communiqué. Les Verts ont ainsi découvert le vaste campus universitaire ainsi que les nombreuses infrastructures sportives dont dispose l'établissement, réputé pour l'importance accordée au sport dans la vie étudiante américaine. Au cours de cette visite, les coéquipiers de Riyad Mahrez ont notamment exploré les différentes installations, dont le grand stade dédié au football américain, la salle de basketball ainsi que plusieurs autres équipements sportifs de haut niveau. Dans une ambiance conviviale et décontractée, les joueurs se sont prêtés avec enthousiasme à diverses activités sportives. Certains ont tenté leur adresse sur le parquet de basketball en réussissant quelques paniers dans la mythique salle de l'université, tandis que d'autres ont découvert les bases du football américain à travers plusieurs ateliers organisés sur le terrain principal. Les joueurs ont également eu l'occasion de s'initier au baseball sous la conduite d'entraîneurs locaux qui leur ont proposé quelques exercices techniques, offrant ainsi un moment d'échange et de découverte particulièrement apprécié. Cette sortie, organisée dans un cadre chaleureux, a permis aux Verts de relâcher la pression et de renforcer davantage la cohésion du groupe avant de poursuivre leur préparation en vue de leur entrée en lice dans le Mondial 2026.

IL EST TRÈS INCERTAIN CONTRE L'ARGENTINE Bensebaini, une absence qui inquiète avant le choc

À quelques jours du rendez-vous très attendu entre l'Algérie et l'Argentine, la situation de Ramy Bensebaini suscite de plus en plus d'inquiétudes. L'absence du défenseur algérien de la liste des joueurs concernés par le précédent match amical contre la Bolivie laisse planer de sérieux doutes sur sa participation à cette affiche prestigieuse, alors que les Verts auront besoin de toutes leurs forces pour rivaliser avec l'une des meilleures sélections du monde.

Au-delà de cette absence, c'est surtout son manque de compétition qui interrompt. Bensebaini n'a plus évolué dans un contexte officiel depuis plus d'un mois. Une période suffisamment longue pour perdre le rythme des matchs et les automatismes indispensables au plus haut niveau. Dans ces conditions, le défenseur aurait eu besoin de disputer au moins une heure de jeu afin de retrouver



progressivement son meilleur niveau physique et compétitif. Le fait qu'il n'ait pas bénéficié de cette opportunité à quelques jours seulement du rendez-vous face à l'Argentine renforce l'hypothèse d'un forfait ou, au minimum, d'une présence fortement compromise. Le staff technique pourrait en effet hésiter à aligner un joueur manquant de repères face à une attaque argentine réputée pour sa vitesse d'exécution et sa capacité à exploiter la moindre défaillance défensive.

Une éventuelle absence de Bensebaini constituerait un véritable casse-tête pour le sélectionneur. Au fil des années, l'ancien Rennais s'est imposé comme l'un des piliers de l'arrière-garde algérienne grâce à sa polyvalence,

son agressivité dans les duels et son expérience des grands rendez-vous internationaux. Son profil est difficile à remplacer, notamment dans les matchs où la solidité défensive devient une priorité absolue.

Alors que plusieurs cadres offensifs semblent déjà avoir gagné la confiance du sélectionneur, le dossier Bensebaini demeure l'une des principales interrogations avant ce choc. Les prochains jours seront déterminants pour connaître l'évolution de sa situation, mais une chose paraît certaine : l'absence du défenseur serait un coup dur pour les Verts à l'approche d'une confrontation qui servira de véritable test face à un adversaire de dimension mondiale.

Hakim S.

AUTEUR D'UN DOUBLÉ FACE À LA BOLIVIE

Gouri satisfait mais exigeant après le succès en amical

Auteur d'une prestation remarquable lors de la victoire de l'Algérie face à la Bolivie, avec à la clé un doublé, Amine Gouri s'est montré satisfait du rendement de son équipe tout en insistant sur la nécessité de poursuivre le travail en vue des prochaines rencontres. L'attaquant algérien estime que les Verts sont sur la bonne voie à l'approche du rendez-vous tant attendu. « Je pense que nous faisons du bon travail. Nous sommes dans une bonne dynamique. Il reste encore un peu plus d'une semaine avant

notre premier match dans la coupe du monde, et nous allons continuer à travailler afin d'être prêts et de donner le meilleur de nous-mêmes », a-t-il déclaré.

Conscient de l'importance du soutien populaire, Gouri a également adressé un message aux supporters algériens dispersés à travers le monde. « Je sais que les supporters seront derrière l'équipe, même ceux qui ne sont pas présents ici. Malgré le décalage horaire, que ce soit en Algérie, en Europe ou ailleurs, ils feront l'effort de suivre nos matchs. Nous allons

tout faire pour les rendre fiers », a-t-il affirmé. Revenant sur la rencontre face à la Bolivie, l'international algérien a souligné la volonté de son équipe d'imposer son jeu et de profiter de cette confrontation pour peaufiner certains réglages. « Nous cherchons à dominer nos adversaires. C'est un match de préparation qui nous permet de tester plusieurs options afin d'être prêts pour la prochaine échéance. Je pense que notre prestation aujourd'hui a de quoi satisfaire les supporters », a-t-il expliqué. Sur le plan personnel,

Gouri n'a pas caché sa satisfaction après avoir inscrit un doublé. « C'est toujours agréable de marquer deux buts. Un doublé apporte beaucoup de confiance. Mais il y a encore des aspects à améliorer », a-t-il conclu avec lucidité.

Grâce à cette victoire convaincante et aux bonnes dispositions affichées par ses joueurs, la sélection algérienne poursuit sa préparation avec sérénité et ambition, portée par l'espoir de confirmer ces progrès lors des prochaines rencontres officielles.

H. S.

La FIFA prise en flagrant délit

Les chiffres ne mentent pas, dit-on. Encore faut-il qu'ils correspondent à ce que tout le monde voit. Jeudi, lors du match entre la Corée du Sud et la Tchèque à Guadalajara, la FIFA a été rattrapée par une réalité difficile à masquer : celle de tribunes largement clairsemées malgré un discours officiel vantant un succès populaire annoncé depuis des mois.

La scène a de quoi surprendre. Pendant les 90 minutes de la rencontre entre la Corée du Sud et la Tchèque, les téléspectateurs ont aperçu de nombreux sièges vides dans les tribunes du stade Akron. Certaines zones présentaient même des rangées entières inoccupées. Pourtant, quelques heures plus tard, la FIFA annonçait une affluente de 44 985 spectateurs dans une enceinte dont la capacité est estimée à environ 48 000 places. Ce décalage entre les images et les chiffres officiels alimente inévitablement les interrogations. Comment expliquer une telle affluente annoncée alors que les tribunes semblaient loin d'être complètes ? La question mérite d'être posée, d'autant que l'instance mondiale du football s'est lancée depuis des semaines dans une vaste opération

LE FOOTBALL SACRIFIÉ AU PROFIT

La principale responsable de cette situation semble être la politique tarifaire de la FIFA. Avec des billets atteignant plusieurs centaines de dollars pour les catégories les plus accessibles et des offres d'hospitalité culminant à plusieurs milliers de dollars, l'instance a transformé un événement populaire en produit de luxe. Résultat : de nombreux supporters ont tout simplement été exclus des stades. Depuis plusieurs années, la FIFA affirme vouloir rappro-

cher le football de ses fans. Dans les faits, elle semble surtout préoccupée par la maximisation de ses revenus. Le spectacle offert à Guadalajara illustre les limites de cette stratégie. Un stade à moitié vide constitue une publicité désastreuse pour une compétition censée représenter la plus grande fête du football mondial.

L'affaire est d'autant plus embarrassante que les images sont venues contredire le narratif soigneusement construit par l'organisation. Les caméras n'ont pas eu besoin de chercher longtemps pour montrer les sièges vacants. Elles ont simplement révélé ce que les chiffres officiels peinent à faire oublier : le public n'a pas répondu présent dans les proportions espérées. Au final, ce deuxième match de tournoi pourrait bien devenir le symbole d'une Coupe du monde où la communication de la FIFA semble parfois plus remplie que les tribunes elles-mêmes.

A force de vouloir vendre une réussite à tout prix, la FIFA risque surtout de rendre visibles ses propres contradictions.

M. A. T.

CLASSEMENT FIFA L'Algérie conserve sa 28e place mondiale

La sélection algérienne de football a conservé sa 28e place au classement mondial de la FIFA du mois de juin, publié ce jeudi par l'instance internationale sur son site officiel. L'équipe nationale a disputé deux matchs amicaux dans le cadre de ses préparatifs pour la Coupe du monde 2026, dont le coup d'envoi sera donné ce soir à Mexico avec à l'affiche le match d'ouverture Mexique-Afrique du Sud (20h00, heure algérienne). Les Verts ont d'abord décroché un succès de prestige face aux Pays-Bas (1-0), le 3 juin à Rotterdam, avant de surclasser la Bolivie (4-0), dans la nuit de mercredi à jeudi à Kansas City. Sur le plan continental, la sélection algérienne a également conservé sa quatrième place. En haut du classement mondial, l'Argentine, championne du monde en titre et premier adversaire de la sélection algérienne au Mondial-2026, s'est hissée en tête du classement (1877.27pts) devant l'Espagne (1874.71), et la France, qui perd deux places (1870.70 pts). Les deux autres adversaires des Verts à la Coupe du monde : l'Autriche et la Jordanie, occupent respectivement la 24e et 63e places. L'Algérie entamera le Mondial le 17 juin face à l'Argentine, au stade Arrowhead de Kansas City (02h00, heure algérienne), avant de défier la Jordanie le 23 juin à Santa Clara (04h00, heure algérienne) puis l'Autriche le 28 juin à Kansas City (03h00, heure algérienne). Le prochain classement mondial des équipes nationales sera publié le 20 juillet prochain, soit au lendemain de la finale de la Coupe du monde.

Mustapha Ghorbal arbitrera Haïti- Ecosse



L'arbitre international algérien Mustapha Ghorbal dirigera la rencontre Haïti-Ecosse prévue le 14 juin à Boston (02h00 algérienne) pour le compte de la première du groupe C de la Coupe du monde 2026, a indiqué mercredi la Fédération internationale de football (FIFA). Le directeur de jeu algérien sera assisté par ses deux compatriotes, Mokrane Gourari et Abbes Akram Zerhouni. Le quatrième arbitre est l'Espagnol Alejandro Hernandez, tandis que l'arbitre assistant de réserve est l'Espagnol José Enrique Naranjo. Agé de 40 ans, Mustapha Ghorbal est arbitre international depuis 2014. Il a dirigé plusieurs compétitions internationales majeures, notamment la Coupe du monde des clubs disputée l'été dernier aux Etats-Unis, ainsi que des rencontres des éliminatoires du Mondial 2026 et des compétitions interclubs africaines. Il a également pris part à la Coupe d'Afrique des nations 2025, organisée du 21 décembre au 18 janvier. De son côté, Mokrane Gourari est arbitre international depuis 2014, tandis qu'Abbes Akram Zerhouni a obtenu son badge international en 2017.

Résultats

Mexique 2 - Afrique du Sud 0
Corée du Sud 2 - République Tchèque 1

Le programme

- Samedi 13 juin (20h00) Qatar - Suisse (Groupe B) - Stade de la baie de San Francisco
- Samedi 13 juin (23h00) Brésil - Maroc (Groupe C) - Stade de New York/New Jersey
- Dimanche 14 juin (02h00) Haïti - Ecosse (Groupe C) - Stade de Boston
- Dimanche 14 juin (05h00) Australie - Turquie (Groupe D) - BC Place de Vancouver

DU MONDIAL À LA SUPERCOUPE D'EUROPE

Omar Artan honoré par l'UEFA

Le football aime se présenter comme un langage universel capable de transcender les frontières. Pourtant, l'affaire Omar Artan rappelle qu'entre les discours et la réalité, le fossé peut parfois être immense.

Réfoulé par les autorités américaines alors qu'il devait participer à la Coupe du Monde 2026, l'arbitre somalien est devenu malgré lui le symbole d'un tournoi déjà marqué par de nombreuses controverses.

Le geste de l'UEFA est fort. En désignant Omar Artan pour arbitrer la Supercoupe d'Europe entre le Paris Saint-Germain et Aston Villa, le 12 août prochain à Salzbourg, l'instance européenne a envoyé un message clair : les compétences sportives doivent primer sur les considérations politiques. Cette nomination prestigieuse intervient quelques semaines seulement après l'exclusion du meilleur arbitre africain de l'année 2025 de la Coupe du Monde organisée aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique. Sélectionné parmi les 52 arbitres retenus pour le rendez-vous planétaire, Artan avait pourtant gagné sa place sur le terrain. Son parcours et ses performances au sein de la Confédération africaine de football ne faisaient aucun doute. Mais à son arrivée sur le sol américain, il s'est vu refuser l'entrée sur le territoire. Les autorités américaines ont évoqué de supposés liens avec des membres d'organisations terroristes, sans fournir publiquement d'éléments permettant d'étayer ces accusations. Le plus troublant dans cette affaire reste toutefois l'attitude de la FIFA. Alors que l'arbitre somalien se retrouvait au cœur d'une situation



exceptionnelle, l'instance mondiale du football s'est contentée d'acter son absence du tournoi. Aucun plan alternatif n'a été présenté. Aucune solution n'a été trouvée pour permettre à un officiel désigné de remplir sa mission. Une passivité qui a suscité l'incompréhension de nombreux observateurs.

UNE COUPE DU MONDE CONTROVERSÉE

Cet épisode soulève une question fondamentale sur le choix des pays hôtes. Lorsqu'une nation organise une Coupe du Monde, elle s'engage à garantir l'accès à tous les acteurs indispensables à la compétition : joueurs, entraîneurs, dirigeants, journalistes et arbitres. Dans le cas d'Omar Artan, cette garantie n'a manifestement pas été respectée. Les propos de l'ancien président de la FIFA, Sepp Blatter, résonnent d'ailleurs avec une particulière force. « Nul n'est plus officiel que l'arbitre, et si un pays refuse d'autoriser un arbitre à entrer, la Coupe du Monde ne devrait pas s'y dérouler », a-t-il déclaré. Une affirmation sévère, mais difficile à contester tant l'arbitre constitue un rouage essentiel du jeu. L'affaire Artan n'est d'ailleurs pas un incident isolé. Depuis plusieurs mois, l'organisation du Mondial 2026 fait l'objet de critiques concernant les conditions d'accès au territoire américain, les procédures administratives

et certaines restrictions imposées à des visiteurs étrangers. Ce contexte alimente le sentiment que les considérations sécuritaires et politiques prennent parfois le pas sur l'esprit d'ouverture que le football prétend défendre.

Face à cette situation, l'UEFA a choisi une autre voie. Son président, Aleksander Ceferin, a publiquement salué les qualités d'Omar Artan et insisté sur les valeurs d'unité, d'égalité et de non-discrimination. En collaboration avec la CAF, l'instance européenne a offert à l'arbitre somalien l'une des affiches les plus prestigieuses de l'été. Un geste symbolique qui contraste fortement avec le silence observé par la FIFA durant toute cette affaire. Pour Omar Artan, cette nomination représente une reconnaissance méritée. Pour le football africain, elle constitue également un signal positif. Mais elle ne pourra effacer la frustration d'un homme privé de la plus grande compétition de sa carrière alors qu'il avait gagné sa place à la seule force de son mérite.

En honorant Omar Artan, l'UEFA a rappelé ce que le football devrait toujours être : un espace de mérite et d'égalité. Reste désormais à savoir si la FIFA tirera les leçons d'une affaire qui a profondément écorné l'image de sa Coupe du Monde.

Mohamed Amine Touमित

Le Mexique démarre en beauté à domicile

Dans son mythique stade Azteca de Mexico, le Mexique a parfaitement lancé son Mondial-2026 en dominant l'Afrique du sud 2 à 0, jeudi lors du match d'ouverture de la compétition, une répétition de l'affiche de celui de 2010. Pour le premier match de cette Coupe du monde élargie à 48 participants et 104 matches, et qui se déroule sur trois pays (Etats-Unis, Canada, Mexique), "El Tri" n'a pas triché malgré la pression d'ouvrir la compétition dans un stade où les légendes Pelé et Maradona ont été sacrées, respectivement en 1970 et en 1986. Les hommes du sélectionneur Javier Aguirre, qui avait lui-même vécu comme joueur le Mondial-1986, se sont rapidement libérés grâce à l'aïlier Julian Quinones. Le joueur d'Al-

Qadsiah, meilleur buteur du championnat saoudien (33 buts), s'est montré opportuniste après une erreur de relance sud-africaine (9e) pour soulager son équipe, que Raul Jimenez a mis à l'abri en deuxième période (67e). Ce succès lance parfaitement la compétition du Mexique, qui avait échoué à sortir des poules en 2022, dans un groupe A accessible où se trouvent également la Corée du Sud et la République tchèque, opposés plus tard dans la soirée à Guadalajara.

Les Sud-Africains, qui n'avaient plus joué en Coupe du monde depuis le Mondial à domicile de 2010, ont eux sombré alors qu'ils espèrent s'extirper de la phase de groupes pour la première fois en quatre participations. Rapidement sous la pression des offensives mexicaines, menées par Quinones et Raul Jimenez, les Bafana Bafana ont été sauvés d'emblée par leur gardien Ronwen Williams, qui a détourné d'une main ferme une reprise puissante de Jimenez (5e). Mais sur une relance imprudente, Williams a mis en difficulté son coéquipier Sphephelo Sithole, dont la perte de balle a profité à Quinones, qui a trompé le gardien d'une frappe entre les jambes (9e). "Nous avons ressenti le soutien des supporters ces derniers jours; nous sommes connectés, et aujourd'hui, ça s'est vraiment vu", a déclaré le premier buteur du Mondial-2026, désigné homme du match, cité par la Fifa. L'équipe dirigée par le Belge Hugo Broos, qui avait lui aussi foulé la pelouse de l'Azteca comme joueur au Mondial-1986, a souffert elle face aux Mexicains galvanisés par l'ouverture du score. Seul le gardien des Mamelodi Sundowns de Pretoria a empêché les locaux de doubler la mise, avec de nombreux sauvetages (35e, 84e), avant qu'une nouvelle frappe de Quinones (42e) ne heurte le poteau. Réduits à 10, puis à 9 après deux cartons rouges (50e, 84e), les Sud-Africains ont craqué sur une tête de Jimenez (67e), en larmes après avoir inscrit à 35 ans son 46e but en sélection, à six longueurs du record national de Javier Hernandez alias "Chicharito". Seul accroc pour le Mexique: le rouge reçu par son capitaine Cesar Montes en fin de rencontre, pour une faute en tant que dernier défenseur (90e+3).



GROUPE L

L'Angleterre veut enfin ramener la Coupe, la Croatie en embuscade

Soixante ans après son unique sacre mondial, l'Angleterre veut enfin décrocher un nouveau titre, mais va devoir avant ça ferrailler contre la Croatie de l'éternel Luka Modric au sein du groupe L pour se frayer un chemin vers une deuxième étoile.

Est-ce enfin l'heure des Three Lions ? Cette question lancinante n'a pas fini de hanter l'Angleterre, qui ces dernières années s'est souvent prise au rêve avant de se prendre les pieds dans le tapis: deux finales d'Euros perdues (2020, 2024), et des sorties en demi-finale et en quart aux Mondiaux 2018 et 2022.

Souvent annoncés parmi les favoris, les Anglais n'ont jusqu'ici jamais réussi à déjouer leur malédiction, avec cet unique titre décroché dans une ère aujourd'hui bien lointaine, à domicile en 1966. Même si Thomas Tuchel a choisi de se passer de certains cadres comme Trent Alexander-Arnold, Phil Foden ou encore Cole Palmer, l'effectif anglais est une nouvelle fois suffisamment garni de talents pour légitimement espérer soulever la Coupe le 19 juillet. D'autant que leur capitaine et buteur Harry Kane est dans la forme de sa vie: l'attaquant de 32 ans a réalisé la saison la plus prolifique de sa carrière avec le Bayern Munich (61 buts), tout en étant toujours aussi omniprésent dans tous les secteurs de jeu.

Les Anglais débiteront cependant le Mondial par un gros morceau: la Croatie de Luka Modric, qui à 40 ans vise une nouvelle épopée mondiale après celles de 2018 (finale) et 2022 (demi-finale). Le



sélectionneur croate Zlatko Dalic, qui connaît parfaitement son équipe pour la diriger depuis 2017, va devoir retrouver la recette qui a si bien marché lors des deux dernières Coupes du monde: les Croates ont quitté sans gloire l'Euro-2024 dès les poules, sans la moindre victoire au compteur. Derrière les ceux cadors anglais et croates, le Ghana et le Panama, bien moins expérimentés, tenteront de se frayer un chemin vers les 16es de finale. Les Blacks Stars, qui ne sont pas sortis des poules lors des deux dernières participa-

tions après avoir atteint les quarts en 2010, comptent avec un nouveau sélectionneur, le Portugais Carlos Queiroz, arrivé en avril. A 73 ans, il pourra faire profiter le Ghana de sa riche expérience, puisque c'est sa quatrième Coupe du monde après celles réalisées à la tête du Portugal (2010) puis de l'Iran (2014, 2018). Le Panama, seul représentant de l'Amérique centrale hors Caraïbes, est lui en quête d'un succès au Mondial, après trois défaites en 2018 pour sa première participation.

GROUPE K

Le Portugal attend son heure, la Colombie veut soigner son retour

Pour le dernier Mondial de sa star Cristiano Ronaldo, le Portugal s'avance comme un candidat assumé au titre suprême, avec la possibilité d'un début de tableau dégagé s'il termine premier du groupe K où se trouvent la Colombie, la RD Congo et l'Ouzbékistan. Absents du dernier carré d'un Mondial depuis 2006 et quart de finalistes de l'Euro-2024, les Portugais nourrissent pourtant des ambitions légitimes au vu de leur effectif solide sur toutes les lignes, avec un milieu de terrain de luxe (Vinha, Joao Neves, Bruno Fernandes). "Je pense que seule une sélection qui a déjà gagné le Mondial peut être favorite", a cependant tempéré le sélectionneur Roberto Martinez, alors que le Portugal n'a jamais fait mieux que troisième, en 1966 lors de sa première participation, mené par la légende Eusebio. Si ses joueurs assument leur statut en terminant logiquement en tête de leur groupe, ils affronteront en 16e de

finale un 3e de groupe normalement accessible, avant de potentiellement défier en 8e un adversaire très abordable, qui pourrait par exemple être la Suisse ou la Bosnie. Reste à voir comment le sélectionneur gèrera le cas Ronaldo, qu'il a pour l'instant conforté en titulaire devant Gonçalo Ramos, cantonné au PSG à un rôle de remplaçant. La superstar de 41 ans, en lice pour son sixième Mondial, s'est montrée efficace devant les cages lors des éliminatoires, mais avait peu brillé aussi bien au dernier Euro (0 but, 1 passe décisive) qu'à la Coupe du Monde au Qatar, achevée sur le banc en huitièmes de finale.

Derrière le Portugal, la Colombie, finaliste de la Copa America 2024 remportée par les champions du monde argentins, retrouve avec appétit le Mondial après avoir raté l'édition 2022. Les Cafeteros ont un potentiel offensif certain, avec le vétéran James Rodriguez, loin de ses heures de gloire du

Mondial-2014 mais redevenu un pilier de la sélection, assisté de l'ailier du Bayern Munich Luis Diaz (26 buts, 23 passes décisives toutes compétitions confondues) et du meilleur buteur du championnat portugais, l'attaquant du Sporting Luis Suarez (28 buts).

Troisièmes des qualifications sud-américaines mais parfois friables défensivement, les Colombiens doivent éviter une déception face à la République démocratique du Congo. Malgré un bon parcours de qualification derrière le Sénégal, les Léopards ont dû passer par un long parcours de barrage, dont il sont finalement sortis pour rejoindre leur premier Mondial depuis 1974. L'Ouzbékistan est lui dans l'inconnu pour son premier Mondial, avec un sélectionneur qui a peu d'expérience avec son groupe: le champion du monde italien Fabio Cannavaro a pris les rênes de l'équipe après la qualification pour le Mondial, à l'automne 2025.

Pourquoi cette édition 2026 sera "la plus polluante" de l'histoire

Cette Coupe du monde 2026 aux États-Unis, Mexique et Canada est bien à l'échelle d'un continent, celle de l'Amérique du Nord. Ce sont plus de 4000 kilomètres qui séparent ainsi le mythique stade Aztèque de Mexico et le stade de Vancouver au Canada. Les 48 sélections nationales vont multiplier les déplacements en avion. Selon des scientifiques, cette édition 2026 pourrait être la Coupe du monde "la plus polluante de l'histoire".

C'est une empreinte carbone qui va rapidement exploser. Rarement les équipes et les supporters vont autant voyager et prendre l'avion dans cette compétition sportive. Le Wall Street Journal a calculé le nombre de kilomètres que les 48 équipes nationales vont parcourir durant cette phase de poule. L'équipe nationale de Bosnie va ainsi faire plus de 12 000 kilomètres.

Le Petit Poucet de la compétition, la sélection nationale de Curaçao, devra faire plus de 10 000 kilomètres en avion pour disputer ces trois matchs contre l'Allemagne, l'Équateur et la Côte d'Ivoire. Les Autrichiens depuis San Francisco devront eux parcourir plus de 9000 kilomètres contre la Jordanie, l'Algérie et l'Argentine. Les équipes, comme la France, qui voyageront le moins, devront faire un peu moins de 2000 kilomètres. Et tout cela en avion.

Le New Weather Institute, un think tank chargé de travailler sur les questions de transition énergétique, a publié un rapport sur les émissions en CO2. Et selon ces estimations scientifiques, la Coupe du monde 2026 bat tout les records. Dans un rapport, le New Weather Institute estime que cette Coupe du monde devrait relâcher dans l'atmosphère un peu plus de 9,5 millions de tonnes de CO2. Des chercheurs de l'Université de Lausanne en Suisse avancent également le chiffre de 9 millions de tonnes.

PLUS DE 9 MILLIONS DE TONNES DE CO2

Sur ce total, plus de 7,5 millions de tonnes de CO2 seraient dues aux déplacements de supporters et des équipes, essentiellement en avion dans les trois pays qui abritent la Coupe du monde. Pendant cinq semaines, les aéroports nord-américains seront remplis par des millions de passagers et des centaines de joueurs. Le dégazage d'un million de tonnes de CO2 serait lié à la construction et la rénovation des 16 stades qui vont accueillir la compétition. La production de béton est l'un des principaux foyers d'émission de gaz à effet de serre dans le monde.

Ce chiffre de 9,5 millions de tonnes est un record. Il représente le double des émissions des deux dernières éditions au Qatar en 2022 et en Russie en 2018. Cette édition sera "la Coupe du monde la plus polluante de l'histoire", estime le rapport. La RTS, la télévision publique suisse, souligne que ce chiffre équivaut aux émissions totales du secteur industriel de la Suisse sur une année entière. Selon le rapport scientifique, les rejets en CO2 de l'édition 2030 devraient dépasser les 6,5 millions de tonnes, un chiffre supérieur à celui de l'édition du Qatar. L'édition de 2034 en Arabie saoudite devait dépasser les 8,5 millions de tonnes de CO2, soit un chiffre proche de celui de cette édition 2026. Onze stades seront construits en Arabie saoudite, sur un même site, dans le désert pour accueillir cette Coupe du monde. La compagnie pétrolière publique saoudienne Aramco est devenue le principal sponsor de cette Coupe du monde 2026. La politique tarifaire de la FIFA aurait également un impact environnemental dans cette édition 2026.

ESPAGNE

Yamal et Williams se sont entraînés normalement

Les deux joueurs de la sélection espagnole de football: Lamine Yamal et Nico Williams, touchés à la cuisse, se sont entraînés normalement jeudi avec le groupe, à cinq jours de son entrée en lice à la Coupe du monde 2026 contre le Cap-Vert. Comme le reste de l'équipe, hormis Victor Munoz absent, les deux attaquants ont participé à l'exercice du "toro" pendant les quinze minutes ouvertes à la presse au camp de base de la Roja à Chattanooga (Tennessee). Ils n'ont pas semblé gênés. Leur retour à l'entraînement avait été célébré quelques minutes avant par leurs coéquipiers par une petite haie d'honneur. Touchés tous deux à une cuisse, ils n'avaient pas fait le déplacement au Mexique pour le dernier match amical contre le Pérou (3-1), restant à l'hôtel à Chattanooga. Toutefois ils avaient déjà participé aux quinze premières minutes de l'entraînement samedi. Ils "seront disponibles pour le prochain match", donc le début du Mondial, a assuré ce week-end le sélectionneur Luis de la Fuente. "C'est à Luis de décider quand le moment sera venu. C'est sa Coupe du monde et tout le monde veut l'aider", a dit mercredi le directeur technique de la fédération espagnole (RFEF), Aitor Karanka à propos de la titularisation du prodige du FC Barcelone lundi contre le Cap-Vert pour l'entrée en lice de la Roja.

ATHLÉTISME (MEETING D'OSLO)

Triki bat le record d'Algérie du triple saut

Dans une discipline où chaque centimètre compte, Yasser Mohamed Tahar Triki continue d'écrire l'une des plus belles pages de l'athlétisme algérien. À Oslo, face à l'élite mondiale du triple saut, l'Algérien a confirmé son statut en s'offrant un nouveau record national et une place sur le podium de la Ligue de Diamant.

Le triple sauteur algérien Yasser Mohamed Tahar Triki a réalisé une performance de premier ordre mercredi soir lors de la sixième étape de la Ligue de Diamant 2026, disputée dans la capitale norvégienne. Grâce à un bond de 17,43 mètres, il a décroché la troisième place du concours tout en améliorant le record national de la spécialité. Face à une concurrence particulièrement relevée, composée des meilleurs spécialistes mondiaux du triple saut, l'athlète algérien a une nouvelle fois démontré sa régularité au plus haut niveau. Son saut à 17,43 mètres lui a permis de monter sur le podium et de confirmer les progrès enregistrés ces dernières saisons. Cette performance revêt une importance particulière puisqu'elle constitue également un nouveau record d'Algérie. Une marque qui témoigne de l'excellente forme du sauteur algérien et de sa capacité à repousser ses limites dans les grands rendez-vous internationaux. Au-delà de l'aspect purement statistique, ce résultat permet égale-



ment à Triki d'engranger de précieux points dans la course au classement général de la Ligue de Diamant. Une compétition qui rassemble chaque année les meilleurs athlètes de la planète dans les différentes disciplines de l'athlétisme.

UNE PLACE SUR LE PODIUM PROVISOIRE

À l'issue de cette sixième étape, Yasser Triki occupe désormais la troisième place du classement provisoire du triple saut masculin avec un total de 10 points. Il se retrouve derrière l'Italien Andy Díaz Hernández et le Jamaïcain Jordan Scott, qui comptent chacun 15 points. Cette position au classement maintient intactes les ambitions de l'Algérien dans la pers-

pective des prochaines étapes du circuit. Avec plusieurs meetings encore au programme, la lutte pour les premières places reste largement ouverte et chaque concours pourrait s'avérer déterminant. En s'imposant une nouvelle fois parmi les meilleurs triple sauteurs du monde, Yasser Triki confirme qu'il demeure l'une des principales chances de podium de l'athlétisme algérien sur la scène internationale. Une dynamique encourageante à l'approche des grandes échéances de la saison. À Oslo, Triki n'a pas seulement battu un record national ; il a surtout envoyé un message clair à ses rivaux : l'Algérien entend bien jouer les premiers rôles jusqu'au bout.

Mohamed Amine Toumiat

MONDIAL 2027 DE HANDBALL

L'Algérie dans le groupe F

Le verdict du tirage au sort du Championnat du monde 2027 est tombé mercredi à Munich. L'Algérie évoluera dans le groupe F aux côtés de Portugal, de la Pologne et des îles Féroé. Un rendez-vous de haut niveau qui servira de premier grand

test au nouveau sélectionneur national Raül Alonso Sanguino. Le Sept national connaît désormais ses adversaires pour le Championnat du monde de handball 2027, prévu du 13 au 31 janvier prochains. À l'issue du tirage au sort effectué mercredi en Allemagne, l'Algérie a hérité du groupe F, en compagnie du Portugal, de la Pologne et des îles Féroé. Une poule jugée difficile, mais qui demeure abordable pour une sélection algérienne en quête de renouveau. Versés dans le chapeau 4 avant le tirage, les Verts ont évité certaines grandes puissances de la discipline comme le Danemark, la France ou encore la Suède. Ils devront toutefois faire face à un Portugal en pleine ascension sur la scène mondiale, ainsi qu'à une équipe de Pologne toujours redoutable grâce à son expérience des grandes compétitions interna-

tionales. La présence des îles Féroé constitue également un élément à prendre au sérieux. Longtemps considérée comme une nation émergente, cette sélection a réalisé des progrès remarquables ces dernières années et s'impose désormais comme un adversaire capable de rivaliser avec plusieurs formations européennes de premier plan.

ALONSO RESTE LUCIDE

Réagissant au tirage au sort, le sélectionneur national Raül Alonso Sanguino n'a pas caché la difficulté de la mission qui attend ses joueurs. Le technicien espagnol a estimé que l'Algérie se retrouvait dans un groupe relevé face à des équipes possédant une solide expérience et un important potentiel physique et technique. Nommé récemment à la tête des Verts, Alonso a néanmoins affiché sa confiance

dans les capacités de son groupe. Pour lui, la priorité est aujourd'hui de construire une identité de jeu claire, renforcer la cohésion de l'effectif et poursuivre le travail de développement collectif entrepris depuis son arrivée. Le sélectionneur considère cette compétition comme une occasion importante pour relancer le handball algérien sur la scène internationale. Il estime qu'une préparation optimale et des performances à la hauteur des attentes permettront à l'équipe nationale de rivaliser avec chacun de ses adversaires et de défendre dignement les couleurs nationales.

L'Algérie abordera ainsi ce Mondial avec ambition et détermination. Reste désormais à transformer ce groupe exigeant en opportunité pour écrire une nouvelle page de son histoire.

M. A. T.

OLYMPIQUE AKBOU

Bousseliou Khaled s'engage pour deux saisons

L'Olympique Akbou a officialisé ce mercredi, l'arrivée de l'attaquant Bousseliou Khaled, qui s'est engagé pour les deux prochaines saisons avec le club de Ligue 1 mobilis de football. Le joueur rejoint officiellement les rangs de l'Olympique Akbou après l'achèvement de l'ensemble des procédures administratives nécessaires à son transfert, ajoute la même source. L'attaquant de l'USM Alger signe ainsi son retour dans le championnat d'Algérie de Ligue 1 Mobilis après une brève expérience dans le championnat libyen avec la formation d'Al-Ittihad. La direction du club a souhaité la bienvenue à sa nouvelle recrue et lui a adressé ses vœux de réussite sous les couleurs bleu et blanc. La présentation officielle de Bousseliou Khaled sera dévoilée prochainement sur les différentes plateformes de communication du club, conclut le communiqué de l'O.Akbou.

LIGUE 2 AMATEUR 2026/2027 La LNFA dévoile la composante des deux groupes

Le Bureau exécutif de la Ligue nationale du football amateur (LNFA) a tenu, jeudi, une réunion consacrée à l'évaluation du bilan de la saison sportive 2025-2026 et à l'examen des préparatifs liés au prochain exercice 2026-2027, a indiqué l'instance dirigeante de la compétition sur son site officiel. La réunion, présidée par le président de la Ligue, Ahmed Kherchi, a débuté par une présentation détaillée des différents aspects organisationnels, techniques et administratifs ayant marqué la saison écoulée. Les participants ont passé en revue les principaux indicateurs et résultats enregistrés, tout en saluant les efforts consentis par l'ensemble des acteurs ayant contribué au bon déroulement du championnat national ainsi que des compétitions des catégories seniors et jeunes. Les membres du Bureau exécutif ont également examiné le dossier relatif à la composition des groupes du championnat de Ligue 2 amateur pour la saison 2026-2027. Il a été décidé de maintenir inchangée la configuration des deux groupes, avec validation de la répartition des clubs promus du championnat Inter-régions ainsi que des équipes reléguées de la Ligue professionnelle de football entre les deux poules. A l'issue des travaux, le président de la Ligue, Ahmed Kherchi, a insisté sur la nécessité de poursuivre le travail dans le respect des principes de transparence et de bonne gouvernance, tout en mobilisant les moyens nécessaires pour assurer un lancement réussi de la nouvelle saison sportive. Il a ajouté que la Ligue poursuivra ses efforts visant à développer le football amateur et à rehausser le niveau de la compétition nationale, conformément aux objectifs fixés pour le prochain exercice et dans l'intérêt du football algérien.

Composition des deux groupes :

- **Groupe Centre-Ouest** : WA Tlemcen, JSM Tiaret, USM El-Harrach, ES Mostaganem, WA Mostaganem, ASM Oran, RC Arbaa, RC Kouba, NA Hussein-Dey, MC Saida, MC El-Bayadh, ESM Koléa, GC Mascara, JRB Taghit (promu), IRB Sidi Mhamed Benali (promu), USM Blida (promu)

- **Groupe Centre Est** : US Chaouia, MO Constantine, MO Bejaia, CA Batna, Paradou AC, CR Béni Thour, NRB Telegma, NC Magra, NRB Béni Oulbane, USM Annaba, MSP Batna, JSD Jijel, AS Khroub, IRB Nezla (promu) JS Azazga (promu), JSM Skikda (promu).

RUGBY À SEPT

Un tournoi national le 20 juin à Oran

Un tournoi national de rugby à sept, réservé aux catégories U18 et seniors (messieurs), se déroulera le 20 juin prochain au stade du Village méditerranéen d'Oran, a-t-on appris jeudi auprès de la Fédération algérienne de rugby. Cette manifestation sportive, organisée par la Fédération algérienne de rugby en coordination avec la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran, réunira huit équipes dans la catégorie U18 et huit autres chez les seniors, représentant les wilayas d'Alger, Béjaïa, Blida, Bouira, M'Sila, Sidi Bel-Abbes et Oran. La compétition se disputera selon une formule à deux groupes, dans lesquels les équipes s'affronteront sous forme de mini-championnat. Les deux premiers de chaque poule, aussi bien en U18 qu'en seniors, accéderont aux demi-finales. Les rencontres des demi-finales et les finales sont programmées dans l'après-midi pour clôturer ce tournoi national.

MC ALGER

Le départ de Larbi Tabti officialisé

Le MC Alger, triple club champion d'Algérie en titre, a annoncé mercredi le départ de son milieu de terrain Larbi Tabti, dont le contrat est arrivé à terme cet été et qui ne sera pas reconduit pour un nouveau bail. "La direction du MCA remercie Larbi Tabti pour tout ce qu'il a apporté pendant les deux ans et demi passés au club. Il a toujours été un joueur exemplaire, sur et en dehors du terrain. Aujourd'hui, il part avec les honneurs et avec cinq titres majeurs dans ses bagages. Nous lui souhaitons bonne chance pour la suite de sa carrière" a indiqué le club algérois dans un communiqué, diffusé sur les réseaux sociaux.

SELON LE DG DE L'AGENCE SANITAIRE DE L'UNION AFRICAINE

L'épidémie d'Ebola en Ouganda est "sous contrôle"

L'épidémie d'Ebola en Ouganda est "sous contrôle", a affirmé, jeudi, le directeur général de l'agence sanitaire de l'Union africaine (Africa CDC), Jean Kaseya, qui a salué le suivi des cas contacts dans ce pays où 19 cas, dont deux décès, ont été recensés en près d'un mois. "L'épidémie est réellement sous contrôle en Ouganda", a déclaré M. Kaseya, ajoutant que la capitale Kampala, outre les 19 cas, a recensé 792 cas contacts, tous "sous surveillance active".



PH: DFI

"L'Ouganda fait un excellent travail", a-t-il poursuivi. En visite lundi en Ouganda, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) Tedros Adhanom Ghebreyesus avait lui aussi loué la stratégie de Kampala, pointant notamment un "taux de létalité (...) inférieur à 1%". La République démocratique du Congo (RDC), épicentre de l'épidémie, a déclaré le 15 mai une épidémie de fièvre hémorragique provoquée par le virus Bundibugyo, pour lequel il n'existe ni traitement spécifique. Plus

de 635 cas y ont été confirmés, dont 127 décès dans ce pays de plus de 100 millions d'habitants. L'Ouganda voisin avait également confirmé le 15 mai la présence d'Ebola sur son territoire. La majorité des cas recensés sont des ressortissants congolais. Selon l'agence sanitaire de l'Union africaine, chaque cas confirmé doit entraîner le recensement d'au moins 40 cas contacts. En RDC, alors que plus de 600 cas ont été confirmés, un peu moins de 5.000 cas contacts ont été identifiés alors "qu'environ 24.000 personnes" devraient figurer sur cette liste, selon Jean Kaseya. "Si nous ne faisons pas de suivi, cela signifie qu'il existe

un risque énorme de transmission continue au sein de la communauté" en RDC, a-t-il dit. L'épicentre de l'épidémie en RDC se trouve dans la province orientale de l'Ituri, difficilement accessible en raison du mauvais état des routes et de l'insécurité entretenue par les groupes armés. M. Kaseya a plaidé pour un cessez-le-feu dans l'Est de la RDC "sinon, l'épidémie se poursuivra, et elle ne fera aucune distinction entre les rebelles et les non-rebelles", a-t-il prévenu. L'OMS a déclenché une alerte sanitaire internationale. Elle estime que le risque pour la santé publique est très élevé en RDC, élevé au niveau régional et faible au niveau mondial.

Ebola, qui se transmet par contact rapproché et par les fluides corporels, a tué plus de 15.000 personnes en Afrique au cours des 50 dernières années.

RDCongo : neuf centres de lutte ouverts

Neuf centres spécialisés dans la lutte contre la propagation de la fièvre Ebola ont été mis en place dans la province de l'Ituri, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a rapporté le portail Actualité jeudi. "La province de l'Ituri renforce son dispositif de riposte contre la maladie à virus Ebola avec la mise en service de huit Centres de traitement Ebola (CTE) déjà opérationnels, auxquels viendra s'ajouter une nouvelle structure en construction à Nyankunde", a indiqué le site. "Cette évolution intervient dans un contexte où la province demeure l'épicentre de la 17ème épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo, avec une pression persistante sur les structures sanitaires", a-t-il souligné. Le nombre de cas confirmés d'Ebola en RDCongo est passé à 635, dont 127 décès, selon le dernier rapport de situation publié mercredi par les autorités sanitaires.

L'épidémie actuelle, due au Bundibugyo ebolavirus, a été officiellement déclarée le 15 mai. Il s'agit de la 17ème épidémie d'Ebola enregistrée en RDC depuis la découverte du virus dans le pays en 1976.

R.I.

CENTRAFRIQUE

Plus de 2 millions de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire aiguë

Plus de deux millions de personnes, soit près d'un tiers de la population de la République centrafricaine, sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et nécessitent une assistance urgente, ont indiqué, mardi, les Nations unies. Selon la dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), 2,01 millions de personnes sont actuellement classées en phase de crise ou pire (Phase 3 ou plus). Parmi elles, environ 262.000 personnes se trouvent en situation d'urgence (Phase 4) tandis que 1,75 million sont en phase de crise (Phase 3).

Le rapport souligne que les personnes déplacées internes, les réfugiés, les communautés hôtes ainsi que les ménages pauvres dépendant principalement des marchés pour leur approvisionnement alimentaire figurent parmi les catégories les plus touchées. L'analyse révèle également que 18 sous-préfectures enregistrent des taux particulièrement élevés d'insécurité alimentaire aiguë, avec au moins la moitié de leur population confrontée à une situation de crise ou pire. Les sous-préfectures de Mingala, Zangba et Ouandja figurent parmi les zones les plus affectées, où plus de 55 % des habitants sont concernés. L'ONU, à travers ses agences, attribue cette situation à plusieurs facteurs, notamment la hausse persistante des prix des denrées alimentaires, la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages, l'accès limité aux marchés et l'insuffisance des stocks alimentaires. Ces difficultés sont aggravées par l'insécurité persistante, les déplacements de populations et les fragilités structurelles de l'éco-

nomie nationale. Les chocs climatiques, tels que les inondations, outre les maladies, continuent également de compromettre la production agricole et la disponibilité alimentaire. Toutefois, l'IPC relève une amélioration modérée par rapport aux projections publiées en octobre 2025, lorsque 2,2 millions de personnes, soit 35 % de la population, étaient classées en phase 3 ou plus.

Cette évolution représente une baisse d'environ 288.000 personnes exposées à une insécurité alimentaire aiguë. Selon les Nations unies, cette amélioration s'explique notamment par de meilleures pers-

pectives de production agricole, des opportunités accrues de travail et de subsistance, ainsi qu'un niveau d'assistance humanitaire supérieur aux prévisions initiales pour la période d'avril à août 2026. Malgré cette tendance positive, les agences de l'ONU mettent en garde contre la persistance de nombreux facteurs de risque susceptibles d'aggraver la situation. Elles citent notamment la poursuite des conflits armés, les déplacements continus de population, la cherté des denrées alimentaires et du carburant, ainsi que la dégradation des infrastructures routières.

R.I.

TCHAD

31 personnes interpellées après des affrontements intercommunautaires

Trente et une personnes ont été interpellées pour détention d'armes à feu, de munitions et d'armes blanches suite aux affrontements survenus les 4 et 5 juin dans la province tchadienne du Mayo-Kebbi Est (est), selon une source judiciaire. Lors d'un point de presse tenu à Bongor, chef-lieu de cette province, Mahamat Abdou Issa, le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bongor, a indiqué que les affrontements, qui auraient éclaté après la dévastation d'un champ par un troupeau, ont fait dix morts, plusieurs blessés, 219 chambres et cases incendiées, ainsi que de biens volés. Fuyant ces violences, plusieurs familles ont quitté la zone des combats pour se réfugier dans des écoles et dans l'église catholique de Djoumane, selon des sources médiatiques locales. Les autorités locales n'ont pas encore communiqué sur les mesures prises pour sécuriser la zone et faciliter le retour des déplacés. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs, liés à l'accès aux terres et aux couloirs de transhumance, se produisent souvent dans plusieurs provinces du sud du Tchad, notamment en début de campagne agricole.

R.I.

GUINEE

Le bilan de l'éboulement d'une mine artisanale grimpe à 11 morts

L'éboulement d'une mine artisanale lundi dans le nord-est de la Guinée a fait au moins 11 morts et de nombreux disparus, ont indiqué mardi les secours. L'accident a eu lieu sur un site d'orpaillage artisanal dans la commune de Kintignan, dans le nord-est du pays. "Au moins onze personnes ont perdu la vie, quatre autres ont été blessées et plusieurs restent encore portées disparues", a indiqué un responsable de la Croix Rouge locale. Sur le terrain, les opérations de recherche se poursuivaient mardi pour tenter de retrouver d'éventuels survivants ou d'autres victimes ensevelies sous les décombres. Les autorités ont renforcé le dispositif de sécurité autour du site pour faciliter les opérations de secours et préserver l'ordre sur les lieux. Des accidents meurtriers dans les mines artisanales sont régulièrement signalés dans ce pays ouest-africain où des orpailleurs prennent des risques considérables, sans aucune protection, dans l'espoir de trouver de l'or.

R.I.

NIGERIA

4 morts et 24 blessés lors du déraillement d'un train

Au moins quatre personnes ont trouvé la mort et 24 autres ont été blessées lors du déraillement d'un train de voyageurs dans la région du Delta, dans le sud du Nigeria, a déclaré mardi un haut responsable des Transports. Funsho Adebiyi, secrétaire permanent du ministère fédéral des Transports, a déclaré lors d'une conférence de presse à Abuja qu'au total 482 personnes, dont 442 passagers et 40 membres d'équipage, se trouvaient à bord du train Warri-Itakpe lorsque l'accident s'est produit près d'Agbor, dans l'Etat du Delta, lundi. Les premières constatations ont montré que quatre wagons se sont renversés et qu'un wagon a déraillé.

R.I.

MAURICE

Le MAE dément un prétendu projet américain d'achat de l'archipel des Chagos

Le ministre mauricien des Affaires étrangères, Dhananjay Ramful, a déclaré mercredi n'avoir "à aucun moment" entendu le président américain Donald Trump exprimer son intention d'acheter l'archipel des Chagos, qualifiant ainsi de "fake news" les informations faisant état d'un projet américain en ce sens. Le quotidien britannique The Telegraph avait affirmé dimanche dernier que l'administration Trump envisageait un plan visant à "acheter" l'archipel des Chagos afin de prendre le contrôle de Diego Garcia, la base militaire stratégique utilisée conjointement par les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

R.I.

L'APPROCHE EST FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS PLUTÔT QUE SUR L'ASSISTANCE

L'ONU appelle à la poursuite du progrès en faveur des personnes handicapées

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a mis en garde, mardi à New York, contre un essoufflement des progrès réalisés en matière de droits des personnes handicapées, malgré les avancées enregistrées durant les deux dernières décennies grâce à la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

S'exprimant à l'ouverture de la 19e session de la Conférence des Etats parties à la Convention, qui se tient au siège de l'ONU jusqu'à jeudi, M. Guterres a salué les progrès accomplis depuis l'adoption de ce traité international en 2006. Il a souligné que la Convention, ratifiée par 192 Etats et une organisation régionale, a "contribué à faire évoluer la perception du handicap, en privilégiant une



PH: DR

approche fondée sur les droits humains plutôt que sur l'assistance". Il a relevé que plus de 90 % des pays disposent désormais de lois garantissant les droits des personnes handicapées, tandis que près de 80 % interdisent les discriminations à l'embauche et que les trois quarts ont adopté des

mesures favorisant l'inclusion des élèves et étudiants handicapés. "Ces avancées ont permis à des millions de personnes d'accéder davantage à l'éducation, à l'emploi et à une plus grande autonomie", a-t-il fait observer. Toutefois, M. Guterres a estimé que les progrès "demeurent insuffisants"

face aux défis persistants, rappelant que les personnes handicapées "continuent d'accuser un retard sur la quasi-totalité des indicateurs liés aux Objectifs de développement durable (ODD)". Le secrétaire général de l'ONU a également averti que les conflits, les catastrophes climatiques et la hausse du coût de la vie affectent de manière disproportionnée les personnes handicapées, souvent parmi les premières à perdre leur emploi ou l'accès aux services essentiels lors des crises. La conférence met l'accent sur trois priorités : la lutte contre les violences, le renforcement des systèmes de soutien et de soins, ainsi que la participation à la vie publique. Concernant les violences, M. Guterres a dénoncé une "situation préoccupante", citant des données onusiennes selon lesquelles "un tiers des enfants handicapés sont victimes de négligences ou de violences émotionnelles et physiques". Il a appelé à ce propos, les Etats à renforcer les mécanismes de signalement et à garantir un accès effectif à la justice pour les victimes. **R.I.**

AMÉRIQUE CENTRALE

Quatre pays en alerte à l'approche de la tempête tropicale Cristina

Quatre pays d'Amérique centrale ont été placés en état d'alerte à l'approche de la tempête tropica-

le Cristina, formée lundi dans l'océan Pacifique, ont annoncé les autorités de protection civile.

Le Salvador et le Guatemala ont décrété l'alerte orange face aux risques d'inondations, de glissements de terrain et d'autres phénomènes liés aux fortes précipitations attendues. Le ministère de l'Éducation salvadorien a même ordonné la fermeture des établissements scolaires mardi et mercredi à titre préventif. Le directeur de la Protection civile salvadorienne, Luis Alonso Amaya, a indiqué que 180 centres d'hébergement avaient été préparés afin d'accueillir d'éventuelles personnes déplacées au cours des prochains jours.

Au Guatemala, la Coordination nationale pour la réduction des catastrophes a averti que les pluies les plus importantes devraient toucher les zones côtières, l'Altiplano central ainsi que les vallées orientales du pays. Au Nicaragua, la coprésidente Rosario Murillo a appelé les habi-

tants à éviter les zones côtières, soulignant que les précipitations se sont intensifiées depuis dimanche. De son côté, le Honduras a placé neuf départements en alerte verte (niveau de vigilance), selon la Commission permanente des contingences (Copeco). Dans son dernier bulletin, le National Hurricane Center (NHC), basé à Miami, a indiqué que Cristina se rapprochait des côtes d'Amérique centrale avec des vents soutenus atteignant 75 km/h.

Selon les prévisions du NHC, la tempête devrait longer les côtes du Nicaragua, du Honduras et du Salvador jusqu'à mardi. Avec une superficie de plus de 520.000 km² et près de 50 millions d'habitants, l'Amérique centrale figure parmi les régions les plus exposées aux phénomènes météorologiques extrêmes. Elle est également située sur la ceinture de feu du Pacifique, une zone marquée par une forte activité sismique et volcanique. **R.I.**

PEROU

Le candidat Roberto Sanchez en tête d'une présidentielle serrée

Le candidat de gauche Roberto Sanchez a pris lundi la tête du dépouillement du second tour de l'élection présidentielle au Pérou, dépassant de peu la candidate conservatrice Keiko Fujimori, dans un scrutin serré. Après dépouillement de près de 95% des bulletins, Roberto Sanchez recueillait en fin d'après-midi 50,1% des voix, contre 49,9% pour Keiko Fujimori, selon les

chiffres de l'Office national des processus électoraux (ONPE). Pour qu'un vainqueur soit proclamé, il faudra examiner des procès-verbaux contestés représentant quelque 450.000 votes, ce qui pourrait prendre plusieurs jours. "Nous sommes très confiants et optimistes", a déclaré Roberto Sanchez, soulignant toutefois attendre que l'intégralité des bulletins soient décomptés. Peu avant,

Keiko Fujimori avait également appelé au calme. "Nous devons attendre jusqu'à la fin", a estimé la fille de l'ancien président Alberto Fujimori (1990-2000). Elle a appelé à "la patience et la sérénité" et promis de "respecter le résultat, quel qu'il soit". Plus de 27,3 millions de citoyens étaient appelés aux urnes dimanche pour élire le prochain président du Pérou pour le mandat 2026-2031. **R.I.**

INTEMPÉRIES EN AFGHANISTAN

Plus de 300 morts en dix semaines

Les intempéries ont fait au moins 301 morts et 385 blessés, et causé des dégâts considérables en Afghanistan, durant les dix dernières semaines, ont rapporté mardi des médias, citant l'Office national de gestion des catastrophes. Selon un porte-parole de l'office, les intempéries ont lourdement endommagé les infrastructures. Environ 2.000 maisons ont été entièrement détruites et près de 7.200 autres partiellement endommagées. Quelque 580 kilomètres de routes ont été emportés et 12.300 hectares de terres agricoles ont été inondés ou détruits, a-t-il indiqué, ajoutant qu'au total, 18.800 foyers ont été touchés à travers le pays. **R.I.**

INDONESIE

Un séisme frappe les îles Talaud

Un séisme d'une magnitude de 5,1 a secoué les îles Talaud, en Indonésie, mardi à 17h40 GMT, a indiqué le Centre allemand de recherche en géosciences (GFZ). L'épicentre, situé à une profondeur de 73,4 km, a été initialement localisé à 4,96 degrés de latitude nord. **R.I.**

PAKISTAN

Huit terroristes éliminés dans le nord-ouest du pays

Huit terroristes ont été éliminés par les forces de sécurité pakistanaïses, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest du Pakistan, ont rapporté mardi des médias locaux. Les terroristes ont été abattus alors qu'ils tentaient de s'emparer d'un poste de contrôle, ont indiqué les mêmes sources, ajoutant que six agents de la police fédérale ont été également tués lors de cette attaque. Les faits se sont produits dans le district de Peshawar, frontalière de l'Afghanistan. La tentative de prise de contrôle a été déjouée, et huit terroristes ont été tués par les tirs de riposte. Quatre agents de police ont été blessés et trois ont été pris en otage également. **R.I.**

ROYAUME-UNI

Trois blessés dans une attaque au couteau dans un collège, une élève arrêtée

Une élève a été arrêtée mardi après que trois personnes ont été blessées au couteau au niveau d'un collège dans une petite ville de l'agglomération de Manchester (nord de l'Angleterre), a indiqué la police locale. L'établissement scolaire s'est placé en confinement par précaution. "Des policiers interviennent actuellement à la suite d'un incident survenu dans un établissement scolaire de Plant Hill Road, à Blackley, où une élève a été arrêtée", a indiqué la police du Grand Manchester dans un communiqué. Elle ne précise pas si l'attaque s'est déroulée à l'intérieur ou devant l'école, ni l'identité des trois personnes blessées, mais affirme que leurs blessures "ne sont pas considérées comme graves à ce stade". Le gouvernement britannique a déclaré "crise nationale", face à l'ampleur des violences à l'arme blanche impliquant les jeunes ces dernières années. **R.I.**

CHILI

Plus de 100 tonnes de drogues saisies dans des chargements de bois

Les autorités chiliennes ont saisi plus de 100 tonnes de drogues dissimulées dans des chargements de bois à destination de l'Europe, a annoncé lundi le gouvernement, se félicitant d'"un coup historique porté au crime organisé". "Grâce à un travail conjoint du parquet, de la police maritime et des douanes, 1.080 tonnes de bois imprégnées de différentes drogues ont pu être saisies, un coup historique porté au crime organisé dans notre pays", a salué le gouvernement dans un communiqué. Avec plus de 100 tonnes de stupéfiants, "il s'agit de la plus importante saisie (de ce type) dans l'histoire du Chili", a ajouté le gouvernement, précisant que le bois était imprégné principalement de cocaïne et de kétamine. Si la drogue était arrivée à destination, elle aurait dû être extraite par "des procédés chimiques avancés qui nécessitent des laboratoires spécialisés", selon les douanes, estimant la valeur de la marchandise à plus de 8,3 milliards de dollars sur le marché européen. Le chiffre pourrait encore augmenter, car des conteneurs suspects restent à examiner. L'opération s'est déroulée dans les ports de San Antonio et Valparaiso (centre), ainsi que dans celui d'Arica (nord). **R.I.**



JOURNÉE MONDIALE DES DONNEURS DE SANG

Un geste solidaire aux multiples bienfaits

Célébrée ce dimanche 14 juin, la Journée mondiale des donneurs de sang est l'occasion de rappeler l'importance de ce geste de solidarité qui permet de sauver des millions de vies à travers le monde.

Au-delà de son rôle essentiel pour les patients ayant besoin de transfusions sanguines, le don de sang présente également plusieurs bénéfices pour la santé et le bien-être des donneurs. Le don de sang favorise d'abord le renouvellement des cellules sanguines. Après chaque prélèvement, l'organisme active naturellement ses mécanismes de compensation afin de produire de nouvelles cellules, contribuant ainsi au maintien d'un bon équilibre physiologique. Les spécialistes soulignent également que les dons réguliers peuvent contribuer à prévenir la surcharge en fer dans l'organisme.



Cette accumulation excessive de fer, appelée hémochromatose, peut entraîner diverses complications. En réduisant les réserves de fer, le don de sang aide à limiter les risques liés à cette affection. Le maintien d'un taux de fer équilibré est, par ailleurs, associé à une diminution de certains risques pour la santé. Plusieurs études suggèrent qu'une surcharge en fer peut favoriser l'apparition de certaines maladies chroniques. Le don de sang participe ainsi à la régulation de ce taux et à la préservation de la santé

générale. Cette réduction des réserves excessives de fer peut également avoir des effets bénéfiques sur la santé cardiovasculaire et hépatique. En limitant l'accumulation de fer dans des organes tels que le cœur, le foie ou le pancréas, le don de sang contribue à réduire les risques de certaines complications pouvant affecter ces organes. Par ailleurs, un don de sang permet de dépenser plusieurs centaines de calories, ce qui peut constituer un apport complémentaire dans le cadre d'un mode de vie sain. Toutefois,

il ne saurait remplacer une alimentation équilibrée et une activité physique régulière. Les donneurs bénéficient également d'un suivi sanitaire de base avant chaque prélèvement. La mesure de la tension artérielle, du pouls et du taux d'hémoglobine permet de vérifier leur aptitude au don et peut parfois contribuer à détecter certains problèmes de santé nécessitant une attention médicale. Enfin, les bienfaits du don de sang ne se limitent pas à l'aspect physique. En accomplissant un acte citoyen et altruiste, les donneurs ressentent souvent un sentiment de satisfaction personnelle, de fierté et d'utilité sociale. Cette contribution directe au sauvetage de vies humaines renforce le bien-être psychologique et le sentiment d'appartenance à la communauté. À travers cette journée mondiale, les organismes de transfusion sanguine appellent ainsi les citoyens éligibles à rejoindre la chaîne de solidarité des donneurs, un geste simple qui peut faire toute la différence pour les patients en attente de sang.

L.Zeggane

EBOLA

Les CDC-Afrique et l'OMS mobilisent 518 millions de dollars pour renforcer la riposte sur le continent

Face à la recrudescence de l'épidémie d'Ebola causée par le virus Bundibugyo, les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC-Afrique) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont lancé un plan conjoint de préparation et de riposte couvrant la période de juin à novembre 2026. Doté d'un budget de 518 millions de dollars, ce dispositif vise à soutenir les pays africains dans la prévention, la détection précoce et la gestion des flambées épidémiques.

UNE STRATÉGIE CONTINENTALE COORDONNÉE POUR CONTENIR L'ÉPIDÉMIE

Les CDC-Afrique et l'OMS ont dévoilé un plan commun de six mois destiné à renforcer les capacités de réponse du continent africain face à l'épidémie d'Ebola en cours. Cette initiative repose sur une approche unifiée baptisée « Une seule riposte », associant gouvernements, partenaires internationaux et communautés locales autour d'une même stratégie. Le programme couvre plusieurs axes prioritaires, notamment la coordination des urgences sanitaires, la surveillance épidémiologique, les analyses en laboratoire, la prévention et le contrôle des infections, les soins cliniques, la mobilisation communautaire, la recherche, la logistique ainsi que le maintien des services de santé essentiels. Ce plan vient compléter les stratégies nationales déjà mises en œuvre par les gouvernements de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda, actuellement confrontés à la propagation du virus. Le Directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a souligné que la maîtrise de l'épidémie repose sur une coopération étroite entre les différents acteurs. Selon lui, seule une action coordonnée, menée sous la direction des pays concernés et soutenue par un financement durable, permettra d'endiguer efficacement la maladie. Il a également insisté sur le rôle central des communautés dans la réussite des opérations de traçage des contacts et dans l'adoption de pratiques sanitaires sûres. De son

côté, le Directeur général des CDC-Afrique, le Dr Jean Kaseya, a estimé que la vitesse de propagation du virus exige une réaction rapide et concertée à l'échelle du continent. Il a affirmé que ce plan fournit aux pays africains un cadre d'action clair pour sauver des vies, soutenir les États touchés et protéger les populations exposées au risque de contamination.

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE SANTÉ AFRICAINS

Au-delà de la gestion immédiate de la crise, le plan met l'accent sur la protection des populations vulnérables, le renforcement de la coopération transfrontalière et l'amélioration des capacités nationales de détection et d'intervention rapide face aux nouveaux cas. Les responsables sanitaires rappellent qu'aucun vaccin ni traitement spécifiquement homologué contre la souche Bundibugyo du virus Ebola n'est actuellement disponible. Dans ce contexte, le renforcement des systèmes de santé apparaît comme une priorité afin de garantir leur résilience face aux

urgences sanitaires. Les activités de préparation et de riposte sont déjà en cours dans les pays affectés ainsi que dans les États considérés à risque. Dix pays prioritaires bénéficient actuellement d'un appui renforcé destiné à améliorer leur niveau de préparation et à assurer une détection précoce des cas. Le plan insiste également sur la nécessité de maintenir les efforts déployés contre d'autres urgences sanitaires majeures, telles que la mpox, le choléra et la rougeole, afin d'éviter que la mobilisation contre Ebola ne compromette les programmes de santé publique en cours. Cette initiative intervient alors que les autorités de la République démocratique du Congo, avec l'appui des CDC-Afrique, de l'OMS et de leurs partenaires, intensifient les opérations visant à contenir la propagation du virus et à mettre un terme à l'épidémie. Les deux organisations appellent enfin les États membres à renforcer les dispositifs de surveillance aux points d'entrée, à améliorer la coordination régionale et à consolider la solidarité transfrontalière.

Ania. Nch

CHIRURGIE ORTHOPÉDIQUE ONCOLOGIQUE :

L'EHU d'Oran réussit une rare greffe prothétique totale du fémur

L'établissement hospitalo-universitaire (EHU) du 1er Novembre 1954 d'Oran a annoncé la réussite d'une intervention chirurgicale de haute technicité, considérée comme la deuxième du genre réalisée en Algérie. L'opération a consisté en un remplacement total du fémur par une méga-prothèse fémorale, une technique complexe relevant de la chirurgie orthopédique oncologique spécialisée. Cette intervention a été pratiquée sur une jeune patiente de 21 ans atteinte d'un sarcome d'Ewing localisé à l'extrémité inférieure du fémur droit. Diagnostiquée durant son adolescence, elle avait bénéficié d'un parcours thérapeutique comprenant une chimiothérapie néoadjuvante suivie d'une intervention chirurgicale lourde. À l'âge de 15 ans, la patiente avait subi une large résection tumorale associée à une reconstruction du genou droit à l'aide d'une méga-prothèse, dans le cadre du traitement de cette tumeur osseuse maligne. Au fil des années, et en raison de sa croissance, des complications mécaniques sont apparues, notamment un relâchement de la fixation fémorale ainsi qu'une fracture à la jonction entre les différents éléments de la prothèse et l'os résiduel.

L. Z.

PANNE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Le ministère de la Santé lance un plan de redressement et de modernisation

Le ministère de la Santé a dévoilé une batterie de nouvelles mesures visant à endiguer les pannes chroniques des équipements médicaux. Ce plan d'action prévoit l'accélération des opérations de maintenance, la sécurisation de l'approvisionnement en pièces de rechange ainsi que le déploiement d'une plateforme numérique dédiée au suivi des pannes. Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudène, a mis en lumière les causes profondes de ces défaillances à répétition qui paralysent le matériel médical, en particulier les appareils d'imagerie. Selon lui, le problème ne réside pas dans la qualité intrinsèque des équipements, mais découle plutôt des lenteurs administratives liées à la maintenance, des retards d'approvisionnement et d'un déficit d'encadrement technique. En réponse à une question parlementaire, le premier responsable du secteur a réaffirmé que le bon fonctionnement des équipements lourds demeure une priorité absolue pour son ministère, soulignant leur rôle pivot dans l'amélioration des prestations de soins et la prise en charge optimale des patients. Pour expliquer ces dysfonctionnements, le ministre a pointé du doigt plusieurs facteurs critiques. En tête de liste : le retard accumulé dans la conclusion ou le renouvellement des contrats de maintenance avec les opérateurs économiques et leurs représentants officiels. À cela s'ajoutent les délais d'acquisition des pièces de rechange indispensables, lourdement impactés par les procédures administratives d'approvisionnement. Le ministre a également déploré des carences flagrantes dans l'application des programmes de maintenance préventive au sein de certains établissements hospitaliers. Une situation imputable, selon lui, à la faiblesse technique des équipes locales de maintenance et à la mauvaise manipulation de certains appareils de haute technologie, souvent due à un manque de qualification et de formation du personnel. Face à ces défaillances, le ministère a d'ores et déjà réagi en émettant des directives fermes pour accélérer la signature des contrats de maintenance et renforcer les protocoles de révision préventive. L'objectif est d'instaurer des mécanismes de suivi périodique capables de détecter les premiers signes de panne avant qu'ils ne provoquent l'arrêt total des machines. De plus, des mesures ont été prises pour lever les obstacles qui freinent la disponibilité des pièces de rechange. Ait Messaoudène a notamment annoncé une coordination accrue avec les secteurs concernés afin de fluidifier l'approvisionnement des hôpitaux. Un nouveau cadre réglementaire est en cours d'élaboration pour faciliter l'importation de ces composants essentiels et garantir ainsi la continuité des interventions techniques. Sur le front de la modernisation, le ministre a révélé la mise en service, depuis février dernier, d'une plateforme numérique centralisée. Cet outil permet désormais de déclarer les pannes en temps réel, de suivre l'exécution des contrats de maintenance et d'assurer une gestion rigoureuse du parc médical. Ce dispositif devrait fournir des données instantanées et précises, permettant des interventions plus rapides et une prise en charge efficace des anomalies.

Ania Nch

LES INNOVATIONS QUI FAÇONNENT LE MONDE DE DEMAIN

Intelligence artificielle, santé connectée, robotique et souveraineté numérique

L'année 2026 s'impose comme une période charnière pour l'industrie technologique mondiale. Alors que l'intelligence artificielle bouleverse les modèles économiques traditionnels, de nouveaux équipements connectés transforment la manière dont les individus surveillent leur santé, tandis que la robotique franchit des étapes qui semblaient encore relever de la science-fiction il y a quelques années.



Dans ce contexte de mutation accélérée, l'Algérie affirme progressivement sa place dans l'écosystème numérique international. L'émergence de modèles d'intelligence artificielle développés localement, la multiplication des partenariats technologiques, la participation aux grands rendez-vous mondiaux de l'innovation et l'essor d'une nouvelle génération d'entrepreneurs témoignent d'une dynamique nouvelle. De Ouargla à Londres, des laboratoires de recherche aux startups innovantes, la révolution numérique est désormais une réalité tangible. Cette page Tech revient sur les principaux événements et tendances qui marquent l'actualité technologique de l'année.

ARACODE-7B : QUAND L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE S'EXPORTE À L'INTERNATIONAL

Le développement d'un modèle de langage performant nécessite généralement des ressources considérables, des infrastructures de calcul avancées et des équipes hautement qualifiées. Pendant longtemps, ce domaine a été dominé par quelques géants technologiques américains et chinois. Pourtant, de nouvelles initiatives émergent aujourd'hui

dans plusieurs régions du monde, notamment en Afrique et dans le monde arabe. L'Algérie vient ainsi de franchir une étape importante avec AraCode-7B, un modèle d'intelligence artificielle développé à Ouargla. Cette innovation constitue l'une des réalisations technologiques les plus remarquables de l'année pour l'écosystème numérique national. Conçu pour traiter efficacement l'arabe, le français et plusieurs variantes linguistiques utilisées dans la région, le modèle répond à un besoin souvent négligé par les grandes plateformes internationales. Les systèmes développés par les multinationales sont généralement optimisés pour les langues les plus utilisées à l'échelle mondiale, laissant parfois de côté les spécificités culturelles et linguistiques locales. AraCode-7B ambitionne précisément de combler cette lacune. Grâce à son architecture avancée, il peut générer du texte, analyser des contenus, assister les développeurs dans leurs projets informatiques et contribuer à diverses applications professionnelles. Les retombées potentielles sont nombreuses. Les administrations pourraient utiliser de tels modèles pour automatiser certaines tâches documen-

taires. Les universités pourraient bénéficier d'outils pédagogiques adaptés aux réalités linguistiques régionales. Les entreprises, quant à elles, pourraient développer des services numériques plus performants à destination de leurs clients. La reconnaissance internationale obtenue par ce projet représente également un signal positif pour l'ensemble de la communauté technologique algérienne. Elle démontre que les compétences locales sont capables de participer aux grandes avancées mondiales dans un secteur considéré comme stratégique. Au-delà de ses performances techniques, AraCode-7B symbolise l'émergence d'une nouvelle ambition : produire de la technologie et non plus seulement la consommer. Cette évolution pourrait contribuer à renforcer la souveraineté numérique nationale dans un contexte où les données et les algorithmes deviennent des ressources stratégiques. Dans ce contexte, l'Algérie dispose d'opportunités réelles pour renforcer sa place au sein de l'économie numérique mondiale. Les initiatives locales, les partenariats internationaux et l'émergence de nouveaux talents témoignent d'une dynamique encourageante.

VERS UNE SANTÉ PLUS CONNECTÉE

Partenariat entre Huawei et le ministère de l'Industrie pharmaceutique

La numérisation du secteur de la santé constitue l'un des défis majeurs des prochaines années. Face à l'augmentation des besoins médicaux et à la complexité croissante des chaînes d'approvisionnement pharmaceutiques, les technologies numériques apparaissent comme des outils indispensables.

C'est dans cette perspective que s'inscrit le partenariat entre Huawei et le ministère de l'Industrie pharmaceutique. Cette coopération vise à renforcer les capacités technologiques du secteur en s'appuyant sur des infrastructures numériques modernes et des solutions intel-

ligentes de gestion des données. La transformation numérique de l'industrie pharmaceutique ne se limite pas à la simple informatisation des procédures. Elle implique la mise en place d'écosystèmes complets capables d'assurer la traçabilité des produits, le suivi des stocks, l'optimisation des chaînes logistiques et la sécurisation des informations sensibles. Grâce à l'analyse avancée des données, les autorités peuvent également mieux anticiper les besoins du marché, identifier les risques de rupture de stock et améliorer la planification des approvisionnements. L'intelligence artificielle ouvre par ailleurs de nouvelles pers-

pectives. Les algorithmes sont désormais capables d'analyser des volumes considérables d'informations médicales afin de détecter des tendances, d'améliorer les diagnostics ou encore de contribuer à la recherche pharmaceutique. Dans plusieurs pays, les hôpitaux utilisent déjà des systèmes intelligents pour optimiser la gestion des rendez-vous, prédire les besoins en équipements ou faciliter la prise de décision clinique. Pour l'Algérie, l'enjeu est double : moderniser les infrastructures existantes tout en préparant l'intégration des technologies de demain. Cette stratégie pourrait contribuer à améliorer l'efficacité du

système de santé et à renforcer la compétitivité du secteur pharmaceutique national.

IA TOUR ALGÉRIE 2026 : RÉVÉLER LES TALENTS DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION

L'intelligence artificielle est devenue l'une des compétences les plus recherchées sur le marché mondial du travail. Les entreprises, les institutions publiques et les laboratoires de recherche multiplient les recrutements dans ce domaine afin d'accompagner leur transformation numérique. Dans ce contexte, l'IA Tour Algérie 2026 apparaît comme une initiative particulièrement importante.

NEW TECH

LES BAGUES CONNECTÉES

La santé numérique devient invisible

Après les smartphones, les montres intelligentes et les bracelets connectés, une nouvelle génération d'objets technologiques s'impose progressivement : les bagues intelligentes.

À première vue, ces dispositifs ressemblent à de simples accessoires de mode. Pourtant, ils embarquent des capteurs sophistiqués capables de mesurer plusieurs paramètres biologiques en temps réel. La fréquence cardiaque, la qualité du sommeil, la température corporelle ou encore les niveaux d'activité physique peuvent être suivis avec une précision croissante. Cette évolution répond à une tendance forte du marché : rendre la technologie moins visible tout en augmentant ses capacités. Les consommateurs recherchent désormais des outils capables de s'intégrer naturellement à leur quotidien sans perturber leurs habitudes. Les applications médicales sont particulièrement prometteuses. Certains dispositifs permettent déjà d'identifier des signes précoces de fatigue chronique, de stress ou de récupération insuffisante. À terme, ces données pourraient être utilisées pour développer une médecine davantage préventive que curative. Les professionnels de santé soulignent toutefois l'importance de protéger les données personnelles collectées par ces équipements. Les informations biologiques figurent parmi les données les plus sensibles et nécessitent des mécanismes de sécurité robustes. Malgré ces défis, le marché mondial des objets connectés de santé continue de croître rapidement et devrait connaître une expansion significative au cours des prochaines années.

ROBOTS HUMANOÏDES : L'IA PREND CORPS

Les robots humanoïdes représentent probablement l'une des innovations les plus fascinantes de la décennie. Pendant longtemps, leur développement a été freiné par des limitations techniques importantes. Les progrès récents de l'intelligence artificielle changent toutefois la donne. Des entreprises comme Tesla, Figure AI et plusieurs partenaires technologiques soutenus par Nvidia investissent massivement dans ce domaine. Leur objectif est de créer des robots capables d'effectuer des tâches complexes dans des environnements conçus pour les humains. Contrairement aux robots industriels traditionnels, ces machines peuvent se déplacer, manipuler des objets variés et interagir avec leur environnement de manière relativement autonome. Les applications potentielles sont nombreuses. Les entrepôts logistiques, les usines, les chantiers de construction ou encore certains établissements de santé pourraient recourir à ces assistants robotiques.

RTX SPARK : NVIDIA RAPPROCHE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DES UTILISATEURS

Depuis plusieurs années, le cloud domine l'univers de l'intelligence artificielle. Les entreprises s'appuient sur de gigantesques centres de données pour entraîner et exploiter leurs modèles. Cette approche présente toutefois certaines limites : coûts élevés, dépendance à des infrastructures distantes et préoccupations croissantes concernant la confidentialité des données. Avec RTX Spark, Nvidia cherche à promouvoir une autre vision : celle d'une intelligence artificielle exécutée localement.

Recette du jour



TAJINE EL HOUT

Ingrédients (4 personnes):

Pour les doigts de poisson:

- pour 6 personnes:
- 600 g de viande hachée
- 300 g de fromage râpé
- 2 oeufs
- 1 oignon râpé
- 1 bouquet de persil
- 4 à 5 belles gousses d'ail
- 1 cs de cumin
- 1 cc de poivre
- sel au goût, n'hésiter pas à goûter la viande du bout de la langue
- 3 à 4 cs de vinaigre c'est selon le degré de sa concentration et la quantité de la préparation

pour la panure:

- 5 à 6 cs de farine

- 2 petits oeufs
- 1 cc de vinaigre
- sel/poivre

Commencer par faire revenir les morceaux de viande avec l'oignon râpé dans le gras à feu doux jusqu'à ce que l'oignon fonde couvrir d'eau à niveau ajouter les bâtons de cannelle poivre et les pois chiches couvrir et laisser cuire la viande jusqu'à ce qu'elle soit bien tendre saler à ce moment retirer du feu et réserver

Préparation :

mélangeant la viande

hachée avec le fromage râpé, persil coupé fin, oignon râpé, la pincée de cannelle, poivre/sel, oeufs, la moitié des épices cumin et ail pilé, formez en des batonnets de la forme d'un doigt assez long, chauffer une friture qui ne doit pas être brûlante rouler les batonnets de viande sans la farine puis dans les oeufs battus à la fourchette, j'ai du rectifier cette étape, je me suis trompée de plats précédemment et pris le tajine el hout pour des belgnets de chou fleur pour la panure, un manque de concentration ! puis les passer dans un bain de friture chaud et non

brûlant, ne pas trop cuire! réserver après cuisson allumer sous la cocotte retirer les morceaux de viande, porter à ébullition la sauce, ranger les doigts de viande, ajouter de l'eau si c'est sec mais ça ne doit pas flotter dans la sauce qui doit être réduite l'autre moitié d'ail et de cumin, laisser mijoter 10 à 15 mn à feu doux puis placer les morceaux de viande dessus, rectifier l'assaisonnement verser le vinaigre dessus hors du feu secouer légèrement la cocotte votre plat est fini !!

Gâteau du Jour

Cheesecake Sans Cuisson au Citron

INGRÉDIENTS

Crème au citron:

- 60 ml de jus de citron
- 2 jaunes d'œufs
- Zestes d'un citron
- 50g de sucre granulé
- 30g de beurre
- 2 feuilles de gélatine

Base de biscuit:

- 220g de biscuit
- 110g de beurre fondu
- Une petite pincée de sel

Crème au Cream Cheese:

- 200g de fromage
- 200g de crème fraîche liquide

Crème au citron:

Commencez par placer les feuilles de gélatine dans un bol d'eau froide afin de les réhydrater.

Dans une casserole, placez les jaunes d'œufs, le sucre et le jus et zestes de citron et à l'aide d'un fouet, mélangez jusqu'à ce que vous ayez une texture homogène.

Retirez le fouet et utilisez une Maryse pour la suite.

Placez la casserole sur feu moyen et cuisez en remuant constamment jusqu'à ce que votre préparation épaississe et nappe la spatule. Dès que c'est fait, retirez la casserole immédiatement du feu. Ici, la cuisson se fait comme pour une crème anglaise, il ne faut pas que le mélange arrive à ébullition, mais il faut simplement épaissir la préparation. Pour cela la température du mélange ne doit pas dépasser 82°C.

Retirez du feu, ajoutez le beurre et mélangez jusqu'à ce qu'il soit complètement incorporé.

Essorez les feuilles de gélatine afin d'en retirer l'excédent d'eau,



ajoutez-les à la crème et mélangez jusqu'à ce qu'elles soient fondues et complètement incorporées.

Versez la crème dans un bol, recouvrez-la d'un film alimentaire directement à sa surface et réservez-la de côté afin qu'elle refroidisse.

Base de biscuit:

Dans un robot culinaire mixez les biscuits jusqu'à ce que vous ayez une poudre grossière et assez fine.

Ajoutez-y le beurre fondu et le sel et mélangez jusqu'à ce que le beurre soit bien réparti sur tout le mélange de biscuit écrasé.

Dans un moule de 20 cm de diamètre, placez le biscuit et répartissez-le uniformément sur le fond du moule puis en le remontant sur le bord du moule. Utilisez au début le dos d'une cuillère pour égaliser le fond du biscuit, et après pour le faire remonter sur le bord du moule, utilisez un verre.

Placez le moule au réfrigérateur, le temps de préparer la crème au Cream cheese.

Crème au Cream Cheese:

J'ai utilisé mon Kitchenaid pour préparer cette crème, mais vous pouvez très bien la faire à l'aide d'un batteur électrique.

Placez le cream cheese dans le bol du robot, et en utilisant la feuille, travaillez le cream cheese pour environ 3 à 4 minutes jusqu'à ce qu'il ait une texture aérée.

Ajoutez-y la crème au citron et mélangez jusqu'à ce que vous



avez une préparation homogène.

Dans un bol, placez la crème fraîche, et à l'aide d'un batteur électrique, fouettez la crème jusqu'à ce qu'elle soit montée.

À l'aide d'une Maryse, incorporez un premier tiers de la crème montée au mélange cream cheese-crème au citron en mélangeant délicatement en faisant des mouvements circulaires de haut en bas. Ajoutez le restant de crème montée et mélangeant juste ce qu'il faut pour avoir un mélange homogène.

Versez la préparation dans le fond de biscuit, étalez-la uniformément, puis lissez la surface.

Placez le cheesecake au réfrigérateur pour au moins 2 à 3 heures le temps que la crème prenne.

Au moment de servir, retirez du moule et décorez à votre guise: des lamelles de citron, des zestes de citron, etc.

Conseil du jour

LUTTER CONTRE LES CHEVEUX SECS

- Espacer ses shampoings. L'un des premiers gestes pour prévenir la sécheresse capillaire est d'espacer les shampoings.
- Éviter les colorations agressives.
- Limiter l'utilisation du lisseur et du sèche-cheveux.
- Couper les pointes.
- Laver à l'eau froide.

Le saviez-vous ?



L'ANCIEN MOI LE NOUVEAU MOI



ÉCORCES DE CITRON JETÉES DANS LE COMPOST



ÉCORCES DE CITRON LAISSÉES TREMPER PENDANT 2 SEMAINES AVEC 4 TARTES DE VINAIRES QUI DEVIENNENT

Bon à savoir !

LES BIENFAITS DU VINAIGRE DE CIDRE DE POMME
Les bienfaits du vinaigre de cidre de pomme pour la santé peuvent inclure : Peut améliorer les niveaux de glucose et d'insuline après avoir mangé des glucides. Peut augmenter la sensation de satiété et aider à réduire l'apport calorique. Peut réduire le poids et la graisse corporelle.

Astuce du Jour:

Pour monter des blancs en neige béton ou avoir une chantilly aérienne, commencez par battre les blancs d'œufs ou la crème à vitesse faible puis battre à puissance maximum quand la préparation commence à mousser.

CITATION DU JOUR

« Qui veut faire quelque chose trouve un moyen, qui ne veut rien faire trouve une excuse. »

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER

A : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »

Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42

Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

Impression :

- Centre : SIA - Est : SIE

- Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER
SAMEDI 13 JUIN 2026 - PRIX : KHOUYOUL - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Harab d'Hem a tout pour plaire

Après un mois d'arrêt les passionnés des paris, seront invités ce jour à l'hippodrome Abdelmadjid Aouchiche de Caroubier se sera le prix Khouyoul qui servira de support aux paris tiercé, quarté et quinté, une épreuve réservée aux chevaux de race arabe pure, le parcours retenu ni long et ni court de 1300 mètres, exigera des 12 coursiers autant de tenue que de vitesse, la condition de cette course s'adresse aux chevaux de 4 ans et plus, n'ayant pas totalisé la somme de 311 000 DA en gains et places depuis le 01/01/2026, avec une surcharge de 1 kg par tranche de 62 000 DA cumulé sur la même période de quoi équilibrer quelque peu les débats, cette confrontation s'annonce particulière, car nous avons 4 coursiers de l'hippodrome de Laghouat qui à notre avis ne feront pas le déplacement pour la simple présence, le reste des concurrents, tous stationnés à l'hippodrome organisateur, bien sûr l'excellent entraîneur A. Chellal visera les cinq marches du podium de ce pari, qui s'annonce particulier et difficile à déchiffrer, sauf que nous accordons la primauté aux coursiers robustes, comme par exemple les trois d'Hem, Harab, Hibr et Hadith qui vont certainement jouer les premiers rôles mais il serait hasardeux de négliger totalement la candidature d'outsiders susceptibles de profiter d'un déroulement de course favorable, la prudence reste donc de mise et le recours à des combinaisons élargies pour maximiser les chances.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. OYOUNKOU. Méfiance ! Cette vieille jument de 11 ans a les moyens de venir chambouler l'arrivée, surtout si elle prend un bon départ.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
MA. MOULINARI	1	OYOUNKOU	M. ZERNOUH	57	12	PROPRIÉTAIRE
A. DJOUDI	2	NACHID	AB. SEMGHOUNI	57	3	PROPRIÉTAIRE
MA. MOULINARI	3	RAAD BOUCHAKER	K. ATTIA	57	10	PROPRIÉTAIRE
M. BENAROUSSE	4	MAGE GAL	A. ATTIA	56	7	PROPRIÉTAIRE
MZ. METIDJI	5	HADITH D'HEM (0)	K. BAGHDAD	56	1	A. CHELLAL
MZ. METIDJI	6	HIBR D'HEM (0)	S. BENDJEKIDEL	56	9	A. CHELLAL
H. HOCIN EL MANS	7	GHARBI D'HEM	AEK. SALMI	56	4	A. CHELLAL
MZ. METIDJI	8	GAMRA D'HEM	H. BOUGHELLA	53	8	A. CHELLAL
S. AOUINA	9	HAZEM D'HEM	AM. BENAROUS	53	6	PROPRIÉTAIRE
R. BOUSSAA	10	AMEL EL HABIL	A. ROUIBAH	53	5	A. BOUSSAA
MZ. METIDJI	11	HARAB D'HEM	AP : Y. CHELLAL	52,5	2	A. CHELLAL
R. BOUSSAA	12	AIMANE DU PAON	A. BOUSSAA	51	11	A. BOUSSAA

2. NACHID. Malgré ses dernières déconvenues ce vieux routier de 10 ans reste en mesure par ses excellentes performances passées de prendre un rôle important dans cette épreuve.

3. RAAD BOUCHAKER. Ce cheval de métier misera sur sa longue expérience et le métier de son chevronné partenaire, pour venir se distinguer en bon rang à l'arrivée.

4. MAGE GAL. Rien pour la montée du grand jockey A. Attia, ce mâle gris aura un bon coup à jouer au sprint final.

5. HADITH D'HEM. À son aise sur le parcours du jour, restant sur deux belles tentatives 4ème et 2ème sur le même parcours du jour.

6. HIBR D'HEM. Près pour ce vaillant cheval de 6 ans, il peut réaliser des prouesses dans cette épreuve équilibrée.

7. GHARBI D'HEM. Course d'entrée

après une absence d'une année, restant sur une 3ème place dans un parcours plus réduit ce pensionnaire d'un crack entraîneur, demeure compétitif pour un accessit.

8. GAMRA D'HEM. À revoir dans de meilleures circonstances.

9. HAZEM D'HEM. À revoir.

10. AMEL EL HABIL. Cette femelle rouanée est une spécialiste des par-

cours de vitesses réduites à celle du jour.

11. HARAB D'HEM. De sérieux atouts plaideront en sa faveur pour qu'il remporte cette course, ses excellents résultats sur le parcours retenu et la réussite de son jockey du jour.

12. AIMANE DU PAON. Au-dessous du lot.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

11. HARAB D'HEM - 3. RAAD BOUCHAKER - 5. HADITH D'HEM - 6. HIBR D'HEM - 2. NACHID

LES CHANCES

4. MAGE GAL - 12. AIMANE DU PAON

Coupe du monde 2026 : des primes records pour les équipes participantes

Les 48 sélections qualifiées à la Coupe du monde 2026 se partageront une enveloppe totale de 871 millions de dollars (environ 756,4 millions d'euros), soit une hausse de 15% par rapport aux prévisions initiales, conséquence du succès commercial de la compétition, selon la répartition du prize-money dévolue par la FIFA. Le futur champion du monde empochera ainsi 50 millions de dollars, un montant record dans l'histoire de la compétition, tandis que le finaliste recevra 33 millions de dollars. Ces primes sont intégrées à la "contribution financière" versée par la FIFA aux fédérations participantes. Avec l'élargissement du tournoi à 48 équipes et l'augmentation des revenus commerciaux générés par l'épreuve organisée aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique (11 juin-19 juillet), l'édition 2026 établit un nouveau standard en matière de retombées financières pour les sélections nationales. Selon le barème établi par l'instance mondiale du football, chaque équipe recevra au minimum 10 millions de dollars (8,68 millions d'euros) pour une élimination dès la phase de groupes. La Fédération internationale de football (FIFA) espère générer 8,9 milliards de dollars en 2026 grâce à la Coupe du monde, selon son président Gianni Infantino.

Répartition des primes
Élimination en phase de groupes : 10 millions dollars (8,68 M€)
- Qualification en seizièmes de finale : 11 millions dollars (9,54 M€)
- Huitièmes de finale : 15 millions dollars (13,02 M€)
- Quarts de finale : 19 millions dollars (16,49 M€)
- 4e place : 27 millions dollars (23,43 M€)
- 3e place : 29 millions dollars (25,17 M€)
- Finaliste : 33 millions dollars (28,65 M€)
- Vainqueur : 50 millions dollars (43,41 M€).

L'Algérie participe au Village culturel mondial de Mexico 2026

L'Algérie participe aux festivités du Village culturel mondial de Mexico 2026 (Aldea Global 2026), organisé du 10 au 21 juin en cours dans le cadre du programme culturel parallèle à la Coupe du monde de football, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. Cette participation s'inscrit dans le cadre de "la concrétisation de la vision stratégique de l'État visant à renforcer la présence culturelle internationale de l'Algérie et à promouvoir son image moderne, enracinée dans son histoire et sa civilisation, fière de son identité nationale et ouverte aux valeurs du dialogue et des échanges culturels entre les peuples", précise la même source. Un espace d'exposition a été réservé au pavillon algérien, comprenant "un programme intégré mettant en valeur les atouts civilisationnels, culturels et touristiques de l'Algérie", afin de renforcer son rayonnement culturel international et consacrer sa position en tant que destination culturelle et touristique prometteuse, de valoriser les éléments du patrimoine



culturel matériel et immatériel inscrits ou proposés à l'inscription sur les listes de l'UNESCO, et de faire connaître le patrimoine historique et les symboles nationaux ayant contribué à forger la gloire de l'Algérie et à façonner sa mémoire collective", selon la même source. Le pavillon comprend une exposition consacrée à l'artisanat algérien présentant des modèles de zellige, de bijoux traditionnels et d'arts plastiques, etc. ainsi qu'une

exposition photographique retraçant des éléments du patrimoine culturel algérien et des figures nationales emblématiques, à leur tête l'Émir Abdelkader. Le pavillon propose également une sélection d'ouvrages nationaux à caractère culturel, historique et artistique, de même qu'une exposition dédiée aux tenues traditionnelles algériennes dans toute leur diversité géographique et culturelle, telles que le

caftan, le karakou, la blousa et la melhafa chaouie, accompagnées d'explications sur leurs dimensions historiques, sociales et esthétiques. Le pavillon offre, par ailleurs aux visiteurs l'opportunité de découvrir les richesses touristiques, culturelles et naturelles de l'Algérie à travers des supports audiovisuels de haute qualité, et un espace de dégustation de plats traditionnels reflétant la richesse du patrimoine culinaire national et la diversité de ses influences civilisationnelles. Le public pourra également assister à des spectacles artistiques illustrant la richesse et la diversité du patrimoine musical algérien. Cette participation de qualité "confirme la volonté de l'Algérie, sous la conduite sage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de renforcer sa présence culturelle dans les fora internationaux et de consacrer sa place en tant que pays à la profondeur civilisationnelle séculaire et au patrimoine culturel, contribuant activement au dialogue interculturel et au rapprochement entre les peuples", conclut le communiqué.

Canicules en Europe : plus de 200 000 morts en quatre ans



peén se réchauffe beaucoup plus vite que n'importe quel autre, a souligné l'OMS, évoquant dans ce contexte les décès prématurés dus à des vagues de canicules en Italie, Espagne, Grèce. Elle a relevé à ce propos que "la chaleur est un tueur silencieux, mais elle n'est pas une fatalité", appelant les pays européens à suivre ses recommandations pour faire face au changement climatique.

Plus de 200.000 personnes ont perdu la vie en Europe à la suite des vagues de chaleur extrême au cours des quatre dernières années, a indiqué jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui alerte sur ce phénomène récurrent dû au changement climatique. "Les vagues de chaleur ne sont plus des anomalies météorologiques exceptionnelles", a fait savoir l'OMS, lors du lancement à Berlin de nouvelles orientations de l'Organisation destinées à protéger des vies face à ce phénomène. Dans l'Union européenne et "les pays qui lui sont associés", le directeur régional de l'OMS pour l'Europe, Hans Henri Kluge, a affirmé que "la plupart de ces décès étaient entièrement évitables", ajoutant que de plus, "des millions d'autres personnes" sont "affectées physiquement et mentalement". Le continent euro-

Mise en échec d'une tentative d'introduction de près de 19 000 comprimés psychotropes au Port de Béjaïa

Les éléments de l'inspection principale de contrôle des passagers au port maritime de Béjaïa, relevant de la direction régionale des douanes de Sétif, ont déjoué une tentative d'introduction de près de 19.000 comprimés psychotropes, indique un communiqué publié jeudi par ce corps constitué. Le document précise que cette opération, réalisée en coordination avec des éléments de l'Armée nationale populaire de la 5ème région militaire, a été réalisée lors du contrôle douanier d'un navire étranger en provenance du port de Sète (France) où la quantité mentionnée de drogue a été découverte dans les bagages d'un des passagers, dissimulée à l'intérieur de paquets de biscuits de marque étrangère. La marchandise prohibée a été saisie et deux individus ont été arrêtés et présentés aux autorités judiciaires compétentes, selon le même communiqué qui souligne que cette action reflète la vigilance des éléments des Douanes algériennes, et leur engagement à lutter contre toutes les formes de criminalité organisée transfrontalière et à contribuer efficacement à la protection de la sécurité et de la santé des citoyens.

Australie : des scientifiques découvrent le plus grand cimetière de baleines au monde

Des scientifiques ont découvert ce qui est considéré comme le plus grand cimetière de baleines au monde au large de l'Australie, avec des carcasses remontant à plusieurs millions d'années, selon une nouvelle étude, publiée jeudi dans la

revue scientifique Nature. Cette vaste nécropole de baleines a été identifiée dans la zone de Diamantina, à des profondeurs comprises entre 4.616 et 7.001 mètres, sur une étendue d'environ 1.200 kilomètres du plancher océanique du sud-est de l'océan Indien,

note l'étude. Les chercheurs ont recensé une importante accumulation de restes de baleines, comprenant cinq communautés modernes de chute de baleine (écosystèmes des grands fonds se développant autour d'une carcasse de baleine) ainsi que 476 fossiles de cétacés. Les fossiles retrouvés dans la zone appartiennent à la fois à des baleines à bec plongeuses encore existantes

et à des espèces aujourd'hui disparues. Selon l'étude, certaines carcasses remontent à 5,3 millions d'années, d'après des datations réalisées à partir d'isotopes atomiques. Les chercheurs estiment que l'étude de cette zone apporte de nouveaux éclairages sur l'origine, la paléocologie et la dynamique des populations de baleines à bec depuis le Pliocène jusqu'à aujourd'hui.

EXPRESS- HISTORIQUE

Conte d'Europe du Nord Le Poids d'un Murmure (1)

Un homme va voir le sage du village pour s'accuser d'avoir colporté une fausse rumeur sur un voisin...



Il continua de se confier au sage, déroulant le fil de son récit.



Pétrole: le Brent à plus de 86 dollars

Les cours du pétrole chutent vendredi en cours d'échanges européens, sous l'effet de l'évolution des facteurs géopolitiques à travers le monde. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 4,37% à 86,43 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, tombait de 4,42% à 83,83 dollars.

MISE AUX POINGS

« Je sais que les supporters seront derrière l'équipe, même ceux qui ne sont pas présents ici. Malgré le décalage horaire, que ce soit en Algérie, en Europe ou ailleurs, ils feront l'effort de suivre nos matchs. Nous allons tout faire pour les rendre fiers ».

L'international algérien Amine Gouri





Dans la journée : Ensoleillé
Vent : 25 km/h
Humidité : 65%



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 20 km/h
Humidité : 87 %

Dohr : 12h48
Assar : 16h40
Maghreb : 20h11
Îcha : 21h52

Dimanche 28 dou
el hidja 1447
Sobh : 03h37
Chourouk : 05h29

IL A APPELÉ À GRACIER LE JOURNALISTE FRANÇAIS DÉTENU EN ALGÉRIE

Quelle mouche a piqué Infantino ?

Alors que la Coupe du monde débute dans un contexte déjà marqué par plusieurs polémiques organisationnelles, l'intervention du président de la FIFA, Gianni Infantino, dans l'affaire du journaliste français détenu en Algérie suscite de nombreuses interrogations.

Depuis plusieurs jours, les critiques se multiplient concernant la gestion de certains dossiers liés à la compétition. Des observateurs ont notamment dénoncé les difficultés rencontrées par plusieurs membres de délégations, journalistes et officiels pour entrer sur le territoire algérien malgré la possession de documents de voyage valides. D'autres controverses ont également émergé autour des conditions de délivrance des visas à certaines sélections participantes pour ne citer que l'équipe iranienne ou encore le cas de l'arbitre somalien, Omar Abdulkadir Artan, empê-



ché d'entrer aux États-Unis. Dans ce contexte, nombreux sont ceux qui s'attendaient à voir la FIFA concentrer ses efforts sur les problèmes directement liés à l'organisation de son tournoi et aux

obstacles rencontrés par les acteurs du football concernés par la compétition.

C'est pourtant sur un tout autre terrain que Gianni Infantino a choisi de s'exprimer, en évoquant la situation d'un journaliste français poursuivi en Algérie dans une affaire relevant de la sécurité nationale.

Cette prise de position a provoqué l'incompréhension de plusieurs observateurs. Pour eux, le président de la FIFA semble accorder davantage d'attention à un dossier judiciaire relevant de la souveraineté d'un État qu'aux nombreuses difficultés qui touchent directement son propre événement.

D'aucuns estiment que la priorité de l'instance mondiale devrait être de garantir à tous les participants, officiels, arbitres et représentants des médias des conditions optimales pour prendre part à la compétition. Ils considèrent qu'avant de commenter des affaires judiciaires sensibles, la FIFA devrait d'abord répondre aux interrogations soulevées par les dysfonctionnements signalés depuis le début du tournoi.

Au-delà du fond du dossier, c'est donc la question des priorités qui est aujourd'hui posée. Pourquoi intervenir dans une affaire politique et judiciaire complexe alors que plusieurs problèmes liés à l'organisation même de la compétition continuent d'alimenter la controverse ? Une interrogation qui, à mesure que les polémiques s'accroissent, revient avec insistance dans les débats.

Hakim S.

ORGANISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

Forum de la communication institutionnelle aujourd'hui à Alger

Le ministère de la Communication organisera, aujourd'hui à Alger, le Forum de la communication institutionnelle 2026, dans le cadre des efforts visant à renforcer et à promouvoir la communication institutionnelle afin qu'elle réponde aux défis du développement et aux enjeux régionaux et internationaux, a-t-on appris auprès du ministère. Ce forum, qui réunira des responsables de la communication de plusieurs ministères, organismes et institutions nationales, ainsi que des experts, des universitaires et des journalistes, intervient dans un contexte marqué par de "profondes transformations" dans les modes de communication, sous l'effet de l'évolution accélérée des technologies numériques et de l'élargissement des espaces virtuels, ce qui fait de la communication institutionnelle une "fonction stratégique alliant gouvernance, gestion de la réputation et interaction avec le public dans toute sa diversité", a précisé le ministère. L'organisation du Forum de la communication institutionnelle 2026 s'inscrit dans le cadre d'un "débat constructif" autour des mutations en cours aux niveaux national et international, visant à "élaborer une vision commune des mécanismes de

mise en œuvre d'un projet intégré de communication institutionnelle couvrant l'ensemble des secteurs", explique le ministère, soulignant que cette démarche devrait contribuer au développement de pratiques de communication "plus efficaces et plus efficaces" au sein des institutions de l'Etat. Ce forum vise à mettre en avant la vision du ministère de la Communication en matière de "réforme du système de la communication institutionnelle dans le cadre de la stratégie nationale en cours d'élaboration" et à discuter du rôle de la communication institutionnelle, en tant que socle de la bonne gouvernance, dans le renforcement de la confiance entre l'administration et les différentes parties prenantes, ajoute le ministère.

Cette rencontre sera aussi l'occasion de "mettre en lumière les expériences d'institutions ou de secteurs ayant mis à profit les technologies numériques pour améliorer les services publics proposés", selon la même source. Les travaux de ce forum s'articuleront autour de deux séances. La première sera consacrée à la communication institutionnelle dans un environnement communicationnel en mutation, au cours de laquelle plusieurs thèmes seront abordés, dont "l'analyse de l'impact

des progrès technologiques accélérés sur la communication institutionnelle", tandis que la seconde traitera des défis liés à la garantie de l'accès des citoyens à une information fiable, au renforcement de la conscience sociale et à sa protection contre les dangers des infos et de la désinformation, ainsi qu'à la communication institutionnelle en temps de crise. Deux ateliers sont également prévus à cette occasion. Le premier, portant sur le thème "Les médias nationaux en tant que partenaires dans la communication institutionnelle : défis et perspectives", se penchera sur le rôle attendu des médias nationaux pour la réussite de la communication institutionnelle officielle à la lumière des mutations numériques et face à l'influence des réseaux sociaux sur la formation de l'opinion publique. Le second atelier, dédié à la structuration et aux outils de la communication au sein des institutions gouvernementales, permettra d'élaborer une fiche de poste type pour la fonction de chargé de communication, tout en discutant des "moyens appropriés pour l'exercice de la fonction communicationnelle à l'ère de la transformation numérique", conclut la même source.

APS

HAUT CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le président Tebboune préside une réunion

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi 11 juin 2026, une réunion du Haut conseil de sécurité, indique un communiqué de la présidence de la République. **R. N.**

INTITULÉ « IA TOUR ALGÉRIE 2026 »

Un concours national dédié à l'innovation dans le tourisme lancé

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a invité les innovateurs spécialisés dans l'intelligence artificielle (IA) à participer à la 1ère édition du concours national de l'innovation dans le domaine de la promotion intelligente du tourisme algérien, selon un communiqué du ministère. Baptisé « IA Tour Algérie 2026 », ce concours, dont les inscriptions resteront ouvertes jusqu'au 19 août prochain, offre aux talents algériens l'opportunité de « proposer des solutions numériques innovantes visant à renforcer l'attractivité de la destination Algérie et à développer les outils de promotion touristique grâce à l'intelligence artificielle », a précisé la même source. Ajoutant que, « les personnes intéressées peuvent déposer leurs dossiers via le lien <https://www.mta.gov.dz/ia-tour-algerie-2026> et adresser leurs demandes de renseignements à l'adresse électronique smart_tourisme@mta.gov.dz ». Le concours est ouvert à tout Algérien disposant d'une solution numérique dédiée à la promotion du tourisme en Algérie, reposant sur les technologies de l'intelligence artificielle ou de la réalité virtuelle, qu'il soit étudiant, chercheur, fondateur de start-up ou porteur d'un projet innovant, et ce, quel que soit son lieu de résidence. Les résultats du concours seront annoncés le 27 septembre prochain, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du tourisme, a conclu le communiqué.

L. Zeggane

SOUS-RIRE

Coupe du Monde : les prémices d'un fiasco annoncé

